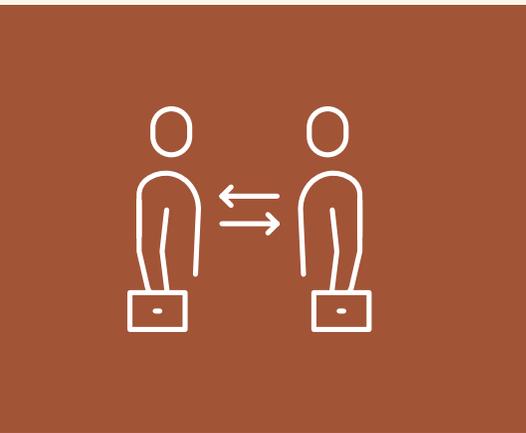




CEDEAO

Rapport sur le développement du capital humain 2024





NOTE SUR CE RAPPORT

Ce document présente les progrès accomplis en matière de développement du capital humain (DCH) dans la sous-région depuis la publication par la CEDEAO du premier rapport biennal en 2022. Il maintient la référence de base initialement établie en 2019. L'analyse de la performance des quinze États Membres, illustrée dans ce document, prend en compte les mêmes indicateurs (18 + 1) retenus précédemment. Il intègre également des données qualitatives ainsi que des informations sur les initiatives de DCH lancées durant la période de référence. Ces informations proviennent de consultations avec les États Membres et la Commission de la CEDEAO.

Ce rapport s'inscrit dans le cadre de l'effort biennal de la CEDEAO pour le suivi continu de l'état d'avancement du DCH dans la sous-région, en tenant compte de l'objectif de la Stratégie 2030. Cet objectif vise à faire de la CEDEAO, la communauté économique régionale la plus performante en matière de DCH sur le continent africain. Ce document met en évidence les réalisations de la sous-région en matière de DCH et présente également les principaux défis rencontrés au cours de la période considérée. Le rapport fournit aussi des informations et des données utiles pour soutenir et orienter les stratégies et initiatives nationales de DCH dans les États Membres. Enfin, il contribue à guider la Commission dans ses interventions pour soutenir les États Membres dans leurs efforts.

ACRONYMES

- ANPEJ** - Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes
- ASC** - Agent de santé communautaire
- AVEC** - Associations villageoises d'épargne et de crédit
- BCEAO** - Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
- CAE** - Communauté de l'Afrique de l'Est
- CEDEAO** - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
- CEEAC** - Communauté économique des États de l'Afrique centrale
- CERFAM** - Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition du Programme alimentaire mondial
- CNE** - Conseil national de l'éducation
- CSU** - Couverture santé universelle
- DCH** - Développement du capital humain
- EAH** - Eau, assainissement et hygiène
- EFTP** - Enseignement et formation techniques et professionnels
- SAN** - Sécurité alimentaire et nutritionnelle
- FNUAP** - Fonds des Nations unies pour la population
- ICH** - Indice de capital humain (un indicateur de la Banque mondiale)
- IDH** - Indice de développement humain (un indicateur des Nations unies)
- IFD** - Institution financière de développement
- IXP** - Point d'échange Internet (Internet Exchange Point)
- MDA** - Ministères, départements et agences
- MNT** - Maladies non transmissibles
- MTMSGs** - Groupes de soutien de mère à mère (Mother-to-Mother Support Groups)
- NEET** - Jeunes déscolarisés ou non scolarisés, sans emploi (Not in Employment, Education or Training)
- ODD** - Objectifs de développement durable des Nations unies
- OMS** - Organisation mondiale de la santé
- ONU** - Organisation des Nations unies
- PAQUET** - Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence
- PEV** - Programme élargi de vaccination
- PME** - Petites et moyennes entreprises
- PNDS** - Plan national de développement sanitaire
- PNEF** - Programme national d'éducation financière
- PNUD** - Programme des Nations unies pour le développement
- POS** - Procédures opérationnelles standard
- PSE** - Plan sectoriel de l'éducation
- SRMNI+N** - Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents + Nutrition
- CDA** - Communauté de développement de l'Afrique australe
- SAN** - Sécurité alimentaire et nutritionnelle
- SLeSHI** - Caisse d'assurance maladie de Sierra Leone (Sierra Leone Social Health Insurance)
- SNIF** - Stratégie nationale d'inclusion financière
- CÂBLE SOUS-MARIN ACE** - Câble sous-marin reliant la côte africaine à l'Europe
- STEM/STIM** - Science, technologie, ingénierie et mathématiques
- SWEDD** - Autonomisation des femmes et Dividende Démographique en Afrique subsaharienne (Sahel Women's Empowerment and Demographic Dividend)
- TIC** - Technologies de l'information et de la communication
- UA** - Union Africaine
- UEMOA** - Union économique et monétaire ouest-africaine
- UNICEF** - Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations International Children's Emergency Fund)
- USSD** - Données de services supplémentaires non structurées (Unstructured Supplementary Services Data)
- VIH** - Virus de l'immunodéficience humaine



Table des Matières

Avant-propos du Président	05
Avant-propos de la Vice-présidente	06
Synthèse	07
Chapitre 1 Introduction et contexte du DCH dans l'espace CEDEAO	09
Chapitre 2 Efforts de la CEDEAO en faveur du DCH dans la région	13
Chapitre 3 Suivi du DCH dans l'espace CEDEAO	15
Chapitre 4 Suivi du DCH dans chaque État Membre	28
Réflexions et recommandations	44
Annexes	45
Références	64

01

Avant-propos du Président

L'union fait la Force

En 2019, la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris une décision stratégique en érigeant le développement du capital humain (DCH) comme priorité. Cette décision témoigne de l'importance d'investir dans le bien-être, les connaissances et les compétences de nos populations afin d'impulser le développement économique et de réaliser nos objectifs.

Cet engagement a été renforcé en 2021 avec l'adoption de la stratégie régionale intégrée de la CEDEAO en matière de DCH. L'ambition était claire : « devenir la communauté économique régionale la plus performante en matière de DCH sur le continent d'ici 2030 ». Dans cette optique, la CEDEAO a développé un indice de DCH pour évaluer la performance de la région dans les trois domaines thématiques suivants : santé et nutrition ; éducation, compétences et participation au marché du travail ; entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique. Nous nous sommes également engagés à publier périodiquement un rapport présentant les résultats de cette évaluation. Le premier rapport sur le DCH de la CEDEAO a été publié en 2022 et a mis en lumière les performances de la sous-région entre 2018 et 2020.

Le rapport de 2024 sur l'indice DCH présente une évaluation complète des progrès réalisés entre 2020 et 2022. Cette évaluation repose sur des données collectées principalement entre 2021 et 2022. Le rapport de 2024 révèle que la CEDEAO continue de réaliser des progrès notables en matière de DCH. Des avancées significatives ont été observées dans les domaines de la santé et de la nutrition, ainsi que dans l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique. Ces progrès témoignent de nos efforts collectifs et de notre engagement à stimuler le développement économique dans la région.

Cependant, le rapport souligne également plusieurs domaines qui retiennent notre attention. Il fait état d'une baisse de plus de 7 % dans le domaine de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail. Cette baisse est attribuée à une réduction des dépenses publiques dans le domaine de l'éducation, à une augmentation du nombre d'enfants non scolarisés, ainsi qu'à une diminution du nombre moyen d'années de scolarisation et des résultats des tests harmonisés. Ces constats montrent la nécessité de se recentrer et d'intensifier nos efforts dans ce secteur critique.

Malgré les progrès considérables réalisés jusqu'à présent, nos efforts restent insuffisants pour répondre à nos aspirations en matière de DCH d'ici 2030. Nous devons accélérer notre rythme de travail et augmenter le niveau des investissements dans le développement du capital humain.

Nous devons tous relever ce défi maintenant : intensifier les efforts aujourd'hui pour atteindre les objectifs de demain. En agissant ainsi, nous ne devons pas perdre de vue, ne serait-ce qu'un instant, que si le DCH se concentre sur le développement des individus, il a également des implications pour notre avenir collectif en tant que communauté régionale. Enfin, je tiens à souligner que seul notre engagement collectif nous permettra d'atteindre nos objectifs. Les progrès réalisés jusqu'à présent, grâce au soutien indéfectible de nos États Membres, démontrent ce que nous pouvons accomplir lorsque nous nous unissons autour d'une vision et d'une cause communes.

Il est certain que l'atteinte de nos objectifs pour 2030 sera un défi. Cependant, avec une orientation claire et un engagement inébranlable dans la mobilisation des ressources, tant humaines que financières, nous pouvons réaliser notre vision d'une « CEDEAO des peuples : paix et prospérité pour tous ».



DR. OUMAR ALIEU TOURAY

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO

02

Avant-propos de la Vice-Présidente

Un héritage durable pour la région

Le développement du capital humain (DCH) est un processus continu visant à améliorer et à optimiser les compétences, les connaissances, et les aptitudes de nos concitoyens afin qu'ils réalisent leur plein potentiel et contribuent efficacement à la société. Il reflète l'engagement concret des gouvernements, des États et des régions pour un développement inclusif et durable.

Depuis 2021, la Commission de la CEDEAO s'est investie activement dans la mise en œuvre de la stratégie de DCH et a encouragé un changement qualitatif au sein des États Membres, en lien avec les principaux domaines thématiques du DCH : santé et nutrition ; éducation, compétences et participation au marché du travail ; entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique. Avec cette stratégie, nous visons à faire progresser l'indice de DCH de la CEDEAO en améliorant les performances tant au niveau régional que national. Pour atteindre cet objectif, nous soutenons les États Membres dans l'élaboration de leurs stratégies nationales de DCH. Nous les aidons également à mettre en place des cellules de mise œuvre (aussi appelées « delivery units ») dédiées au suivi et à l'exécution des initiatives de DCH.

Nous avons également élaboré l'indice de DCH, accompagné d'un tableau de bord, pour mesurer les progrès au niveau régional. Ces outils permettent également à chaque pays de suivre de près ses performances en matière de DCH.

En 2022, la CEDEAO a publié son premier rapport de suivi des performances en matière de DCH entre 2018 et 2020. Conçu initialement pour une évaluation annuelle des progrès régionaux dans les trois domaines thématiques, il est apparu que le rythme de changement des indicateurs de DCH n'était pas aussi rapide qu'escompté, et que la majorité des données de performance n'étaient pas disponibles chaque année. Ainsi, la CEDEAO a décidé d'adopter un format de rapport biennal. Le rapport 2024 est donc le deuxième rapport biennal sur le DCH. Le rapport de 2024 présente une évaluation complète des progrès réalisés en matière de Développement du Capital Humain (DCH) entre 2020 et 2022. Il sert d'outil pour évaluer les progrès et l'impact en matière de DCH. Il éclaire les décisions politiques, tout en promouvant des investissements cohérents dans ce domaine dans les États Membres.

Selon feu Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'ONU et lauréat à titre posthume du Prix d'excellence de la CEDEAO, « sans données fiables, nous

marchons à l'aveuglette ». Les données contenues dans ce rapport mettent en évidence les progrès accomplis dans la majorité des domaines du DCH. Une augmentation de 12 % du score régional de DCH a été observée, soutenue par des avancées significatives dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique. Je félicite chaque État membre pour sa contribution à ce progrès.

En matière de genre, malgré des inégalités persistantes, notre région a progressé dans la réduction des disparités entre les sexes. Le rapport 2024 montre une amélioration de 3 % de l'indice de genre du DCH. Ces résultats sont prometteurs et démontrent l'engagement politique inébranlable des États Membres à accélérer le DCH en impliquant toutes les catégories de la population.

Toutefois, la région fait face à de nombreux défis, tels que l'instabilité politique, les catastrophes naturelles liées au changement climatique, l'insécurité croissante, les attaques terroristes, la pandémie de COVID-19, la migration économique et la « fuite des cerveaux ». Ces facteurs ont relativement ralenti les progrès attendus.

Il est important de reconnaître que des efforts substantiels restent à faire pour concrétiser notre vision ambitieuse mais réalisable du DCH : « être la sous-région la plus performante en matière de DCH sur le continent d'ici 2030 ». Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, les progrès réalisés lors de la période précédente n'ont pas pu être maintenus. Nos gouvernements doivent donc renforcer les efforts dans ces domaines. Ils doivent également poursuivre les investissements dans les autres domaines thématiques afin d'assurer des progrès continus.

Investir dans l'éducation, les soins de santé, le développement des compétences, les opportunités économiques et l'entrepreneuriat nous permettra d'exploiter pleinement le potentiel de notre population et de notre communauté. Cela nous aidera à surmonter les obstacles à la croissance économique et au développement, tout en renforçant notre résilience face aux défis futurs.

J'exhorte donc tous nos États Membres à poursuivre les investissements et à donner la priorité au DCH, afin que nous puissions construire un avenir prospère fondé sur les compétences et les capacités de nos populations.



DAMTIEN L. TCHINTCHIBIDJA

VICE-PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO

03

Synthèse

Le développement du capital humain (DCH) est essentiel pour une croissance inclusive au sein de l'espace CEDEAO. Le DCH comprend l'accumulation continue de connaissances, de compétences et de santé tout au long de la vie d'un individu, lui permettant ainsi de devenir un membre productif de la société.¹ Investir dans le DCH améliore la productivité économique, stimule l'innovation et favorise une croissance inclusive. Des facteurs clés, tels qu'une bonne nutrition et une santé optimale pendant la petite enfance, sont indispensables au développement cognitif et aux performances scolaires. Ils posent ainsi les bases d'une main-d'œuvre plus qualifiée.

Une scolarité inadéquate a un impact direct sur les connaissances et les compétences des élèves, réduisant leur capacité à être compétitifs et productifs sur le marché du travail à l'âge adulte.² L'innovation technologique et la transformation numérique sont essentielles pour accélérer la croissance économique durable. Sans innovation technologique, les opportunités offertes à une main-d'œuvre qualifiée sont limitées, particulièrement à une époque de progrès technologiques rapides, ce qui peut entraîner une sous-utilisation du capital humain.³

En outre, la parité hommes-femmes est un facteur transversal du développement du capital humain (DCH), car les disparités entre les sexes aggravent la pauvreté et freinent le développement économique. Le DCH est donc essentiel pour une croissance positive et inclusive dans la région.

Les États Membres de la CEDEAO affichent des performances inférieures par rapport à de nombreuses régions du monde dans les trois dimensions du DCH, à savoir : la santé et la nutrition ; l'éducation, les compétences et la participation au marché du travail ; et l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique. Plusieurs facteurs, tels que l'instabilité politique, l'insécurité, le changement climatique et les défis économiques, entravent considérablement le DCH dans l'espace CEDEAO.

L'insécurité perturbe les communautés, entraîne des déplacements de population, limite l'accès à l'éducation et aux soins de santé, accentue la pauvreté et réduit les opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat. L'instabilité économique et politique entraîne non seulement une augmentation de la pauvreté et une diminution des opportunités, mais aussi la migration et la fuite des cerveaux, provoquant ainsi la perte d'un capital humain précieux. La pandémie de COVID-19 a imposé un défi encore plus grand à la région, mettant à rude épreuve les systèmes de santé. Elle a perturbé des services de santé essentiels tels que les soins prénataux et postnataux, la vaccination des enfants, ainsi que les soins pour les maladies chroniques et aiguës. De plus, la pandémie a réduit l'accès à l'éducation.

Face à ces défis, nos gouvernements ont souvent réduit les dépenses et les investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement des compétences, ce qui a eu un impact sur les résultats et a ralenti les progrès vers l'ambition régionale. Cependant, ce sont précisément ces investissements à long terme dans le capital humain qui stimulent une croissance durable et contribuent à créer des sociétés plus résilientes, capables de progresser face à des chocs souvent imprévisibles.

La Commission de la CEDEAO, avec l'adoption de sa stratégie régionale intégrée, a placé le DCH au cœur de ses priorités, avec l'ambitieux objectif de devenir l'une des communautés économiques les plus performantes du continent africain d'ici 2030. Dans ce cadre, elle s'est engagée à soutenir ses États Membres à travers quatre leviers stratégiques pour garantir des avancées significatives dans le domaine du DCH et aider les pays à atteindre leurs objectifs, à travers :

1. Plaidoyer, politiques et communication

- Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer et de communication pour soutenir les États Membres dans la sensibilisation et le renforcement du soutien au développement du capital humain parmi les dirigeants politiques, ainsi que dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de DCH. Ce travail est en cours et se poursuivra jusqu'à l'atteinte des objectifs de DCH.
- Soutien aux politiques de DCH aux niveaux régional et national, visant à faciliter les progrès dans les trois dimensions du DCH et à accroître le financement national des priorités de DCH.

2. Suivi et évaluation

- Mise à jour du tableau de bord de l'indice DCH avec toutes les données des évaluations récentes, afin de garantir que chaque État membre dispose de cet outil pour suivre et enregistrer ses progrès en matière de DCH aux niveaux national et régional.

3. Renforcement des capacités et partage des connaissances

- Constitution d'un nouveau réseau de points focaux nationaux du DCH en mai 2024, afin de soutenir l'intégration des stratégies nationales de DCH ainsi que les initiatives liées au DCH.
- Organisation de session de formations pour ces points focaux afin de faciliter l'apprentissage entre pairs, de renforcer les capacités dans le développement et la mise en œuvre des stratégies, la communication et le plaidoyer, ainsi que le suivi et l'évaluation.

4. Mobilisation des ressources

- Lancement du Fonds d'Investissement Catalytique pour identifier et financer des projets innovants dans la région qui accélèrent l'amélioration des performances sur les indicateurs prioritaires du développement du capital humain.
- Soutien financier aux États Membres pour leurs stratégies nationales de DCH. Dans ce cadre, la Commission a accordé des subventions au Sénégal, à la Gambie, au Nigeria, à la Sierra Leone, au Bénin, au Togo, à la Côte d'Ivoire et à la Guinée-Bissau pour l'élaboration de leurs stratégies nationales de DCH. En outre, des efforts sont en cours pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de DCH dans six États fédérés du Nigeria.

¹World Bank Human capital project

²Human Capital Project in Africa: Stories of Progress. World Bank October 2018. (Projet de capital humain en Afrique: Progrès réalisés. Banque mondiale, octobre 2018).

³<https://documents1.worldbank.org/curated/en/466661539712226332/pdf/130910-WP-PUBLIC-HCP-in-Africa-booklet.pdf>

Dans le cadre du levier suivi et évaluation, la CEDEAO a introduit un outil pour mesurer le développement du capital humain : l'indice DCH. Il prend en compte des priorités des États Membres et un ensemble plus large de facteurs démographiques. L'indice DCH de la CEDEAO évalue les performances dans les trois dimensions de la stratégie de DCH : 1) Santé et Nutrition ; 2) Éducation, Compétences et Participation au travail ; et 3) Entrepreneuriat, Inclusion financière et Économie numérique. Depuis sa révision en 2022, les indicateurs 19+1 de la stratégie ont été rationalisés en 18+1 indicateurs pour assurer une meilleure disponibilité des données et des mises à jour plus fréquentes. Ces outils de mesure facilitent le suivi des progrès réalisés aux niveaux national et régional, et aident à fixer des objectifs en phase avec nos ambitions. L'indice DCH est accompagné d'un outil spécifique : l'indice genre. Cet outil met en évidence l'égalité des sexes comme un aspect transversal du DCH et mesure la parité hommes-femmes à travers différents indicateurs dans chaque domaine thématique.

La performance du DCH dans l'espace CEDEAO, et plus particulièrement celle de ses différents États Membres, a été évaluée en premier lieu pour établir des données de référence.

Cela permet de soutenir la stratégie de DCH et de faciliter l'analyse comparative avec les données du rapport⁴ DCH 2021. Malgré des avancées notables en 2021, notamment dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation, les résultats indiquent qu'il reste encore beaucoup à accomplir pour atteindre l'objectif stratégique établi pour 2030.

En revanche, l'objectif fixé pour 2021 concernant l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique a été entièrement atteint. Cela met en évidence la nécessité pour les États Membres d'augmenter leurs investissements et de se concentrer sur les deux premières dimensions, tout en maintenant leurs efforts pour renforcer la performance dans la dernière dimension.

Le rapport 2024 sur DCH montre des progrès globaux depuis la dernière évaluation, avec une amélioration de 12 % de l'indice DCH, passant de 0,24 à 0,2688 sur 1. La région se trouve à seulement -0,01 point de l'atteinte de son objectif pour 2020-2022 et est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de 2030.

La dimension santé et nutrition a enregistré une amélioration de 10 %, principalement grâce à une réduction de 12 % du taux de mortalité maternelle, une augmentation de 30 % des dépenses publiques de santé, et une réduction de 30 % des mariages d'enfants. Les programmes de santé ciblés, tels que le SRMNIA au Sénégal, ont eu un impact positif sur les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et les taux de mortalité maternelle. L'amélioration de l'accès aux soins de santé, ainsi que les efforts pour réduire les mariages d'enfants, ont également renforcé les résultats en matière de santé. De plus, les plans de mitigation de la COVID-19 ont permis de renforcer les infrastructures de santé et de favoriser des innovations dans toute la région durant cette période. Cependant, ces améliorations n'ont pas été suffisantes pour permettre à la CEDEAO d'atteindre son objectif fixé pour 2020-2022.

La performance dans la dimension entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique a quant à elle augmenté de 50 % (passant de 0,14 à 0,21 sur 1), soit 0,07 point au-dessus de l'objectif pour 2020-2022. La région progresse régulièrement vers son objectif de 2030 dans cette dimension, grâce à la pénétration accrue d'Internet, à l'amélioration de l'accessibilité des services financiers, et à la disponibilité d'incubateurs d'entreprises, qui ont contribué à la progression de l'indice. L'accès aux services financiers a presque doublé, soutenu par le développement de services bancaires mobiles, de la microfinance, ainsi que des stratégies nationales d'inclusion financière.

En revanche, la dimension éducation, compétences et participation au marché du travail a connu une baisse de 7 %, passant de 0,24 à 0,22 sur 1, et reste à 0,07 point de l'objectif pour 2020-2022. Cette régression est principalement due à une réduction de 12,24 % des dépenses publiques en éducation, une baisse de 0,11 point du ratio enseignant-élèves, et une diminution de 4,27 % du nombre moyen d'années de scolarisation dans la région. Ces reculs ont éclipsé l'amélioration de 4,16 % du taux de jeunes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation), ainsi que l'augmentation de 37,62 % du taux d'alphabétisation des jeunes, entraînant ainsi une baisse du score dans cette dimension et de l'indice régional global.

Ces résultats démontrent encore davantage la nécessité d'accroître les investissements dans le secteur de l'éducation et d'adopter des politiques garantissant que les investissements gouvernementaux restent cohérents, durables et axés sur les principaux moteurs de performance : l'accès à l'éducation, l'alphabétisation, la rétention scolaire et le ratio enseignants-élèves.

Le rapport 2024 sur le DCH met également en lumière de légères améliorations de la parité hommes-femmes dans la région, bien que des disparités persistent. Les femmes ont obtenu de meilleurs résultats en matière de santé et de nutrition, mais continuent de faire face à des défis en ce qui concerne l'éducation et l'entrepreneuriat. Il est essentiel de remédier à ces disparités pour maximiser le potentiel du capital humain de la région et favoriser une croissance inclusive. Les États Membres de la CEDEAO doivent prioriser l'intégration de la dimension de genre dans tous les secteurs et collaborer avec les parties prenantes afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le rapport souligne l'importance d'un investissement durable dans le capital humain pour stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être des populations de la région. Malgré les progrès réalisés, notamment dans les domaines de la santé et de l'entrepreneuriat, l'éducation et la parité hommes-femmes restent des secteurs critiques nécessitant une attention particulière.

La Commission de la CEDEAO et les États Membres doivent continuer à donner la priorité au développement du capital humain pour atteindre les objectifs de 2030, et assurer une croissance et une prospérité durables pour tous les citoyens de la région. Une coopération régionale renforcée, la mobilisation de ressources variées et l'investissement dans les infrastructures numériques seront des leviers essentiels pour surmonter les défis et saisir les opportunités, en vue de développer une main-d'œuvre qualifiée, en bonne santé et innovante.

⁴Le rapport 2021 du DCH de la CEDEAO a été publié en 2022.

Chapitre 1

Progrès du DCH dans l'espace CEDEAO

I. Importance du DCH

Le capital humain est un pilier essentiel pour construire une croissance sociale et économique durable. Il fait référence aux connaissances, compétences et à la santé que les individus acquièrent tout au long de leur vie, leur permettant de réaliser pleinement leur potentiel en tant que membres productifs de la société. Ainsi, il est crucial d'avoir une population en bonne santé et bien éduquée. Cela permet aux individus de participer pleinement à l'économie, de sortir de la pauvreté, d'intégrer le marché du travail et de contribuer de manière plus significative à leurs communautés. Cette approche favorise non seulement la croissance économique immédiate, mais pose également les bases d'une prospérité durable. Investir dans le capital humain, c'est donc investir dans les personnes, la productivité et la prospérité.

Les données révèlent que pendant plusieurs années, les pays de l'espace CEDEAO n'ont pas fourni les investissements nécessaires pour offrir des services de santé, d'éducation, de sécurité sociale et financiers inclusifs de qualité à leurs citoyens. Plusieurs pays ont connu des changements dans les priorités des politiques publiques en raison des troubles politiques, des crises économiques et des catastrophes naturelles, perturbant leurs efforts en matière de DCH. En conséquence, ces pays affichent de faibles niveaux de capital humain, ce qui augmente les inégalités et freine la croissance économique, entraînant des conséquences négatives à long terme, ressenties principalement par les plus vulnérables.

Reconnaissant son impact primordial sur la vie des citoyens, les Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO ont fait du DCH une priorité majeure. Le DCH est au cœur de la Vision 2050 de la CEDEAO – « Une communauté de peuples pleinement intégrée, vivant dans une région pacifique et prospère, dotée d'institutions fortes et respectueuse des droits et libertés fondamentaux, qui s'efforce de parvenir à un développement inclusif et durable. » En adoptant sa stratégie intégrée de développement du capital humain, la CEDEAO a défini une feuille de route claire pour améliorer les résultats en matière de capital humain dans la région. Ces efforts stimuleront la croissance économique, réduiront les taux de pauvreté et soutiendront les plans de la CEDEAO pour réaliser la Vision 2030 de l'Union Africaine ainsi que les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. La stratégie vise également à faire de la CEDEAO l'une des communautés économiques les plus performantes d'Afrique en matière de DCH, symbolisant un progrès significatif en matière de capital humain sur le continent.

II. Stratégie de la CEDEAO en matière de DCH : aspirations et objectifs

La stratégie régionale intégrée de développement du capital humain de la CEDEAO établit à l'horizon 2030 un programme clair pour améliorer les résultats en matière de capital humain dans la région. Elle souligne également le rôle essentiel que la CEDEAO doit jouer pour soutenir les États Membres et orienter les ressources vers la région. Plus important encore, cette stratégie régionale intégrée de DCH complète et renforce les stratégies nationales de DCH, en se concentrant sur : (i) l'établissement d'une évaluation de référence régionale de l'état du DCH pour définir une aspiration commune pour la région ; (ii) l'identification de leviers pour soutenir les États Membres ; et (iii) l'élaboration d'un plan d'action pour concrétiser cette ambition.

Compte tenu de l'importance du DCH et de ses différentes dimensions, la CEDEAO a développé une mesure du capital humain qui s'appuie sur les indicateurs mondiaux existants en matière de développement humain. Cet indice est basé sur les priorités des États Membres et intègre un ensemble plus large de facteurs démographiques, incluant des mesures d'inclusion financière et numérique, qui favorisent la productivité du travail.

L'indice DCH de la CEDEAO évalue les performances dans trois domaines thématiques clés : santé et nutrition ; éducation, compétences et participation au marché du travail ; entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique. Ces domaines sont ceux dans lesquels la région a historiquement sous-performé. L'inclusion du genre est également un facteur transversal essentiel du DCH, car les disparités entre les sexes entravent le développement global.

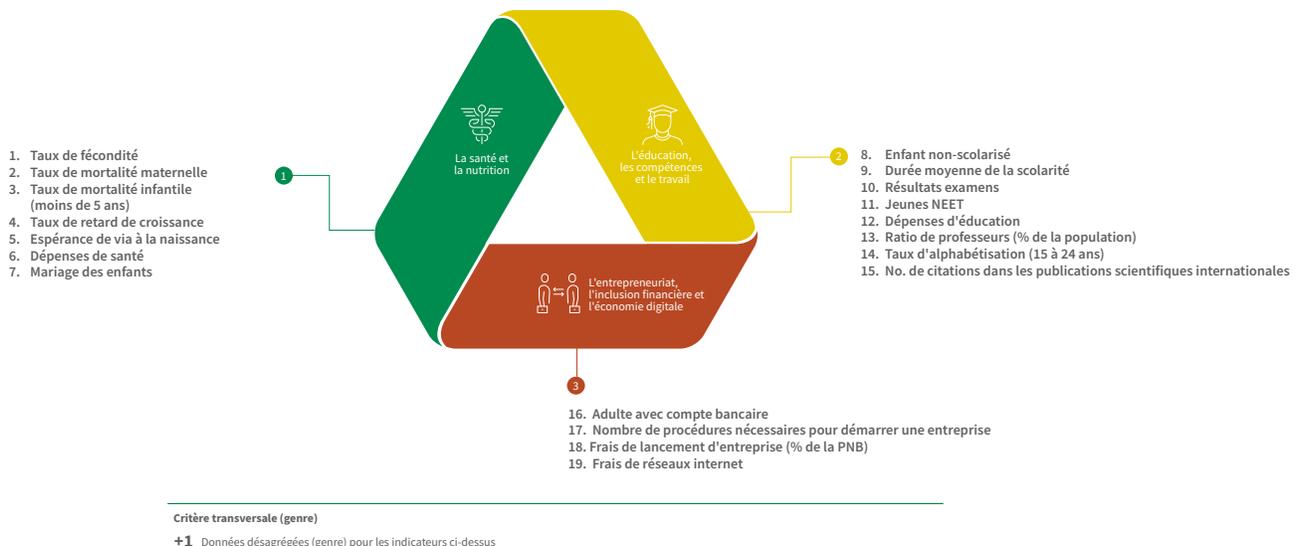


Figure 1 : trois dimensions de DCH et indicateurs prioritaires 19+1

L'indice DCH de la CEDEAO, développé comme un outil de mesure pour évaluer les progrès dans la région, a été utilisé pour établir une référence de base permettant de comprendre l'état actuel du DCH dans la CEDEAO. Il a également été utilisé pour évaluer les variations de performance entre les pays dans les trois dimensions du DCH et les 19+1 indicateurs prioritaires. Ces résultats ont servi de base pour définir « l'aspiration régionale » et ont aidé à élaborer les différentes approches nécessaires pour apporter des changements, tout en fournissant un cadre quantitatif pour mieux comprendre les défis propres à chaque pays. La référence régionale permet également de suivre les performances en cours dans les

différents pays à l'aide de métriques standardisées. En raison de facteurs tels que la qualité et la disponibilité des données, ces indicateurs ont été révisés pour le rapport 2021 sur le DCH.

Le score moyen de l'indice de capital humain (ICH) pour les pays de la CEDEAO en 2020 était de 0,38 (le plus bas en Afrique), contre 0,40 pour la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), la région la plus performante. Pour atteindre son ambition, et au moins parvenir à la parité avec la SADC, la CEDEAO devrait améliorer sa performance en matière de DCH de 5 % par an en moyenne sur tous les indicateurs. Cela nécessiterait, à court terme, de surmonter les défis actuels, tout en accélérant l'amélioration annuelle au-delà du taux moyen d'amélioration historique.

Titre: Améliorations requises (sur 19+1 indicateurs) pour atteindre les objectifs 2030 DCH de la CEDEAO

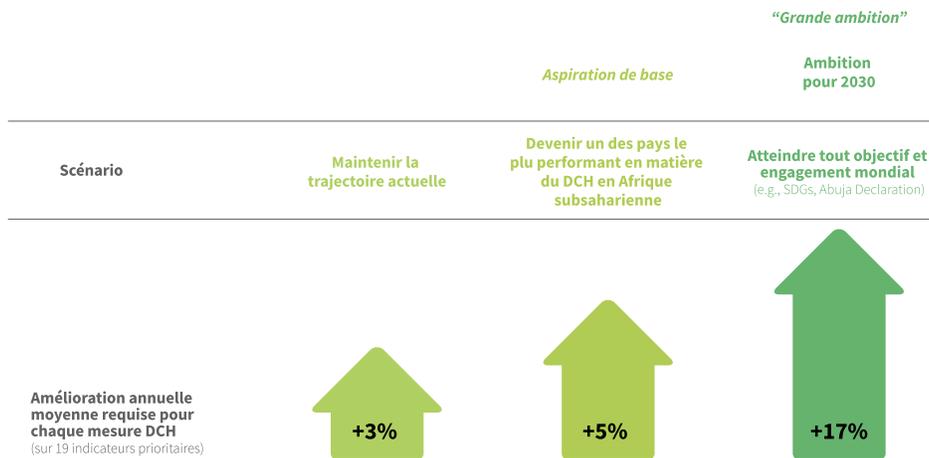


Figure 2. Aspiration CEDEAO DCH

Dans le dernier rapport sur le DCH, la région n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs dans la dimension Santé et Nutrition ainsi que celle sur l'Éducation, Compétences et Participation au Marché du Travail. Dans la dimension Santé et Nutrition, la région n'a progressé que de 0,02 point, manquant l'objectif de 0,03 point. Concernant la dimension Éducation, Compétences et Participation au Marché du Travail, les progrès ont été limités, le score de la région étant resté inchangé depuis la référence, et toujours à 0,04 point de l'objectif. En revanche, dans la dimension Entrepreneuriat, Inclusion Financière et Économie Numérique, la région a enregistré les plus grands progrès avec un score de 0,05, dépassant l'objectif de 0,03 point.

Evolution des performances DCH en CEDEAO

	Indice DCH Intégré	Santé et Nutrition	Compétences Et Travail	Entrepreneuriat, Inclusion Financière Et Économie Digitale
Reference de base	0.22	0.33	0.24	0.09
Progrès	+0.02	+0.02	0.00	+0.05
Dernier chiffre ¹	0.24	0.35	0.24	0.14
Différence par rapport à l'objectif	-0.01	-0.03	-0.04	+0.03
Objectif 2019-20 ²	0.26	0.38	0.28	0.11
Progrès	0.45	0.61	0.44	0.29

Figure 3. Évolution de la performance du DCH de la CEDEAO en 2021

¹En 2021, les États Membres de la CEDEAO ont exprimé leur aspiration à être « la communauté économique régionale la plus performante d'Afrique subsaharienne d'ici 2030 ».

III. Objet du rapport

Depuis le lancement de la stratégie intégrée de développement du capital humain 2030 de la CEDEAO en 2021, la Commission de la CEDEAO s'est engagée à produire un rapport biennal sur l'état du développement du capital humain dans la région. Le premier rapport sur le DCH de la CEDEAO a été publié en 2022 et a évalué la période entre 2018 et 2020. Ce rapport 2024 sur le DCH de la CEDEAO vise à évaluer les progrès en matière de DCH dans la région, couvrant la période de 2020 à 2022. Pour ce faire, il faut :

- Présenter les performances de la région et des États Membres sur l'indice de DCH dans chacune des dimensions, ainsi que sur l'indice de genre du DCH ;
- Fournir un aperçu des efforts déployés par la CEDEAO pour soutenir le DCH dans la région ;
- Évaluer les progrès au niveau régional et national en matière de DCH afin de mettre en lumière les défis que la Commission de la CEDEAO et les États Membres doivent relever pour améliorer leurs performances sur l'indice de DCH et l'indice de genre du DCH ;
- Offrir une vue d'ensemble des réalisations et des succès sur lesquels les États Membres et la Commission de la CEDEAO peuvent s'appuyer pour progresser.

En somme, le Rapport 2024 sur le Développement du Capital Humain de la CEDEAO présente les performances de la région et de ses États Membres individuels sur les indices de DCH et de DCH Genre, ainsi que des perspectives sur les facteurs déterminants des résultats régionaux et spécifiques à chaque pays. Il a pour objectif de définir les moyens par lesquels la CEDEAO et ses États Membres peuvent atteindre l'ambition fixée dans la stratégie régionale, en s'appuyant sur les meilleures pratiques mondiales et locales.

Le rapport fournit également des données, des analyses et des recommandations pour orienter les politiques publiques en matière de DCH. Cela permet aux États Membres de renforcer leur résilience au niveau national tout en contribuant à la prospérité de l'ensemble de la région.

Le rapport 2024 sur le DCH de la CEDEAO adoptera la même structure que le rapport 2022 pour permettre une comparaison directe. Il s'articulera autour des axes suivants :

1. Une revue documentaire des aspirations et objectifs de la stratégie de la CEDEAO en matière de DCH, mettant en avant l'importance du DCH dans la région et la pertinence de l'inclusion du genre ;
2. L'évolution de l'indice intégré de DCH de la CEDEAO et de son ensemble d'indicateurs pour les 15 États Membres ; les données sont collectées auprès d'organisations multilatérales fiables pour la période 2020-2022. Il peut y avoir des données nationales pour certains des indicateurs utilisés pour l'indice. Cependant, en utilisant les sources secondaires sélectionnées, nous nous assurons de la disponibilité des données pour tous les indicateurs, que toutes les données au niveau national sont collectées en utilisant la même méthodologie et sont donc comparables. Nous nous assurons également que les données de ce rapport peuvent être comparées aux données du dernier rapport et de la base de référence, qui reposaient toutes deux sur les mêmes sources secondaires et la même méthodologie.
3. La performance des États Membres sur l'indice de genre du DCH, en tant qu'indicateur de la parité hommes-femmes dans les trois dimensions du DCH ;
4. Une évaluation qualitative des stratégies et initiatives entreprises tant par la Commission de la CEDEAO que par les États Membres, basée sur les contributions issues des consultations avec les parties prenantes ;
5. Des rapports externes sur les activités et initiatives des États Membres dans les domaines thématiques jugés essentiels pour le DCH.





Chapitre 2
**Efforts de la CEDEAO
pour soutenir le DCH
dans la région**

I. Faits marquants du parcours de la CEDEAO en matière de DCH

La Commission de la CEDEAO a initié ses efforts en matière de développement du capital humain en juillet 2019, avec la volonté de construire une vision régionale et une stratégie correspondante. En 2020 et 2021, elle a sollicité des centaines d'experts et de parties prenantes des secteurs public et privé, ainsi que de la société civile, pour définir l'ambition et la stratégie globales du DCH et promouvoir une action régionale. Vingt-trois activités de concertation ont été organisées pour aligner les acteurs autour du premier projet de stratégie de la CEDEAO en matière de DCH, ce qui a conduit à l'adoption finale d'une vision commune du DCH.

Après la publication du rapport DCH 2022, la CEDEAO a lancé plusieurs initiatives dans les quatre leviers présentés dans la stratégie DCH, afin d'accélérer les progrès dans la région. Dans le domaine du plaidoyer, des politiques et de la communication, la Commission a entamé le processus de mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer en faveur du DCH, en s'assurant que cette question soit prioritaire aux niveaux régional et national.

En termes de suivi et d'évaluation, la CEDEAO a mis en place un tableau de bord numérique pour suivre les progrès de la mise en œuvre de la stratégie de DCH. Cet outil permet également de suivre les performances régionales et nationales des États Membres en matière de DCH.

Concernant le renforcement des capacités et le partage des connaissances, plusieurs sessions de formation et webinaires ont été organisés pour développer les compétences des points focaux et des équipes de la Commission.

Dans le domaine de la mobilisation des ressources et des partenariats, la CEDEAO a collaboré avec ses partenaires pour concevoir et obtenir le financement d'un fonds d'investissement catalytique, dont l'objectif est de fournir des ressources supplémentaires aux programmes ou initiatives ayant le potentiel d'accélérer l'impact et de générer des progrès tangibles sur les indicateurs prioritaires de DCH.

Parallèlement aux efforts de la CEDEAO au niveau régional, les États Membres ont eux aussi lancé plusieurs initiatives de DCH, basées sur leurs stratégies existantes ou en cours de développement. Cela inclut notamment la nomination par les États Membres de points focaux DCH et la création de « delivery units » dédiées, pour stimuler le développement du capital humain. Cependant, les pays de la CEDEAO sont toujours confrontés à des défis majeurs, tels que l'instabilité politique et sécuritaire.

Ces défis redéfinissent les priorités et compromettent la mise en œuvre de nouvelles stratégies et initiatives en matière de DCH. La CEDEAO poursuit son soutien aux États Membres pour développer des structures résilientes, capables de soutenir le développement du capital humain face aux défis actuels et futurs.

II. Principales initiatives prioritaires lancées après la publication du rapport DCH en 2022

En 2022, la commission de la CEDEAO a connu un changement de direction qui a temporairement ralenti les travaux sur le DCH. Cependant, une fois la nouvelle direction en place, l'équipe chargée du DCH a su s'adapter et se réorganiser rapidement. Néanmoins, la CEDEAO s'efforce de s'organiser avec les États Membres pour atteindre les objectifs de la stratégie, à travers :

- **L'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation** visant à renforcer la capacité des États Membres à suivre la progression des indicateurs de DCH. Le Secrétariat du DCH de la CEDEAO prévoit d'élaborer des procédures opérationnelles standard (POS) pour la collecte de données du DCH afin d'assurer l'harmonisation de la méthodologie de collecte de données entre les États Membres ;
- **L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer et de communication** avec les objectifs suivants : i) sensibiliser et soutenir le DCH, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales de DCH ; ii) promouvoir et soutenir les politiques régionales et nationales qui font progresser le DCH ; et iii) augmenter les allocations budgétaires nationales pour les priorités du DCH, ainsi que les ressources accrues des partenaires de développement et du secteur privé ;
- **L'organisation d'ateliers et de formations pour les points focaux** afin de renforcer leurs capacités dans la mise en œuvre de la stratégie de DCH et de faciliter l'apprentissage entre pairs. Le premier atelier s'est tenu en mai 2024 à Accra, au Ghana. L'atelier a également servi de plateforme d'échange de connaissances entre les points focaux et les partenaires, afin de concevoir des solutions synergiques pour atteindre les objectifs de développement du capital humain (DCH) à l'horizon 2030.
- **La préparation du lancement du fonds d'investissement catalytique**, visant à financer des projets innovants pour accélérer les progrès sur les indicateurs prioritaires du DCH dans la région.
- **Les visites sur le terrain dans les États Membres** pour évaluer les besoins techniques et financiers des pays et apporter un soutien en matière de plaidoyer pour l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies nationales. La Commission a accordé des subventions au Sénégal, à la Gambie, au Nigéria, à la Sierra Leone, au Bénin, au Togo, à la Côte d'Ivoire et à la Guinée-Bissau pour développer leurs stratégies nationales de DCH. Elle a également commencé à explorer les moyens de soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale de DCH du Nigeria dans six états.



Chapitre 3

Suivi du DCH dans l'espace CEDEAO

I. Indice intégré de DCH de la CEDEAO

1. Mise à jour de la méthodologie

L'indice intégré de DCH de la CEDEAO a été créé pour servir de référence pour les initiatives de DCH dans la région. Il s'aligne sur les ambitions de la CEDEAO dans les trois dimensions principales et établit des objectifs clairs. Le suivi des progrès de cet indice est crucial pour maintenir l'intérêt et l'élan dans les efforts DCH. Cet indice permet aux États Membres d'évaluer leurs performances en matière de DCH, de célébrer les réalisations et d'identifier les domaines nécessitant des améliorations.

Cette section décrit la méthodologie utilisée pour calculer l'indice DCH 2024.

La mise à jour de l'indice s'est faite suivant quatre étapes :

1. Sur chacune des trois dimensions du DCH, une liste d'indicateurs est définie pour suivre l'évolution des intrants (par exemple, les dépenses publiques) ainsi que des extrants (par exemple, le ratio enseignant-élèves) et des résultats (par exemple, l'alphabétisation des jeunes) ;
2. La valeur pour chaque pays est normalisée sur une échelle de 0 à 1 pour permettre une lecture comparative. Les valeurs comprises entre 0 et 1 sont définies de façon à assurer la comparabilité des valeurs au fil du temps ;
3. Les indicateurs sont ensuite agrégés par thème, avec des ajustements effectués pour tenir compte de toute corrélation entre les indicateurs avec l'évolution des résultats liés, tels que la mortalité infantile et la mortalité maternelle ; l'indice est ensuite intégré au niveau national. La méthode utilisée pour calculer la moyenne par thème est la somme des carrés des indicateurs – une moyenne arithmétique – pour refléter la distance à la performance cible idéale. Le carré de

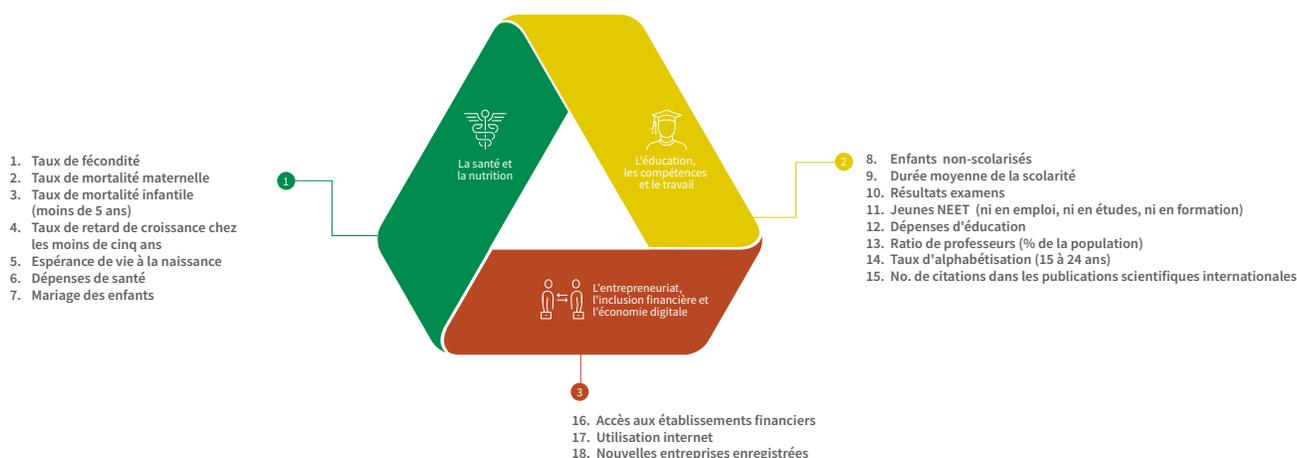
la variation (ou distance à la cible) est calculé pour chaque indicateur, la variation étant définie comme l'écart entre chaque valeur discrète et la moyenne, afin de réduire l'effet statistique potentiel des valeurs aberrantes.

4. Les comparaisons sont effectuées sur une échelle de 0 à 1 où 0 représente la valeur minimale possible et 1 la valeur maximale possible.
5. L'indice DCH entièrement intégré est ensuite compilé pour la région dans chacune des trois dimensions et est finalement calculé en tant que moyenne de tous les États Membres.

L'indice DCH 2024 est basé sur des données qui couvrent la période de 2020 à 2022. Cela permet un examen complet des tendances et des développements récents. Les progrès des États Membres ont été étudiés sur deux périodes :

1. **Période 1:** qui évalue l'évolution du DCH au niveau régional et national entre la référence de base et l'évaluation du DCH 2018-2020 ; et
2. **Période 2:** qui correspond à l'intervalle entre l'évaluation DCH 2018-2020 et la période de calcul (selon la disponibilité des données) 2020-2022 considérée pour l'indice DCH 2024.

Ce rapport DCH utilise la même liste d'indicateurs 18+1 que le rapport DCH 2021. Ces indicateurs sont distincts des 19+1 identifiés dans la stratégie de la CEDEAO en matière de DCH, car quatre des 19 indicateurs initiaux ont dû être reconsidérés en raison de problèmes de fiabilité et de disponibilité des données. Ces indicateurs ont été remplacés dans le rapport DCH 2021 par trois nouveaux indicateurs : la pénétration des points de vente financiers, la pénétration d'Internet et les nouvelles entreprises enregistrées. Veuillez trouver une liste complète de ces 18 indicateurs dans l'annexe ci-dessous.



Critère transversale (genre)

+1 Données désagrégées (genre) pour les indicateurs ci-dessus

Figure 4. Les trois dimensions du développement du capital humain (DCH) et les 18+1 indicateurs prioritaires

2. Résultats globaux de l'indice DCH

A. Aperçu général

L'indice global de DCH a progressé depuis le dernier rapport, passant de 0,24 à 0,27, ce qui indique une amélioration générale dans le développement du capital humain. Comme dans le rapport précédent, la région a mieux performé dans la dimension santé et nutrition, avec un score de 0,37, soit une amélioration de 10 %. Des

avancées significatives ont été également enregistrées en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, qui sont passées de 0,14 à 0,21, marquant une amélioration de 50 %. Cependant, le secteur de l'éducation a connu une baisse de plus de 7% depuis le dernier rapport, malgré la stabilité précédente.

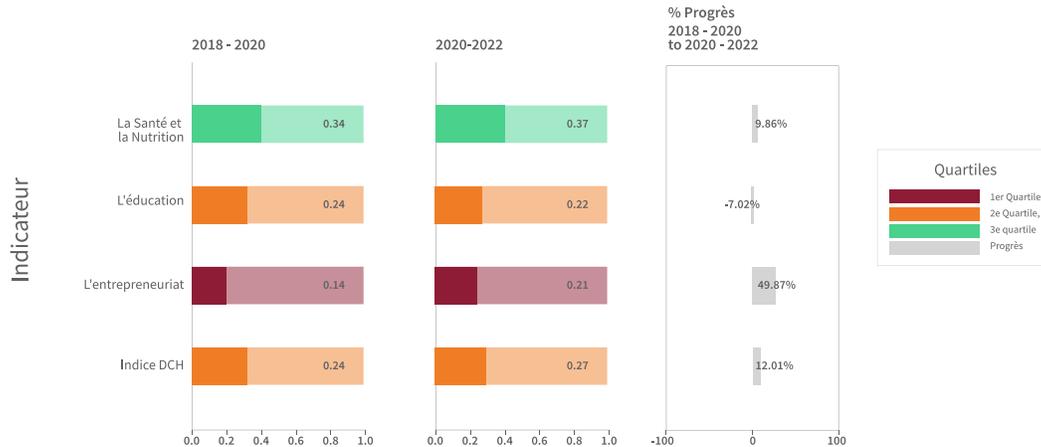


Figure 5 : Suivi de la performance régionale en matière de DCH

B. Santé et Nutrition

L'amélioration de la santé et de la nutrition dans l'espace CEDEAO a été soutenue par une approche multidimensionnelle axée sur l'amélioration de la santé infantile et maternelle, l'augmentation des dépenses de santé du gouvernement et la réduction des mariages d'enfants. Les progrès significatifs comprennent une réduction de 12 % des taux de mortalité maternelle, une augmentation de 30 % des dépenses de santé publiques et une réduction de 30 % des mariages d'enfants.

Les principales initiatives comprennent des augmentations significatives du financement public destiné aux services et infrastructures de santé. Des programmes de santé ciblés ont réduit les taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et de mortalité maternelle, comme en témoignent les programmes SRMNTA du Sénégal qui ont renforcé les soins prénataux, obstétricaux et postnataux. Des efforts supplémentaires, tels qu'une meilleure surveillance des décès maternels, la fourniture de soins post-avortement, la prise en charge de la fistule obstétricale et une disponibilité accrue des médicaments essentiels, ont également joué un rôle crucial. A cela s'ajoute la mise en œuvre de la couverture sanitaire universelle (CSU) dans les pays qui a amélioré l'accès et la qualité des soins de santé, conduisant à de meilleurs résultats en matière de santé. Les efforts visant à réduire le mariage des enfants, par des réformes réglementaires et des campagnes de sensibilisation communautaire, ont eu un impact significatif sur le niveau d'éducation et la santé des filles. L'exemple de la Guinée-Bissau illustre bien ces progrès remarquables. Les États Membres ont mis en œuvre un plan d'atténuation de la COVID-19 pour faire face aux impacts de la pandémie, avec des mesures comprenant un financement accru du secteur de la santé, une amélioration des infrastructures de soins de santé et des initiatives de santé communautaire.

Ces efforts combinés ont permis d'améliorer les performances des indicateurs de santé, d'améliorer l'accès aux soins de santé et de développer le capital humain dans la région. Ils ont également permis de réaliser des progrès significatifs dans plusieurs indicateurs clés de la santé :

- **Score de la dimension santé et de nutrition:** amélioré de 0,34 à 0,37, soit une progression de 9,86 %. Cela indique des progrès substantiels dans les services de santé et les résultats dans toute la région.
- **Taux de fécondité:** amélioré de 0,44 à 0,468 (progression de 6,41 %), avec un écart de 0,0315 par rapport à l'objectif ; cet écart peut être comblé en renforçant les services de planification familiale et en améliorant l'éducation à la santé reproductive.
- **Taux de mortalité maternelle:** amélioré de 0,53 à 0,595 (progression de 12,35 %), avec un écart de 0,0359 par rapport à l'objectif, qui peut être comblé en investissant dans les établissements de santé maternelle et en fournissant une formation spécialisée aux prestataires de soins de santé.
- **Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans:** amélioré de 0,4 à 0,411 (progression de 2,79 %), avec un écart de 0,1235 par rapport à l'objectif ; cet écart peut être comblé en élargissant les programmes de vaccination et en fournissant un soutien nutritionnel aux mères et aux enfants.
- **Taux de retard de croissance des moins de cinq ans:** amélioré de 0,55 à 0,578 (progression de 5,11 %), avec un écart de 0,0167 par rapport à l'objectif, qui peut être comblé en mettant en œuvre des programmes d'éducation nutritionnelle communautaires et en augmentant les programmes d'alimentation complémentaire.
- **Espérance de vie à la naissance:** en légère baisse de 0,26 à 0,252 (-2,89% de régression), avec un écart de 0,0761 par rapport à la cible. Cela peut être résolu en renforçant les programmes de gestion des maladies chroniques et en améliorant l'accès aux soins de santé dans les zones rurales.
- **Dépenses publiques de santé:** passées de 0,17 à 0,220 (progression de 29,21 %), avec un écart de 0,0217 par rapport à l'objectif, qui peut être comblé en renforçant le plaidoyer pour une augmentation des dépenses du secteur de la santé et en assurant une utilisation efficace des fonds.
- **Mariage d'enfants:** amélioration du score de 0,48 à 0,621 (progression de 29,33 %), dépassant l'objectif de 0,0986. La tendance peut être maintenue en soutenant les efforts par la sensibilisation des communautés et le renforcement des lois interdisant le mariage des enfants.

C. Éducation, compétences et participation au marché du travail

La régression notée dans la dimension éducation dans l'ensemble de l'espace CEDEAO peut être attribuée à plusieurs facteurs critiques. Une baisse significative des dépenses publiques en éducation, avec une diminution de 12,24 %, constatée, impactant directement la qualité et l'accessibilité des services éducatifs. Ce manque de financement a entraîné une réduction des ressources pour les écoles, notamment en ce qui concerne le matériel pédagogique, l'entretien des infrastructures et les programmes de soutien destinés aux élèves et aux enseignants. Dans des pays comme le Sénégal, le budget alloué aux investissements dans l'éducation est passé de 16,3 % à 11,5 % des dépenses totales d'éducation entre 2019 et 2022. Dans l'ensemble de la région, on a également observé une légère baisse du ratio enseignants/élèves (-0,11), entraînant des classes à fort effectif, une surcharge de travail des étudiants et une attention individuelle réduite pour les élèves. Le nombre moyen d'années de scolarisation a également chuté de 4,27 %, indiquant que moins d'élèves parviennent à terminer leur cursus scolaire. Les taux élevés d'abandon scolaire, en particulier dans l'enseignement secondaire, peuvent être attribués aux pressions économiques, au manque d'infrastructures et à des facteurs socioculturels tels que les mariages précoces.

Des progrès significatifs ont été observés dans la réduction du taux de jeunes NEET (ni en emploi, ni en études, ni en formation) avec une amélioration de 4,16 %, ainsi que dans l'alphabetisation des jeunes, qui a augmenté de 37,62 %. Ces résultats témoignent du succès des programmes d'alphabetisation et des efforts déployés pour renforcer l'éducation de base. Par ailleurs, une amélioration de près de 59 % a été constatée dans l'enseignement supérieur, reflétant une participation accrue aux projets de recherche universitaire et une augmentation des publications dans des revues internationales.

Dans d'autres contextes, les crises sociopolitiques perturbent l'environnement éducatif, tandis que les disparités importantes dans la fréquentation scolaire et les taux d'admission entre les régions, et les disparités entre les sexes dans les écoles, restent des facteurs majeurs contribuant à la baisse des performances du système éducatif. Ces défis entravent l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles, et contribuent aux taux élevés d'abandon scolaire. La COVID-19 a également eu un impact majeur, entraînant des fermetures d'écoles prolongées, des perturbations et des pertes d'apprentissage importantes, en particulier pour les élèves vulnérables. La pandémie a également exacerbé les défis existants dans l'infrastructure numérique, aggravant une fracture numérique qui a un impact négatif sur les résultats d'apprentissage.⁶

- **Ratio enseignants/élèves:** légère baisse de 0,32 à 0,319 (régression de 0,3%), avec un écart de 0,0693 par rapport à la cible. Cet indicateur peut être amélioré en recrutant plus d'enseignants et en réduisant la taille des classes.
- **Enfants non scolarisés:** diminution de 0,57 à 0,447 (régression de 21,55 %), avec un écart de 0,1198 par rapport à l'objectif, qui peut être comblé par la mise en œuvre de programmes visant à accroître la scolarisation et la rétention scolaire, en particulier dans les zones rurales.
- **Années moyennes de scolarisation:** diminution de 0,2 à 0,191 (régression de 4,27 %), avec un écart de 0,0826 par rapport à l'objectif. Cet écart peut être corrigé en réduisant les taux d'abandon scolaire, en abordant les défis socio-économiques, en proposant des accompagnements académiques et en améliorant les infrastructures scolaires dans les zones reculées et mal desservies.

- **Scores des tests harmonisés:** ils sont passés de 0,26 à 0,247 (régression de 5,09 %), avec un écart de 0,1002 par rapport à l'objectif. Cette baisse peut être corrigée en améliorant la qualité de l'éducation grâce à l'élaboration des programmes adaptés et à la formation des enseignants.
- **Jeunes NEET (jeunes déscolarisés sans emploi):** amélioration de 0,33 à 0,344 (progression de 4,16 %), avec un écart de 0,1271 par rapport à l'objectif, qui peut être réduit en élargissant les programmes de formation professionnelle et les opportunités d'emploi.
- **Taux d'alphabetisation des jeunes:** une amélioration significative de 0,28 à 0,385 (soit une progression de 37,62 %), avec un écart de -0,0984, indique que les efforts actuels doivent être maintenus et intensifiés pour atteindre les objectifs d'alphabetisation.
- **Nombre de citations:** passé de 0,01 à 0,016 (soit une progression de 59,02 %), avec un écart de 0,0695 par rapport à l'objectif. Cet écart peut être comblé en favorisant la recherche académique et en apportant un soutien aux activités scientifiques.

D. Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

La région de la CEDEAO a enregistré des améliorations significatives en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, impulsées par diverses initiatives et programmes stratégiques. Le score relatif à l'entrepreneuriat est passé de 0,14 à 0,2098 (soit une progression de 49,87 %), grâce à la création d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises, tels qu'Innovalab en Guinée-Bissau. Les concours de business plan, qui offrent un soutien aux startups numériques et aux entrepreneurs locaux, ont également joué un rôle déterminant. Le taux de pénétration des services financiers a augmenté, passant de 0,31 à 0,6107 (soit une progression de 96,99 %), soutenu par des initiatives telles que la banque mobile, la microfinance, ainsi que par la création d'agences comme l'Agence de promotion de l'inclusion financière en Côte d'Ivoire. Ces efforts ont été renforcés dans plusieurs pays avec la mise en place de stratégies nationales d'inclusion financière.

Le pourcentage d'utilisateurs d'Internet est passé de 0,13 à 0,1898 (soit une progression de 46,00 %) en raison des investissements dans les infrastructures de télécommunications. Parmi les projets clés figurent le câble sous-marin ACE et les réseaux nationaux de fibre optique, qui ont amélioré l'accessibilité et l'utilisation d'Internet dans l'ensemble de la région. De plus, la densité de nouvelles entreprises est passée de 0,04 à 0,05 (soit une progression de 18,18 %). Cette augmentation a été facilitée par l'établissement de guichets uniques pour l'enregistrement des entreprises dans plusieurs pays, rationalisant ainsi le processus de création et de formalisation des nouvelles entreprises.

La création d'emplois a également été soutenue par des programmes de formation professionnelle et des initiatives telles que celles menées par l'ANPEJ au Sénégal, qui fournissent une formation, un financement et un mentorat aux jeunes entrepreneurs. Parallèlement, les efforts en matière d'inclusion financière ont été renforcés par des programmes comme l'initiative d'interopérabilité de la banque mobile au Ghana, qui facilite les transactions fluides entre différentes plateformes de paiement mobile. L'accessibilité à Internet a également été améliorée par des initiatives telles que le Plan national pour le haut débit du Nigéria, qui vise à accroître la pénétration du haut débit et à améliorer l'infrastructure numérique.

⁶Golden AR, Srisarajivakul EN, Hasselle AJ, Pfund RA, Knox J. Ce qui était une lacune est maintenant un gouffre : la scolarisation à distance, la fracture numérique et les inégalités éducatives résultant de la pandémie de COVID-19. *Curr Opin Psychol.* 2023 août;52:101632. doi : 10.1016/j.copsyc.2023.101632.

Ces efforts ont collectivement favorisé un environnement propice à l'entrepreneuriat, à l'inclusion financière, à la création d'emplois et à l'économie numérique dans l'espace CEDEAO, entraînant des améliorations substantielles dans ces domaines.

De manière plus détaillée les progrès suivants ont été observés :

1. **Le taux de pénétration des services financiers:** a affiché des progrès remarquables, passant de 0,31 à 0,6107, ce qui représente une croissance impressionnante de 96,99 %. Cette progression significative a non seulement dépassé l'objectif de 0,23, mais a également dépassé celui de 0,54 pour 2030 bien avant la date prévue. Cette réalisation souligne l'efficacité des initiatives actuelles et souligne le potentiel de progrès continus en matière d'inclusion financière ;
2. **Les personnes utilisant Internet:** le score est passé de 0,13 à 0,1898 (progrès de 46,00 %), dépassant son objectif de 0,14 ; cela souligne la nécessité de maintenir et d'améliorer les investissements dans les infrastructures de télécommunications pour davantage améliorer l'accessibilité à Internet et l'inclusion numérique ;
3. **La densité de nouvelles entreprises:** passée de 0,04 à 0,0473 (progression de 18,18 %), avec un écart de 0,0021, soulignant l'importance de maintenir et de renforcer les initiatives visant à simplifier l'enregistrement des entreprises, favorisant ainsi la croissance entrepreneuriale.

Région CEDEAO : Pays regroupés par quartiles sur la base de l'indice DCH - Indice intégré

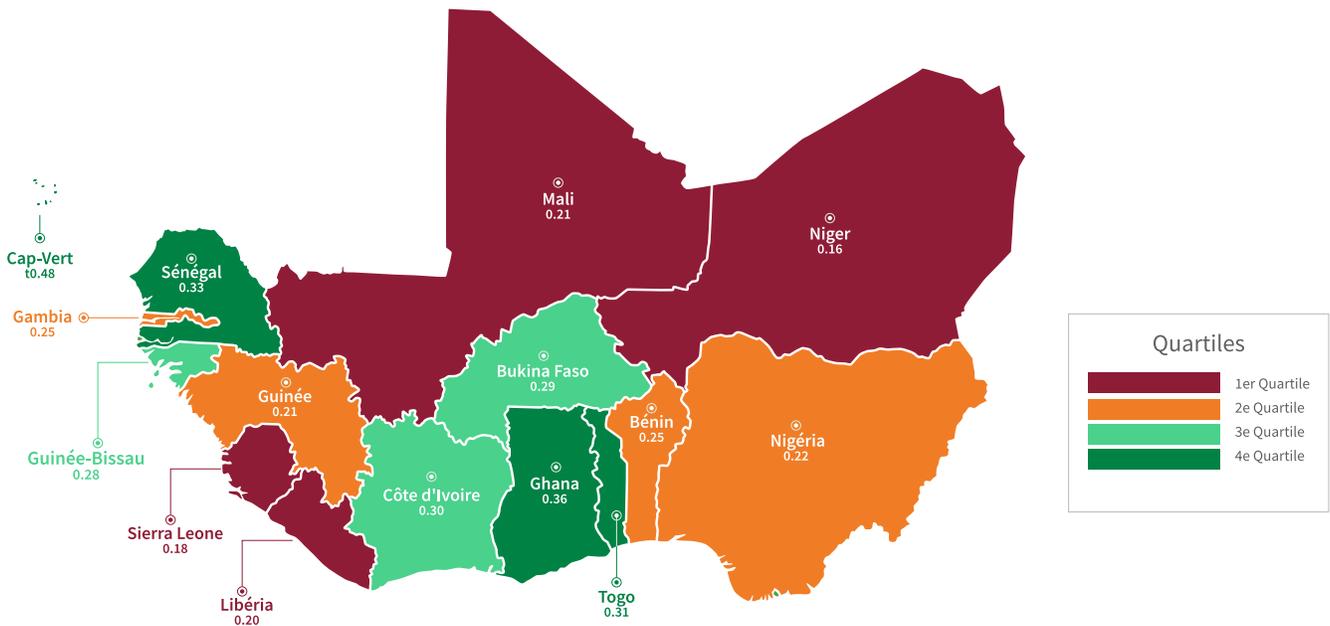
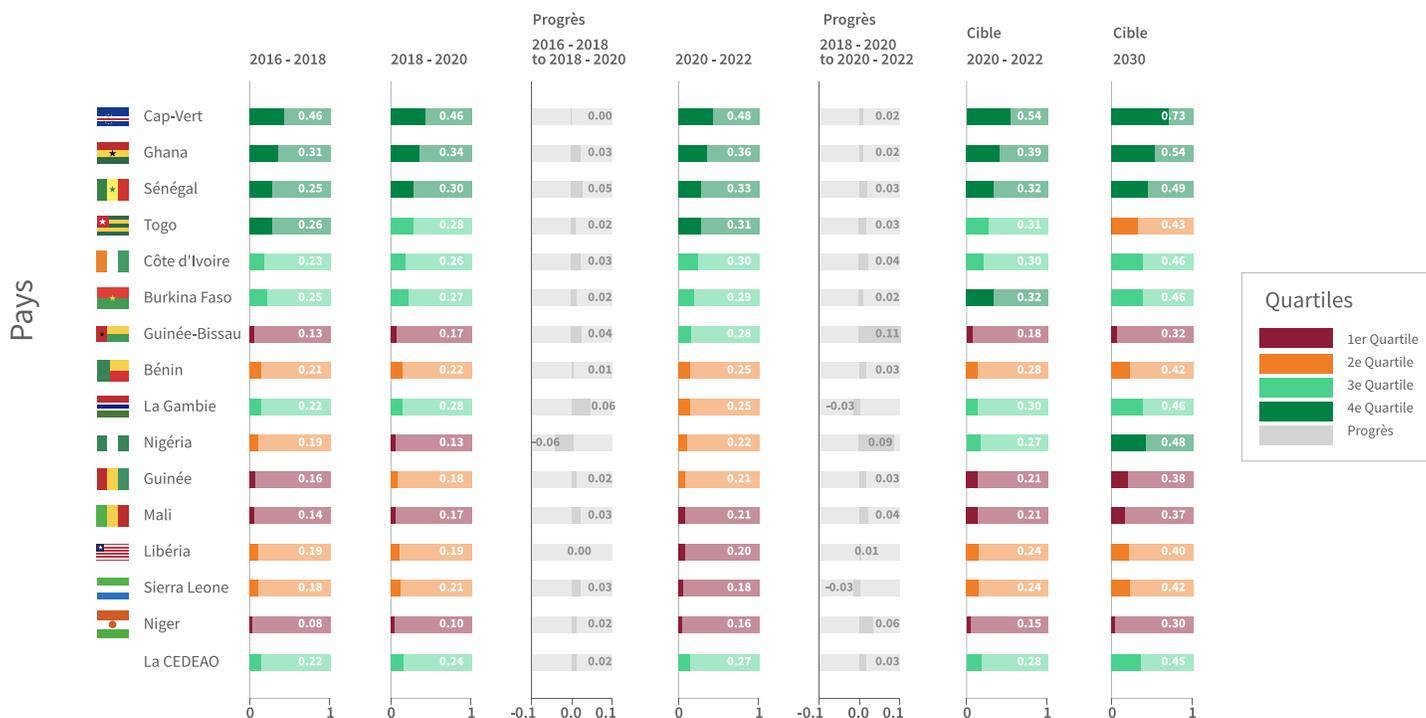


Figure 6. Valeurs de référence des États Membres

3. Comparaisons par pays

Vue d'ensemble

Les données issues de l'indice DCH offrent une vue d'ensemble complète des progrès et des performances des États Membres, depuis leurs valeurs de référence jusqu'au rapport de 2021 et aux valeurs les plus récentes, en incluant les objectifs biennaux et ceux fixés pour 2030.



Le Cap-Vert, qui affichait la valeur de référence la plus élevée de 0,46 en 2021, a atteint 0,48 lors de la dernière période de référence. Ce résultat le place en tête des États Membres, avec une progression de 3,6 % depuis le rapport de 2021. Bien que le Cap-Vert doive encore combler un écart de 0,06 pour atteindre son objectif actuel de 0,54, il suit une trajectoire prometteuse en vue de réaliser son ambition de 0,73 à l'horizon 2030.

Le Ghana, avec une valeur de référence initiale de 0,31 et une amélioration à 0,34 dans le rapport de 2021, a encore progressé pour atteindre 0,36 lors de la dernière période de référence, se classant ainsi deuxième dans la région. Cette performance représente une augmentation de 5,4 % depuis le rapport de 2022. Le Ghana n'est désormais qu'à 0,03 point de son objectif de 0,39 et semble bien positionné pour atteindre son objectif de 0,54 d'ici 2030.

De même, le Sénégal, avec une base de 0,25, a progressé à 0,30 dans le rapport de 2021 et a continué son ascension jusqu'à 0,33 lors de la dernière période de référence, se classant troisième. En enregistrant une amélioration de 11,1 % depuis le rapport de 2022, le Sénégal dépasse son objectif de 0,32 et se rapproche significativement de son objectif de 0,49 à l'horizon 2030.

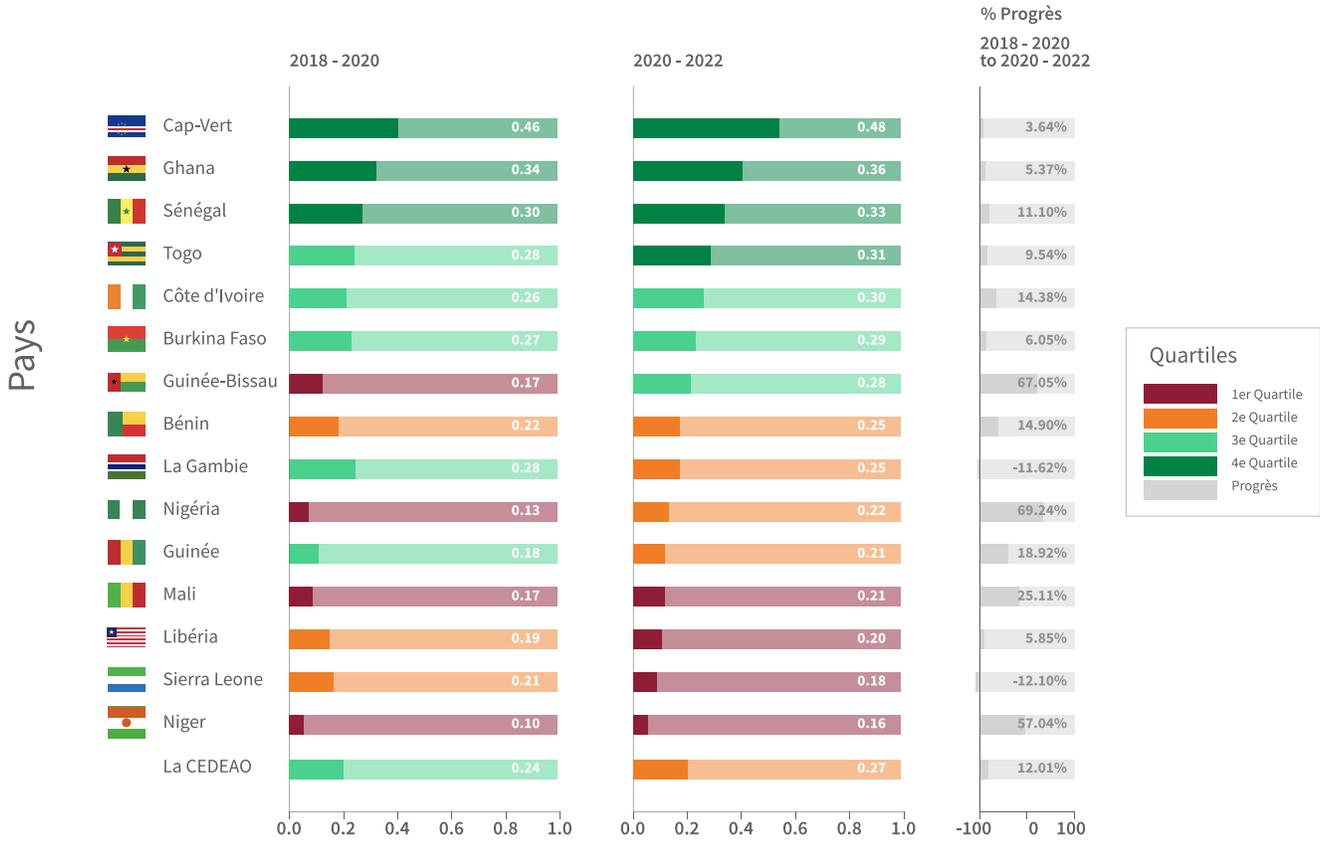
Le Bénin, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont également réalisé des progrès notables. Le Bénin est passé d'une valeur de référence de 0,21 et de 0,22 dans le rapport de 2021 à 0,25 lors de cette période, occupant désormais la sixième place dans la région avec une progression de 14,9 % par rapport au rapport de 2021. Le Burkina Faso, qui avait débuté avec une valeur de 0,25, a atteint 0,27 en 2022, puis 0,29 en 2024, se classant cinquième, avec une progression de 6% depuis le rapport de 2022. La Côte d'Ivoire a également progressé, passant de 0,23 à 0,26 en 2021, puis à 0,30 dans le dernier rapport, se classant quatrième avec une amélioration de 14,4 % depuis le rapport de 2021.

La Gambie et la Guinée-Bissau illustrent des tendances divergentes. La Gambie, avec une base de référence de 0,22, avait atteint 0,28 en 2021 mais a chuté légèrement à 0,25 lors de cette dernière évaluation, se classant ainsi septième avec une baisse de -11,6 % comparée au rapport de 2022. Cette régression lui a coûté son précédent classement. À l'inverse, la Guinée-Bissau, malgré une faible base de référence de 0,13, a réalisé une amélioration substantielle en passant de 0,17 en 2021 à 0,28, se classant huitième avec une progression impressionnante de 67,6 % depuis le rapport de 2021.

Le Nigeria et la Sierra Leone ont montré des progrès à des degrés divers. Le Nigeria, partant d'une base de 0,19, a atteint 0,13 dans le rapport de 2021 avant de s'améliorer à 0,22, se classant dixième avec une progression de 69,2 % depuis le rapport de 2021. En revanche, la Sierra Leone, après avoir progressé de 0,18 à 0,21 en 2021, est retombée à 0,18, se classant quatorzième avec une baisse de -12,1 % depuis le rapport de 2021.

Dans les quartiles inférieurs, des progrès encourageants ont été réalisés par le Niger, le Mali et le Libéria. Le Niger, partant d'une base de référence de 0,08 et de 0,10 en 2021, a atteint 0,16, se classant treizième avec une progression de 57,0 % depuis le rapport de 2021. Le Mali, qui avait une base de 0,14 et 0,17 en 2021, s'est amélioré à 0,21, se classant neuvième avec une progression de 25,1 % par rapport aux données de 2021. Enfin, le Libéria, qui stagnait à 0,19 dans les rapports de référence et de 2021, a atteint 0,20, se classant onzième avec une progression modeste de 5,8 % depuis le rapport de 2021.

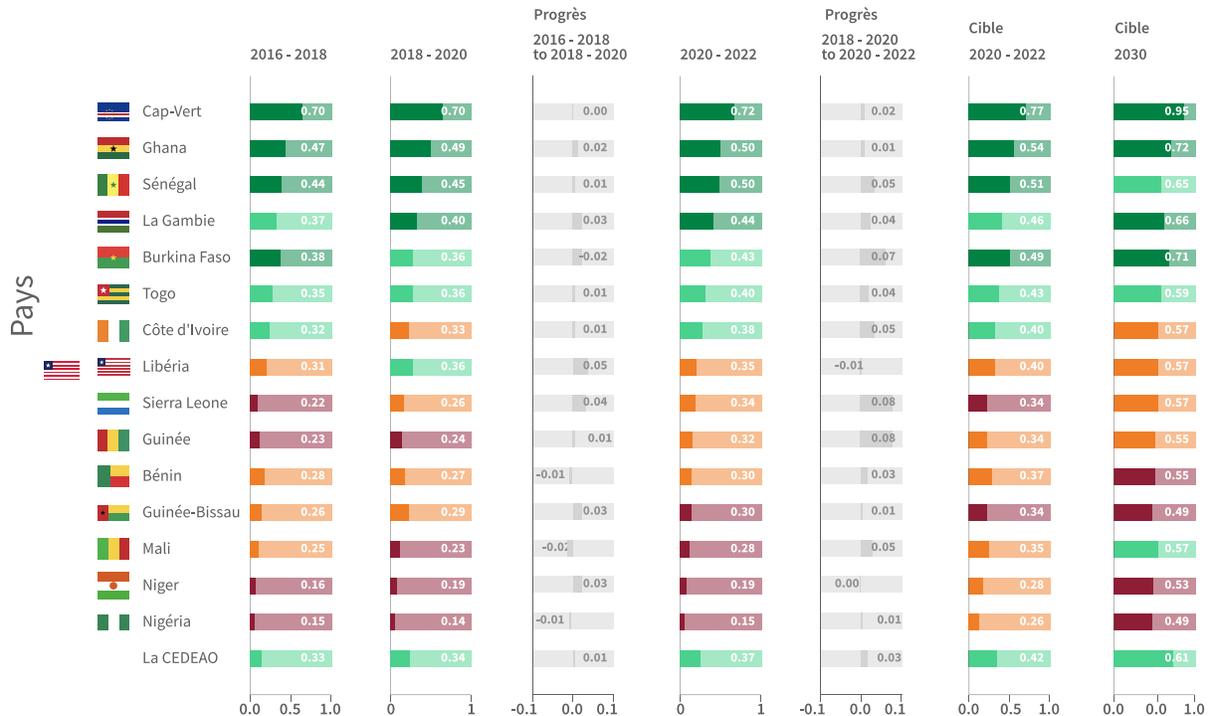
Dans l'ensemble, les progrès accomplis depuis le rapport de 2021 jusqu'aux valeurs les plus récentes révèlent des rythmes et des niveaux de réalisation variés parmi les États Membres. Un suivi continu, accompagné d'initiatives ciblées, sera essentiel pour permettre à chaque pays d'atteindre ses objectifs et d'améliorer ses performances en matière de développement du capital humain, en particulier face aux impacts de la COVID-19 et aux objectifs ambitieux fixés pour 2030.



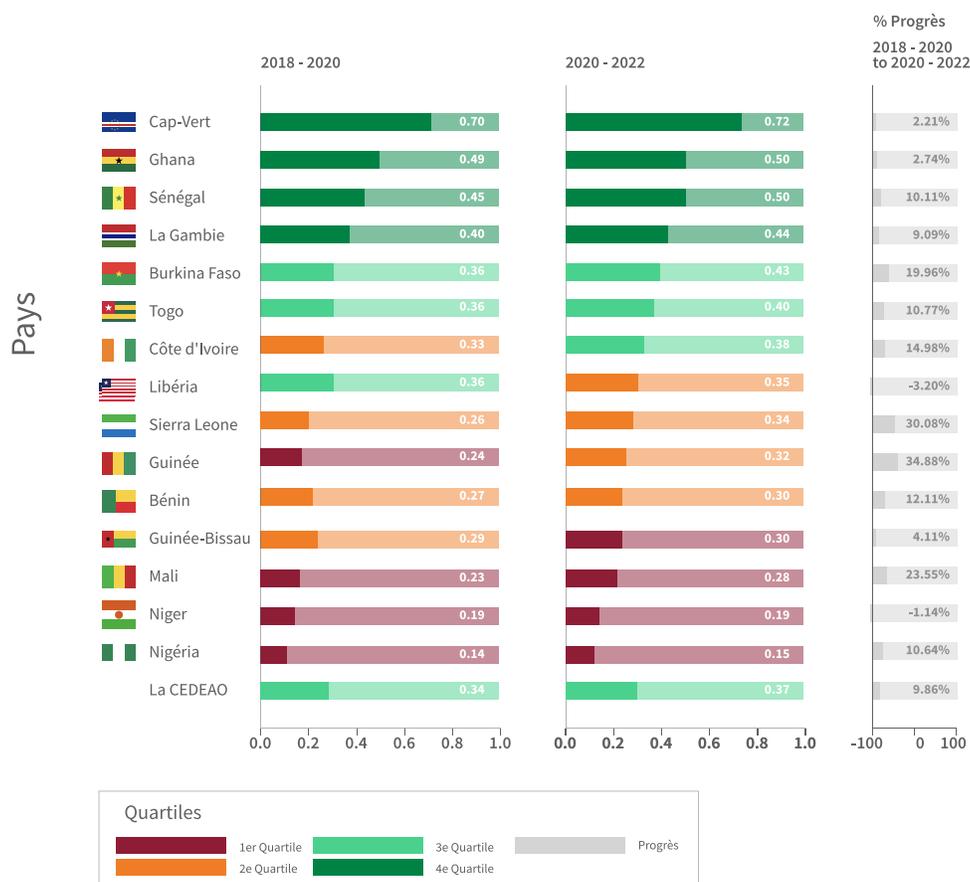
Comparaisons des pays par dimension

Santé et Nutrition

Les données de la dimension Santé et Nutrition révèlent les progrès variables entre les pays de la CEDEAO depuis leurs valeurs de référence, en passant par le rapport DCH 2018-2020 jusqu'aux dernières valeurs.



Le Cap-Vert se distingue avec le score le plus élevé de 0,7155, en nette amélioration comparée à 0,6969 dans le rapport DCH 2018-2020, tout en maintenant des performances solides en vue de l'atteinte de ses objectifs. Le Ghana et le Sénégal affichent également des progrès remarquables, avec un passage de 0,4689 à 0,5034 pour le Ghana, et de 0,4388 à 0,4955 pour le Sénégal. Des améliorations significatives sont observées en Guinée, dont le score est passé de 0,2299 à 0,3237, et en Côte d'Ivoire, qui a progressé de 0,3154 à 0,3794 depuis sa base de référence. À l'inverse, le Nigeria et le Niger affichent des scores plus faibles, respectivement 0,1549 et 0,1878, malgré des progrès par rapport à leurs valeurs de référence et aux résultats de 2018-2020. Le Cap-Vert, le Ghana et le Sénégal sont proches de leurs objectifs à court terme, indiquant qu'ils sont bien positionnés pour atteindre leurs cibles pour 2030. Ces comparaisons mettent en lumière les niveaux de performance variés au sein de la région, soulignant l'importance d'un suivi rigoureux et d'interventions ciblées afin de garantir des avancées vers les objectifs fixés pour 2030.



Éducation, compétences et participation au marché du travail

La dimension Éducation, Compétences et Participation au marché du travail révèle des progrès variables entre les pays de la CEDEAO depuis leurs valeurs de référence, en passant par le rapport sur le DCH 2018-2020 jusqu'aux dernières valeurs.

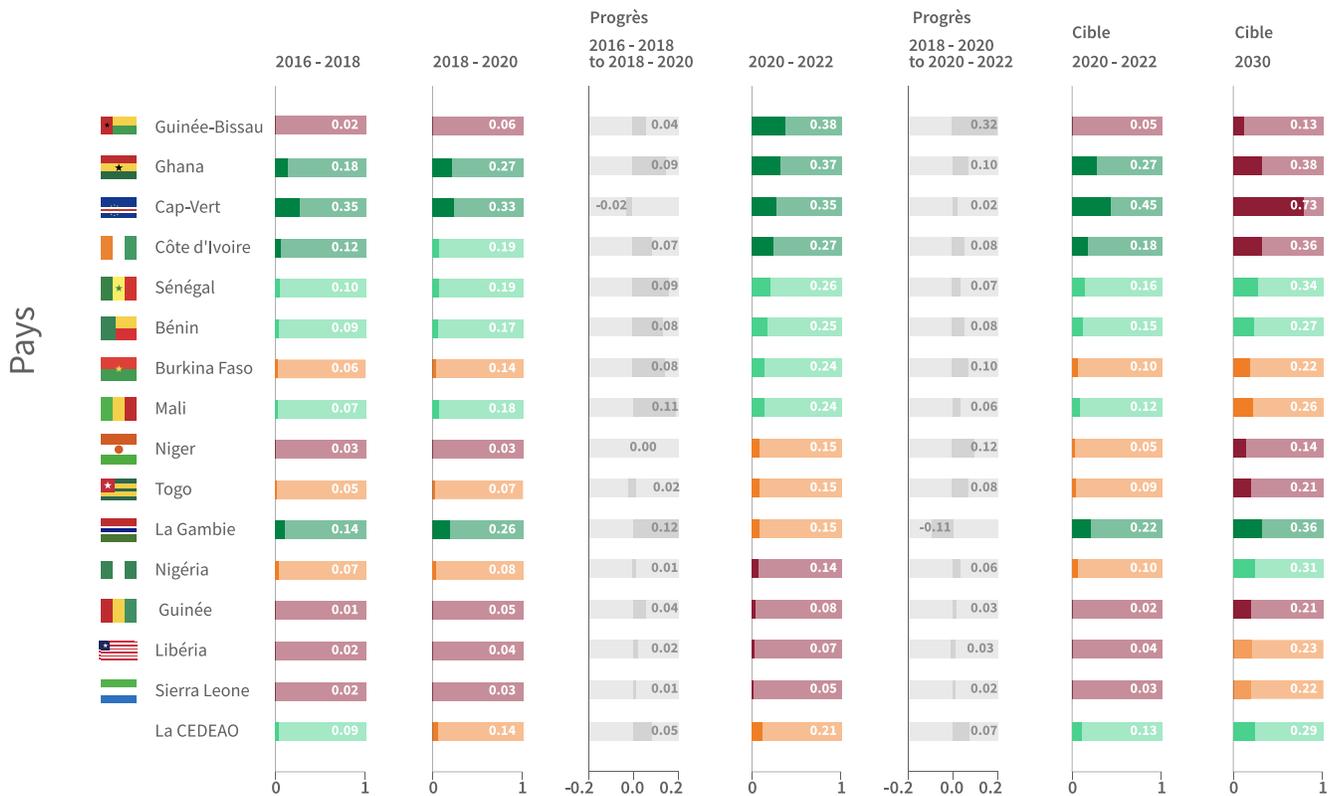


Le Togo se classe en tête avec le score le plus élevé de 0,37, suivi de près par le Cap-Vert et le Nigéria, chacun affichant un score de 0,36, ce qui témoigne de solides performances en vue de l'atteinte de leurs objectifs. La Guinée-Bissau a enregistré une amélioration notable, passant d'un score de référence de 0,12 à 0,17, tandis que le Niger a également progressé de 0,07 à 0,13. En revanche, la Sierra Leone a affiché l'un des scores les plus bas, à 0,17, en recul par rapport à son score de référence de 0,32. De même, la Gambie et le Mali présentent des scores relativement faibles de 0,16 et 0,12, respectivement. Le Bénin et le Ghana, avec des scores modérés de 0,21 et 0,20, montrent des progrès, bien qu'encore inférieurs à la moyenne régionale. Le Burkina Faso, avec un dernier score de 0,19, et la Côte d'Ivoire, avec 0,24, affichent des améliorations modestes. La Guinée et le Sénégal, avec des scores de 0,24 chacun, témoignent de progrès constants. Le Libéria, avec un score de 0,18, affiche une légère amélioration. Alors que le Togo, le Cap-Vert et le Nigéria semblent sur la bonne voie pour atteindre leurs objectifs à court terme ainsi que ceux fixés pour 2030, des pays comme la Sierra Leone, la Gambie et le Mali nécessitent un soutien significatif pour améliorer leurs performances en matière d'éducation.

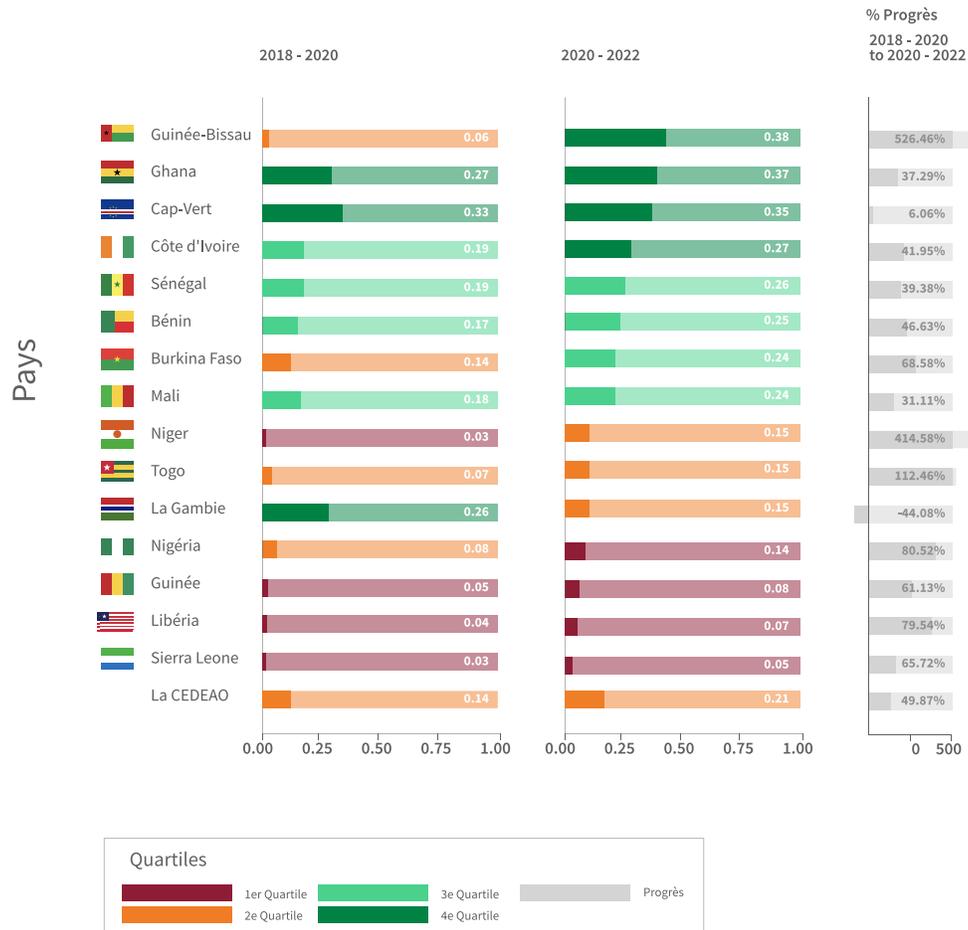


Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Les scores d'entrepreneuriat révèlent également diverses performances parmi les pays de la CEDEAO.



La Guinée-Bissau se distingue avec un score de 0,38, dépassant largement son objectif de 0,05 ainsi que l'objectif de 0,13 fixé pour 2030. Le Ghana suit de près avec un score de 0,37, surpassant son objectif actuel de 0,27 et se rapprochant de l'objectif 2030 de 0,38. Le Cap-Vert, avec un score élevé de 0,35, affiche des progrès significatifs, bien qu'il reste encore du chemin à parcourir pour atteindre son objectif ambitieux de 0,73 à l'horizon 2030. La Côte d'Ivoire et le Sénégal montrent également des environnements propices à l'entrepreneuriat, avec des scores respectifs de 0,27 et 0,26, en bonne voie pour atteindre leurs objectifs pour 2030. D'autres pays, tels que le Bénin (0,25), le Burkina Faso (0,24) et le Mali (0,24), présentent des tendances positives, dépassant leurs objectifs immédiats et se dirigeant vers une croissance stable. À l'autre extrémité du spectre, la Sierra Leone (0,05), le Libéria (0,07) et la Guinée (0,08) obtiennent des scores modestes, mais s'efforcent d'atteindre leurs objectifs. Malgré son poids économique, le Nigéria affiche un score relativement faible de 0,14, signalant un potentiel d'amélioration dans la promotion de l'entrepreneuriat.



II. Indice de genre DCH de la CEDEAO

1. Pertinence de l'analyse comparative entre les sexes pour soutenir la stratégie de DCH de la CEDEAO

La CEDEAO, qui comprend 15 États Membres, est une région diversifiée marquée par des disparités considérables entre les sexes en matière d'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux opportunités économiques. Historiquement, les femmes et les filles ont été confrontées à des obstacles systémiques entravant leur pleine participation aux initiatives d'éducation et de développement de la main-d'œuvre. Cela a conduit à un écart important entre les sexes dans les indicateurs de DCH tels que les taux de mortalité, les taux d'alphabétisation, les taux d'emploi et l'acquisition de compétences.

L'inégalité entre les sexes perpétue non seulement l'injustice sociale, mais entrave également le progrès économique global. La Banque mondiale estime que les disparités entre les sexes en matière de participation au marché du travail coûtent à elles seules 95 milliards de dollars par an à l'Afrique subsaharienne. En sous-utilisant les talents et le potentiel des femmes, les pays de la CEDEAO manquent des opportunités substantielles de croissance économique et de prospérité.

Traiter les disparités entre les sexes pour améliorer le développement du capital humain est essentiel pour maximiser le potentiel humain et promouvoir une croissance inclusive. Il est impératif que les États Membres de la CEDEAO placent l'intégration de la dimension de genre au cœur de leurs politiques, dans tous les secteurs, et qu'ils collaborent étroitement avec les gouvernements, les organisations de la société civile, les acteurs du secteur privé et les partenaires internationaux pour lutter contre les inégalités de genre et promouvoir le DCH dans la région. En investissant dans l'autonomisation des femmes, la CEDEAO peut favoriser une croissance inclusive, réduire la pauvreté et construire des économies résilientes pour l'avenir.

L'indice et la stratégie de DCH de la CEDEAO prennent en compte l'ensemble de la population de la région. Les initiatives et les mesures présentées dans ce rapport sont sensibles à la dimension de genre et se concentrent sur l'évaluation des performances globales des États Membres en matière de DCH. Bien que certains indicateurs, tels que le taux de fécondité, soient spécifiquement liés à l'expérience des femmes, il est crucial d'examiner plus en profondeur l'impact différencié des efforts de DCH selon le sexe. À cet égard, il est primordial d'évaluer le niveau de référence régional et de combler les lacunes liées au genre par des initiatives ciblées.

Ces questions sont prises en compte dans l'indice de genre du DCH, un outil conçu pour mesurer et comparer les performances des femmes et des hommes en fonction des résultats obtenus dans les trois dimensions thématiques du DCH.

2. Méthodologie et approche

L'indice de genre du DCH de la CEDEAO évalue les performances du DCH en matière de parité entre les sexes dans les États Membres. Il utilise plusieurs indicateurs qui mesurent l'inclusion et les résultats pour les femmes et les filles dans le DCH. La méthodologie suivante a été utilisée pour calculer l'indice :

- Choisir des indicateurs spécifiques de DCH de la CEDEAO qui mesurent les résultats où les différences entre les sexes sont significatives.
- Pour chaque indicateur, déterminer si un taux plus élevé pour les femmes par rapport aux hommes indique une situation favorable pour les femmes. Inversement, évaluez si un taux plus élevé pour les femmes représente une condition défavorable.

- Calculer le ratio femme/homme pour les indicateurs où un taux féminin plus élevé est positif, et le ratio homme/femme lorsqu'un taux plus élevé est négatif. Lors de l'interprétation des résultats de l'indice de genre DCH, une valeur inférieure à 1 indique que les résultats sont moins favorables pour les femmes, tandis qu'une valeur supérieure à 1 signifie que les femmes obtiennent de meilleurs résultats par rapport aux hommes sur cet indicateur ou cette dimension spécifique.
- Calculer la moyenne arithmétique des ratios dans les trois domaines thématiques pour chaque État membre.
- Calculer la moyenne pondérée pour l'espace CEDEAO en tenant compte de la part de population de chaque État membre. Cela garantit une représentation équitable de chaque femme ou fille de la région.

Pour cette évaluation spécifique de la parité hommes-femmes, onze indicateurs ont été sélectionnés. Contrairement à l'évaluation de la parité hommes-femmes du DCH dans le rapport DCH 2021, le taux de mortalité maternelle a été exclu en raison de l'absence d'un indicateur masculin équivalent. En lieu et place, une analyse autonome des taux de mortalité maternelle dans la région a été incluse. Vous trouverez ci-dessous une liste des onze indicateurs de parité hommes-femmes :

- Santé et nutrition : taux de mortalité des moins de cinq ans, taux de retard de croissance des moins de cinq ans, espérance de vie à la naissance.
- Education, compétences et participation au travail : enfants non scolarisés, années moyennes de scolarisation, résultats des tests harmonisés, des jeunes NEET, taux d'alphabétisation des jeunes.
- Entrepreneurat, inclusion financière et économie numérique : pénétration d'Internet.

Deux indicateurs supplémentaires, non inclus dans l'indice de DCH de la CEDEAO, ont été ajoutés pour mieux évaluer les écarts entre les sexes aux étapes ultérieures de la vie : les femmes occupant des postes de direction et l'épargne dans une institution financière. Étant donné que le taux de mortalité maternelle a été retiré de l'indice de genre du DCH de la CEDEAO, l'indice de genre du DCH précédent a été recalculé pour permettre une comparaison efficace avec le dernier.

3. Résultats globaux de la CEDEAO

Par rapport à l'évaluation de la parité des sexes dans le dernier rapport, la situation des femmes dans la région s'est légèrement améliorée. Cependant, il reste beaucoup à accomplir, car les hommes continuent d'obtenir de meilleurs résultats que leurs homologues féminins.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les femmes ont obtenu de meilleurs résultats que les hommes, bien que leurs performances dans ce domaine aient diminué (quoique légèrement) par rapport au dernier rapport. Le taux de mortalité des moins de cinq ans chez les filles par rapport à leurs homologues masculins a également diminué. En ce qui concerne les taux de retard de croissance chez les moins de cinq ans et l'espérance de vie à la naissance, les conditions pour les femmes se sont légèrement détériorées.

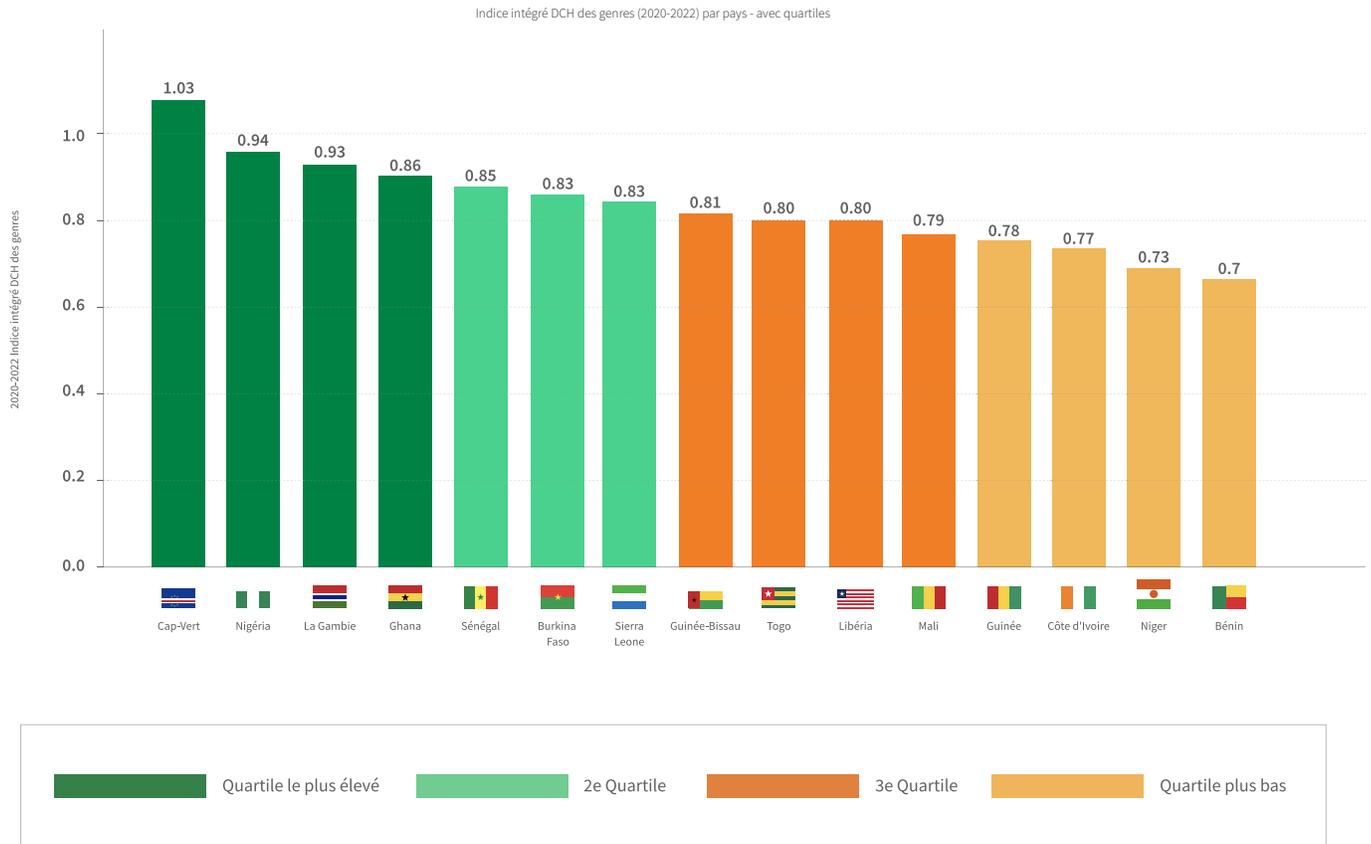
Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au travail, les performances des femmes se sont détériorées. Plus de filles ne sont pas scolarisées, et la proportion de filles parmi les jeunes NEET a également augmenté dans toute la région.

L'écart entre les sexes dans la dimension Entrepreneurat, Inclusion financière et Économie numérique s'est réduit, avec un score de 0,68 pour la région. La performance des femmes dans ce domaine s'est améliorée de 28 %. Cela est principalement dû au fait qu'il y a maintenant plus de femmes occupant des postes de direction. Cependant, le ratio d'épargne femmes/hommes auprès d'une institution financière a diminué.

4. Comparaisons par pays

En termes de performance de parité hommes-femmes, les États Membres peuvent être classés en quatre catégories

- Top 25% ou quartile supérieur : en comparaison au précédent rapport, le Cabo Verde, la Gambie et le Ghana sont toujours classés parmi les pays les plus performants, tandis que le Nigeria est entré dans cette catégorie au cours de cette période.
- Deuxième quartile : Sénégal, Burkina Faso et Sierra Leone.
- Troisième quartile : Mali, Guinée-Bissau, Libéria et Togo.
- Quatrième quartile : la Guinée, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger sont les pays les moins performants en matière de parité hommes-femmes dans la région.





Chapitre 4

Progrès des États Membres

Dans ce rapport, les progrès réalisés par les États Membres en matière de DCH sont évalués sur deux périodes clés :

- **Période 1 :** qui évalue l'évolution du DCH aux niveaux régional et national depuis le rapport de référence jusqu'au rapport DCH 2021
- **Période 2 :** qui correspond à l'intervalle entre le rapport DCH 2021 et la période actuelle (2020-2022) considérée pour l'indice DCH 2024.

Bénin

Le Bénin a connu des progrès dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, contrairement à ses performances au cours de la période 1, au cours de laquelle il y a eu des baisses dans la santé et la nutrition, ainsi que dans l'éducation, les compétences et la participation au marché du travail.

Le score de santé et de nutrition du Bénin a dépassé la valeur de référence. Ces progrès de plus de 12 % peuvent s'expliquer par une augmentation des dépenses publiques de santé, une baisse du taux de mortalité infantile et du taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans, malgré une augmentation de la mortalité maternelle et du taux de fécondité.

Ces progrès sont attribués à l'amélioration de la gouvernance et des cadres réglementaires dans le domaine de la santé, à l'augmentation de la formation et du recrutement, ainsi qu'à des programmes de réforme clés tels que le projet Assurance pour le Renforcement du Capital Humain. Des investissements substantiels dans les infrastructures et les équipements de santé, ainsi que des initiatives de santé publique et de nutrition, ont collectivement amélioré la qualité et l'accessibilité des services de santé, au profit des résultats de santé des enfants.

Pendant la pandémie de COVID-19, le financement de la santé et les dépenses de santé publique ont augmenté, ce qui a amélioré la disponibilité des équipements et des installations médicaux.

Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, le score est resté constant, malgré une baisse de près de 18 % au cours de la période 1 et l'impact négatif de la pandémie de COVID-19 sur l'accès à l'éducation. Les efforts visant à renforcer cette dimension au Bénin comprennent la mise en place du Conseil national de l'éducation (CNE) et de la Délégation au contrôle et à l'éthique dans l'enseignement supérieur, l'amélioration de la gouvernance administrative, pédagogique et financière. L'augmentation du recrutement et de la formation des enseignants a réduit le ratio élèves-enseignants. Un nouveau programme d'alimentation scolaire, fournissant des repas chauds aux élèves dans 75 % des écoles primaires publiques, a contribué à l'amélioration des taux de rétention et de fréquentation scolaire.

Dans la dimension Entrepreneuriat, Inclusion Financière et Économie Numérique, le Bénin a connu des améliorations très significatives. L'entrepreneuriat a augmenté de plus de 175 % par rapport au niveau de référence et de 47 % depuis le dernier rapport, grâce à des progrès significatifs dans la pénétration des services financiers et de l'accès à Internet.

Du point de vue du genre, les conditions générales des femmes sont moins favorables que celles de leurs homologues masculins. Depuis le dernier rapport, la parité hommes-femmes s'est détériorée de 0,74 à 0,70 (5 %), en raison d'une baisse de 29 % de la dimension Entrepreneuriat, notamment en termes de ratio femmes/hommes épargnant dans les institutions financières qui est passé de 0,58 à 0,21. Cependant, il y a eu une légère augmentation dans la dimension Santé et Nutrition (0,88%) et Éducation, compétences et participation au travail (1,5%).





Burkina Faso

L'indice intégré de DCH de la CEDEAO s'est constamment amélioré au Burkina Faso depuis l'évaluation de base.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, le pays s'est amélioré depuis l'évaluation de base et le dernier rapport. Cette tendance positive est principalement due à une amélioration de l'espérance de vie et de tous les indicateurs de santé.

Les performances du pays en matière d'éducation, de compétences et de participation au marché du travail se sont considérablement détériorées au fil du temps, en raison d'une baisse de tous les indicateurs, à l'exception des années moyennes de scolarité, qui ont légèrement augmenté. Cela peut être dû à la diminution de l'accès à l'éducation avec la violence et l'insécurité persistantes, qui ont entraîné la fermeture de 6 149 écoles et le déplacement de plus de 52 000 personnes, laissant plus d'un million d'enfants non scolarisés.⁸

Dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, le Burkina Faso a obtenu de bons résultats, grâce à un meilleur taux de pénétration des services financiers et à une utilisation accrue d'Internet.

En ce qui concerne le genre, le score global du pays de 0,83 est resté cohérent avec le dernier rapport et montre que les conditions de vie des femmes demeurent moins favorables que celles de leurs homologues masculins. Elles se sont améliorées dans les dimensions de la santé et de la nutrition et de l'éducation, des compétences et de la participation au travail, respectivement en raison d'une amélioration des indicateurs du taux de retard de croissance des moins de cinq ans et de l'espérance de vie à la naissance ; et des enfants non scolarisés , du taux d'alphabétisation des jeunes, du nombre moyen d'années de scolarité et des jeunes NEET. Il y a eu une diminution de la dimension Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique causée par la baisse de l'épargne dans les institutions financières et chez les femmes occupant des postes de direction.

⁸UNICEF. « Burkina Faso : 1 million d'enfants non scolarisés en raison de la violence et de l'insécurité. » Consulté le 31 juillet 2024. <https://www.unicef.fr/article/burkina-faso-1-million-denfants-non-scolarises-en-raison-de-la-violence-et-linsecurite>.



Cap-Vert

Le Cap-Vert a toujours été le pays le plus performant en matière de DCH dans la région. Le pays bénéficie d'une base de référence élevée, en particulier dans les domaines de la santé et de la nutrition. Cependant, les progrès récents ont été lents dans les trois dimensions du DCH.

Le Cap-Vert a maintenu sa position de leader dans le domaine de la santé et de la nutrition, grâce à l'augmentation de l'espérance de vie et à la baisse du taux de fécondité. Les dépenses de santé du gouvernement sont restées relativement stables, tandis qu'une gouvernance solide, des partenariats internationaux et des programmes de vaccination robustes contribuent également à des résultats positifs en matière de santé.

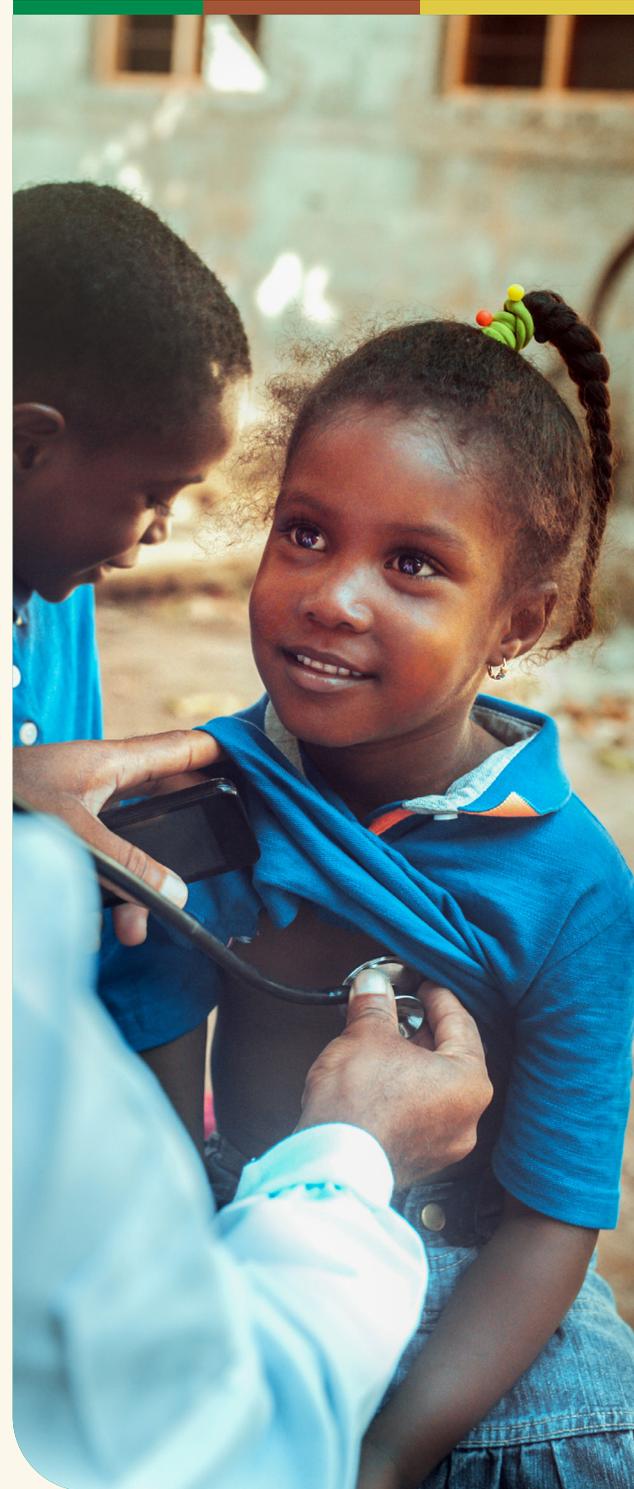
Les décideurs politiques du pays ont adopté une vision plus large de la santé et se sont concentrés sur la garantie d'un accès universel aux soins de santé et la fourniture de services de soins de santé primaires. Aujourd'hui, plus de 80 % de la population vit à moins de 30 minutes d'un établissement de santé. Tous les Capverdiens ont droit à un ensemble de services de santé de base, qui couvre les soins prénataux, le traitement d'urgence, ainsi que le traitement et la prévention du VIH, de la tuberculose et du paludisme. Environ 40 % ont une assurance sociale par l'intermédiaire de leurs employeurs, ce qui leur donne droit à une gamme de services de santé ainsi qu'à une indemnité de maladie.

Dans le domaine de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, le score du Cap-Vert a augmenté depuis la période de référence et la période 1. Cependant, il occupe désormais la deuxième position dans la région. Cela pourrait être attribué au pourcentage d'enfants non scolarisés, qui a constamment augmenté au fil du temps. Les principales causes de déscolarisation des enfants au Cap-Vert comprennent les disparités régionales en matière d'accès et de qualité de l'éducation préscolaire, avec de faibles taux de scolarisation et un manque d'enseignants qualifiés dans de nombreuses régions. Les obstacles économiques jouent également un rôle important, car le coût élevé de l'accès à Internet limite les possibilités d'éducation, en particulier pour les familles à faible revenu.

Durant la pandémie de COVID-19, le Cap-Vert a mis en œuvre plusieurs initiatives clés dans son secteur de l'éducation, contribuant à maintenir la continuité des enseignements et à minimiser les perturbations causées par la pandémie. En outre, alors que les dépenses publiques d'éducation ont diminué au cours de la période 1, elles ont augmenté au cours de la période 2. Le pays est parvenu à l'accès universel à l'éducation de base et a fait des progrès considérables dans l'enseignement pré primaire. Les initiatives clés comprennent l'amélioration des infrastructures scolaires, la sensibilisation aux opportunités préscolaires et le renforcement du programme d'alimentation préscolaire. L'impact de l'augmentation des dépenses d'éducation et de ces initiatives pourrait être perceptible au cours de la prochaine évaluation.

Les progrès réalisés par le Cap-Vert en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique au cours de cette période sont attribués à l'augmentation de l'accès à Internet, qui s'étend désormais à 71,2 % de la population. Néanmoins, des progrès supplémentaires sont nécessaires pour surmonter les contraintes de faible connectivité.

Le Cap-Vert est le pays le plus performant en matière de parité hommes-femmes. Dans le domaine de la santé et de la nutrition, le pays met en œuvre des programmes ciblés pour améliorer la santé maternelle et infantile. Dans le domaine de l'éducation, le Cap-Vert est parvenu à un accès universel à l'éducation de base et à une éducation préscolaire améliorée. Il a également maintenu la continuité de l'éducation pendant la pandémie de COVID-19. Dans les domaines de l'inclusion financière, de l'entrepreneuriat et de l'économie numérique, le pays promeut l'entrepreneuriat féminin, l'accès aux ressources numériques et l'assurance sociale.





Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a fait des progrès louables en matière de DCH entre 2019 et 2022. Cinquième pays de la région en matière de DCH au cours de cette période, la Côte d'Ivoire est l'un des pays à atteindre son objectif 2022 au cours de cette deuxième période. Des progrès notables ont été observés dans les dimensions de la santé et de la nutrition et de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique.

Les progrès en matière de santé et de nutrition ont été remarquables pour la Côte d'Ivoire. Les principales réalisations comprennent l'augmentation des dépenses publiques de santé et la réduction du taux de mortalité maternelle. Cependant, une augmentation troublante du taux de retard de croissance chez les moins de cinq ans a été observée au cours de cette deuxième période, soulignant les défis actuels en matière de nutrition des enfants et de santé de la petite enfance.

Les progrès notables du pays en matière de santé et de nutrition ont résulté d'engagements financiers accrus, d'initiatives stratégiques et d'interventions ciblées. Depuis 2020, une augmentation annuelle de 15 % du financement de la santé, associée à d'importantes allocations budgétaires de l'État, a renforcé les ressources. La couverture maladie universelle (CMU) et un programme hospitalier de 1 200 milliards de FCFA ont amélioré l'accès et la qualité des soins de santé. Le financement innovant par le biais des droits d'accise sur le tabac a financé des programmes de santé cruciaux. Les efforts de réduction de la mortalité maternelle ont également permis de réaliser des progrès significatifs. Et malgré les défis liés à la COVID-19, l'engagement pour le financement de la santé et la planification stratégique a entraîné des progrès continus.

La Côte d'Ivoire a également excellé dans l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique. Les principaux facteurs comprennent l'amélioration du taux de pénétration des services financiers et l'augmentation de l'accès à Internet. La création de l'Agence pour la promotion de l'inclusion financière en 2018 a été déterminante. Cette agence se concentre sur l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les populations à faible revenu et les PME, favorisant un écosystème financier plus inclusif. La promotion de la banque mobile et des paiements électroniques a également stimulé l'inclusion financière, tandis que les investissements dans les infrastructures de télécommunications ont amélioré l'accès à Internet.

La Côte d'Ivoire a connu des régressions dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail. Cela est principalement dû à la diminution des dépenses publiques d'éducation, à la moyenne des années de scolarité et au ratio enseignant-étudiant. Assurer un accès équitable et lutter contre les disparités régionales et entre les sexes restent des défis importants. En outre, l'accès limité aux technologies éducatives et les politiques de numérisation inadéquates ont entravé les progrès. Une gestion et une gouvernance optimisées des ressources sont nécessaires pour améliorer la qualité globale de l'éducation.

En ce qui concerne la parité des sexes, les conditions de vie des femmes se sont légèrement améliorées, mais restent moins favorables que celles des hommes. Dans le domaine de la santé et de la nutrition, la situation des femmes s'est détériorée depuis l'évaluation précédente. Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au travail, le taux d'abandon scolaire des filles s'est considérablement amélioré par rapport à celui des garçons, grâce à l'amélioration des conditions d'apprentissage, à une sensibilisation et un plaidoyer accru en faveur de l'éducation des filles et à la réalisation d'investissements ciblés. En outre, les efforts visant à renforcer le soutien social, sanitaire et psychologique aux élèves et aux enseignants, associés à des mesures spécifiques visant à assurer la rétention des étudiantes, ont été efficaces.

La Gambie

Les progrès globaux de la Gambie en matière de DCH ont diminué au cours de la période 2, avec un écart de 25 % par rapport à la valeur cible, malgré une augmentation au cours de la période 1. La baisse de l'indice global est due à une régression dans les dimensions Éducation, Compétences et Participation au travail et Entrepreneuriat, Inclusion financière et Économie numérique.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, bien qu'une amélioration soit notée au cours des deux périodes d'étude, l'objectif n'a pas été atteint. La Gambie est quatrième de la région dans cette dimension. Les progrès dans cette dimension sont liés à une augmentation de 60 % des dépenses publiques en matière de santé et à l'amélioration du taux de mortalité maternelle (25 %), du taux de retard de croissance des moins de cinq ans (26 %), du taux de mortalité des moins de cinq ans (6 %) et du taux de fécondité (23 %). Cependant, un écart de 5 % doit encore être comblé pour atteindre la valeur cible en matière de santé et de nutrition.

Des programmes complets ont été mis en œuvre pour améliorer le secteur de la santé, en particulier dans le domaine de la santé maternelle et infantile. Les principales interventions sont les suivantes :

- Dépistage et prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë ;
- Promouvoir la production et la consommation locales d'aliments riches en nutriments et de régimes alimentaires diversifiés ;
- Efforts contre le paludisme, les maladies évitables par la vaccination et les maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation ;
- Supplémentation en vitamines et minéraux ;
- Introduction d'un régime d'assurance maladie complet pour tous les Gambiens ; et
- Programmes de soins intensifs pour les femmes enceintes et les nouveau-nés.

Malgré ces efforts, des obstacles au progrès subsistent, notamment des ressources limitées, la dépendance à l'égard des donateurs, de faibles revenus, une infrastructure de santé défaillante et l'impact du changement climatique sur la disponibilité et le coût d'une alimentation de qualité.

Conformément à la tendance régionale en matière de DCH, la Gambie accuse un retard dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail. Une tendance à la baisse a été notée dans l'éducation de base, avec des taux d'abandon en hausse depuis le dernier rapport. Il y a également eu une baisse de deux indicateurs clés : les dépenses publiques d'éducation (30 %) et les enfants non scolarisés (près de 50 %).

Les autres défis comprennent : des ressources insuffisantes ; des capacités humaines limitées ; un accès limité aux programmes et institutions de formation ; et un manque d'équipement d'enseignement et d'apprentissage moderne. Cette dimension a également été affectée négativement par la pandémie de COVID-19.

Cependant, malgré les difficultés constatées, le niveau d'alphabétisation des jeunes s'est considérablement amélioré avec une augmentation de 25% du ratio des enseignants et des améliorations de l'indicateur des années moyennes de scolarité. Plusieurs initiatives, telles que le programme Second Chance Programme, la politique d'éducation de base obligatoire et le programme d'enseignement secondaire gratuit, ont peut-être contribué à ces résultats.

Les performances de la Gambie dans le domaine de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique ont diminué malgré les progrès réalisés au cours de la première période, en raison d'une diminution du nombre de personnes accédant à Internet. Cette baisse de l'accès à Internet peut s'expliquer par le coût élevé des frais d'accès.

En termes de parité hommes-femmes, les conditions pour les femmes sont moins favorables depuis le dernier rapport, probablement en raison des baisses notées dans les trois dimensions. Les facteurs socioculturels, économiques et réglementaires sont à prendre en compte. La participation limitée des femmes aux rôles de leadership et de prise de décision a également contribué à cette tendance baissière notée dans ce domaine. Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs initiatives pour faire progresser les conditions des femmes et des filles. Le ministère du Genre et des Affaires féminines dirige ces efforts, coordonnant des programmes tels que le Fonds pour les femmes entrepreneurs et le programme SWEDD, qui vise à autonomiser économiquement les adolescentes par l'éducation. Le ministère a également adopté des lois, notamment la loi sur la violence basée sur le genre et la loi sur les infractions sexuelles de 2013, pour soutenir les questions de genre. Il a également réalisé un tableau de bord du genre et étudié la représentation des femmes dans l'enseignement supérieur.





Ghana

Le Ghana est l'un des pays les plus performants en matière de DCH dans la région au cours de cette période, se classant au deuxième rang derrière le Cap-Vert.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, la performance du Ghana s'est améliorée au cours des deux dernières périodes, mais n'a pas été en mesure d'atteindre sa dernière valeur cible. Ses progrès sont dus à une amélioration de tous les indicateurs de DCH liés à la santé, stimulée par des initiatives gouvernementales clés en matière de planification familiale et de santé maternelle et infantile. Le gouvernement a également supervisé la gestion communautaire de la malnutrition aiguë et effectué des visites de sensibilisation, améliorant considérablement la prestation des services.

Au cours des périodes d'évaluation, le Ghana a combiné les soins adaptés et l'apprentissage précoce avec les conseils sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, favorisant ainsi une meilleure diversité alimentaire et des interactions renforcées entre le soignant et l'enfant.

Le renforcement des structures communautaires, telles que les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et les groupes de soutien de mère à mère (MTMSG), a favorisé des comportements nutritionnels positifs. Les améliorations ont également été motivées par le plaidoyer en faveur d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle accrue dans les plans de développement des districts, tandis que les analyses budgétaires ont influencé les dépenses de santé du gouvernement.

Comme dans d'autres États Membres, les performances du Ghana en matière d'éducation, de compétences et de participation au travail ont diminué. Par rapport à l'évaluation de base et au dernier rapport, il a régressé sur presque tous les indicateurs de la dimension Education du DCH, à l'exception des jeunes NEET et du taux d'alphabétisation des jeunes. Et comme noté ailleurs, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les défis éducatifs existants, mettant à rude épreuve le ratio élèves-enseignants et augmentant le nombre d'enfants non scolarisés. Les fermetures prolongées d'écoles ont également entraîné une diminution du nombre moyen d'années de scolarité et une baisse des résultats aux tests harmonisés, de nombreux élèves manquant des périodes d'apprentissage critiques.

Le Ghana a fait des progrès significatifs en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique. Les progrès réalisés ici ont été motivés par une augmentation substantielle du nombre de personnes utilisant Internet dans le pays, à la suite des investissements gouvernementaux dans l'infrastructure et la connectivité des TIC.

En termes de parité hommes-femmes, la situation au Ghana a régressé depuis le dernier rapport. Bien que les femmes ghanéennes soient en meilleure santé que les hommes, leur situation dans les deux autres dimensions a considérablement diminué. Cette baisse est due à un accès limité à une éducation de qualité, exacerbée par la COVID-19 et à des obstacles persistants aux services financiers et aux opportunités entrepreneuriales.

Néanmoins, les efforts du gouvernement pour assurer la parité entre les sexes au Ghana se sont intensifiés et comprennent le lancement d'initiatives dans chaque secteur telles que : l'élargissement de l'accès aux services de santé reproductive, des programmes de bourses pour les filles afin d'assurer leur maintien à l'école et leur progression vers l'enseignement supérieur, et des petits crédits et prêts aux PME adressés principalement aux femmes afin de renforcer leur autonomisation économique et leur participation à l'économie numérique.

Ces initiatives amélioreront la parité des genres à travers les indicateurs dans un avenir proche.

Guinée

La performance globale de la Guinée en matière de DCH s'est améliorée depuis la référence et le dernier rapport. Il y a eu une augmentation de 35% dans la dimension Santé et Nutrition, grâce à une amélioration des scores : du taux de fécondité (10%), du taux de mortalité maternelle (3,26%), d'un taux de retard de croissance des enfants âgés de moins cinq ans (9%), des dépenses publiques de santé (155%). Cependant, le pays a été confronté à une baisse du score de la mortalité infantile (1 %) et de l'espérance de vie à la naissance (35 %).

Il y a eu une baisse dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail de 8,5 %, en raison d'une diminution des scores du nombre d'enfants non scolarisés (20,62 %) et du nombre moyen d'années de scolarité (34,3 %). La Guinée s'est améliorée dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique jusqu' à 61 % grâce à une forte augmentation du nombre de personnes ayant accès à Internet (plus de 95 %) et à une augmentation de la nouvelle densité d'entreprises (5 %),

En matière de parité hommes-femmes, les conditions des femmes se sont détériorées par rapport à leurs homologues masculins de 1,45 %, en raison d'une perte de 10 % dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, malgré de légères améliorations dans les domaines de la santé et de la nutrition (1,59 %) ; de l'éducation, des compétences et de la participation au travail (2,12 %).

Avec un ratio de 1,16, dans le domaine de la santé et de la nutrition, les femmes bénéficient de meilleures conditions que les hommes en raison des objectifs stratégiques inclusifs en matière de genre du pays, qui visent à améliorer la santé publique globale et les infrastructures. Le gouvernement guinéen a lancé la politique nationale guinéenne de genre, qui vise à assurer des services de santé de qualité, y compris la santé reproductive, pour les hommes et les femmes, à améliorer l'intégration du genre dans la lutte contre le VIH/sida et à améliorer les systèmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable pour les populations urbaines et rurales.

La baisse de la dimension Entrepreneuriat est due à une diminution du ratio épargne femme/homme dans une institution financière de 0,74 à 0,54. Malgré cette baisse, plusieurs initiatives visent à soutenir l'entrepreneuriat féminin comme les centres d'autonomisation et d'entrepreneuriat féminin (CAEF), le Fonds de développement agricole (FODA) qui accorde des prêts aux femmes à 0%, et le programme d'aide aux femmes dans l'agriculture.





Guinée-Bissau

Depuis la référence de base, la Guinée-Bissau a fait des progrès remarquables. Au cours de cette deuxième période, de légers progrès ont été notés dans les domaines de la santé et de l'éducation, et il y a eu un bond en avant majeur dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique.

Depuis la première période, il y a eu une amélioration de la santé et de la nutrition, en particulier des réductions du taux de fécondité, du taux de mortalité des moins de cinq ans et du taux de retard de croissance des moins de cinq ans. Cependant, ces gains ont été compromis par une augmentation de la mortalité maternelle, ce qui rend difficile la réalisation de l'objectif fixé pour cette dimension. Les principaux défis et facteurs aggravants comprennent :

- Accès limité à des services de santé de qualité, en particulier dans les zones rurales ;
- Soins prénataux inadéquats, manque d'accoucheuses qualifiées et soins postnataux insuffisants ;
- Disparités dans l'accès aux soins de santé entre les régions ; et
- Faibles niveaux d'éducation chez certaines mères, entraînant une sous-utilisation des services de santé et des pratiques malsaines pendant la grossesse et l'accouchement.

Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, la Guinée-Bissau a connu une progression. Les améliorations observées au cours de la première période se sont poursuivies dans les années moyennes de scolarisation et chez les jeunes NEET. Bien que la Guinée-Bissau ait atteint son objectif dans le domaine de l'éducation, une légère baisse des dépenses publiques a entraîné des difficultés à atteindre les objectifs clés. Les défis du secteur de l'éducation peuvent s'expliquer par le fait que seulement 25% des écoles en Guinée Bissau offrent les deux premiers cycles d'éducation gratuitement. Par conséquent, environ 27,7 % des enfants du primaire âgés de six à onze ans et 23,3 % des enfants du premier cycle du secondaire âgés de 12 à 14 ans sont considérés comme « non scolarisés ». Les taux élevés d'abandon dans l'enseignement secondaire ont également un impact sur la capacité des élèves à acquérir les qualifications nécessaires à l'emploi, un problème accentué par l'absence de programme standardisé.

Les avancées les plus positives ont été observées dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique. Le nombre de ménages ayant accès aux services financiers a considérablement augmenté. Une croissance significative de l'utilisation de la banque mobile a été enregistrée, avec des taux d'activité en croissance de 77 % et des valeurs de transaction de 235 % en 2020. Cette croissance peut être liée aux mesures temporaires prises par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour assouplir la réglementation pendant la COVID-19. Le gouvernement a également mis en œuvre des initiatives visant à améliorer les compétences et la formation numériques, notamment la création de centres tels que GetKnowledge. En outre, l'accès à Internet a été augmenté grâce au système de câble ACE et au point d'échange Internet (IXP), tandis que le développement de plateformes automatisées de déclaration fiscale, de paiement et d'enregistrement des entreprises pourrait contribuer à développer les services numériques.

En termes de parité hommes-femmes, les femmes en Guinée-Bissau sont tout aussi en bonne santé que les hommes, mais sont en retard en matière d'entrepreneuriat et d'éducation, de compétences et de participation au travail. Il est essentiel de s'attaquer à ces disparités. Les principaux défis et facteurs aggravants comprennent :

- Une forte baisse du nombre d'années de scolarité pour les femmes par rapport à leurs homologues masculins ; et
- La prévalence des mariages précoces et forcés, qui ont un impact significatif sur l'éducation des filles.

Libéria

La performance globale du Libéria en matière de DCH s'est légèrement améliorée depuis la référence et le dernier rapport. Cependant, le pays n'a pas encore atteint son objectif de DCH pour 2022.

Les performances en matière de santé et de nutrition ont diminué, malgré les améliorations enregistrées au cours de la première période. Ce changement a probablement été motivé par les défis économiques, l'accès limité aux services de santé et l'impact de la COVID-19, qui a entraîné une diminution des dépenses publiques dans le domaine de la santé.

Malgré cette baisse, il y a eu des progrès sur les indicateurs de mortalité maternelle, de mortalité des moins de cinq ans et de retard de croissance des moins de cinq ans, probablement liés à l'intégration récente de la nutrition dans le Programme élargi de vaccination (PEV) et à l'utilisation de produits nutritionnels tels que le Micro Nutrient Powder, les Plumpy Nut, la vitamine A et l'Albendazole. Des efforts ont également été déployés pour sensibiliser les mères et les soignants à l'allaitement maternel exclusif.

Dans la dimension de l'éducation, des compétences et de la participation au travail, les performances du Libéria se sont détériorées au cours de la première période, mais sont restées constantes au cours de cette deuxième période. La plupart des indicateurs liés à l'éducation ont diminué, à l'exception des années moyennes de scolarité et du taux d'alphabétisation des jeunes. Le système éducatif libérien est confronté à de nombreux défis, notamment l'impact prolongé de la guerre civile, l'insuffisance des infrastructures, la faible capacité des enseignants et la diminution de l'accès pendant la pandémie de COVID-19. Les écoles manquent souvent d'installations essentielles et de nombreux enseignants sont sous-qualifiés, ce qui contribue à de mauvais résultats d'apprentissage. Les dépenses publiques en matière d'éducation restent insuffisantes et dépendent fortement d'un financement externe qui ne répond pas pleinement aux problèmes systémiques.

Le gouvernement a lancé des réformes globales et des investissements dans les infrastructures, la formation des enseignants et le développement des programmes pour relever ces défis, ce qui a peut-être contribué à l'augmentation du nombre moyen d'années de scolarité et à l'amélioration des taux d'alphabétisation. Néanmoins, d'autres réformes sont nécessaires pour que le Libéria atteigne son objectif dans cette dimension.

De légers progrès ont été réalisés dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique depuis le rapport de référence et le dernier. Des initiatives récentes en matière d'inclusion financière numérique, d'entrepreneuriat et d'innovation démontrent un potentiel important. La synergie de la reprise économique, du développement des infrastructures, des efforts gouvernementaux et des programmes de littérature numérique a entraîné des progrès dans l'économie numérique et stimulé l'utilisation d'Internet.

Les conditions générales des femmes se sont améliorées au Libéria, grâce aux progrès réalisés dans les domaines de la santé et de la nutrition. Des progrès significatifs en matière d'éducation ont été notés, qui peuvent être attribuables aux récentes campagnes de sensibilisation de la communauté et aux initiatives de plaidoyer autour de l'éducation des filles.

Les politiques sensibles au genre, telles que l'éducation gratuite, les bourses et l'aide financière, un cadre législatif et institutionnel solide et un soutien aux filles enceintes et aux jeunes mères, ont considérablement amélioré l'éducation des filles.

Les conditions des femmes se sont empirées dans le domaine de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique. Les principaux défis dans ce domaine incluent le harcèlement sexuel, l'absence de sécurité d'emploi et l'accès limité aux réseaux et à l'information. Surmonter les normes culturelles et de genre, améliorer les infrastructures et renforcer les capacités seront essentiels pour relever ces défis de la parité des sexes dans cette dimension.





Mali

Le Mali a affiché une performance positive sur l'indice DCH, tirée principalement par la dimension Entrepreneuriat, Inclusion financière et Économie numérique, malgré les baisses initiales de la santé et de l'éducation au cours de la première phase d'analyse.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, la performance dans la dimension s'est améliorée de plus de 23 % grâce à des améliorations liées à une baisse du taux de mortalité, au taux de retard de croissance des moins de cinq ans et à une augmentation des dépenses publiques de santé. Cependant, il y a eu une baisse des autres indicateurs dans cette dimension, notamment l'espérance de vie à la naissance, le taux de mortalité des moins de cinq ans et le taux de fécondité.

Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, de légères améliorations ont été observées sur plusieurs indicateurs, tels que le nombre moyen d'années de scolarité, les résultats aux tests, le NEET des jeunes, le taux d'alphabétisation des jeunes et le nombre de citations. Cette dimension a bénéficié d'une augmentation de 28 % des dépenses publiques dans l'éducation depuis la dernière évaluation.

Il y a également eu une amélioration de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, principalement en raison d'une plus grande pénétration des institutions financières (plus de 40 % comparée à la dernière évaluation) et d'un meilleur accès à Internet.

Du point de vue du genre, les conditions des femmes se sont améliorées de près de 13 % par rapport à leurs homologues masculins, grâce à des améliorations dans les domaines de l'entrepreneuriat et de la nutrition.

Niger

Le Niger a souvent été le pays le moins performant de l'espace CEDEAO en termes de développement du capital humain. Cependant, les performances du pays se sont considérablement améliorées depuis l'évaluation de base et le dernier rapport. Cette amélioration est due aux progrès réalisés dans les domaines de l'éducation, des compétences, de la participation au marché du travail (30 %) et de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique (400 %) malgré une légère baisse de la santé et de la nutrition (-1 %).

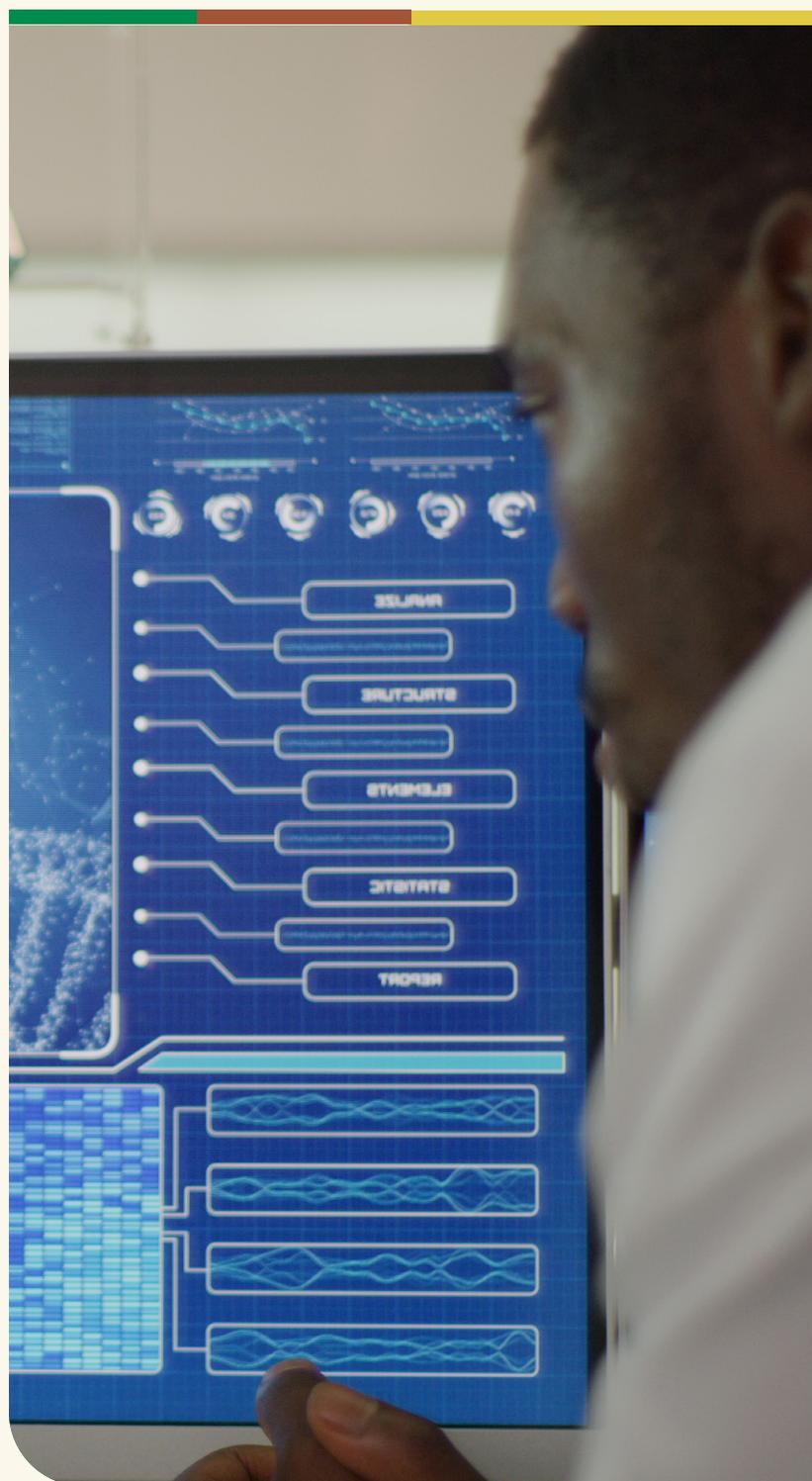
Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les progrès ont stagné malgré les améliorations des performances au cours de la première période.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les progrès ont stagné malgré les améliorations des performances au cours de la première période, en raison des dépenses de santé publiques accrues et des améliorations du taux de fécondité et de mortalité maternelle, qui ont été contrebalancées par des baisses dans la mortalité des moins de 5 ans, le retard de croissance des moins de 5 ans et l'espérance de vie à la naissance.

En matière d'éducation, de compétences et de participation au travail, le Niger est l'un des rares pays de la région dont les performances se sont améliorées dans cette dimension depuis la référence et le rapport précédent. Cette amélioration est due à une augmentation des dépenses publiques en matière d'éducation, des jeunes NEET, du nombre de citations et du ratio élèves-enseignants.

Le Niger a obtenu de bons résultats en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, avec une augmentation importante du nombre de personnes utilisant Internet et une meilleure pénétration des services financiers.

Cependant, le Niger continue d'afficher de mauvais résultats en matière de parité des sexes, passant de la douzième place dans la région en 2018-2020 à la quatorzième en 2020-2022. Cette régression s'explique par une baisse des indicateurs de la dimension Entrepreneuriat, Inclusion financière et économie numérique.





■ ■ Nigeria

Le Nigeria a bien progressé dans l'indice DCH depuis le dernier rapport, dépassant la valeur de référence de 15 %, malgré une baisse notée au cours de la première période. Cependant, sa valeur d'indice est de 22 % de sa valeur cible.

En matière de santé et de nutrition, le Nigeria a connu une amélioration de 10 % depuis le dernier rapport, avec un score de santé et de nutrition de 0,14 à 0,15 (sur 1), en raison des gains du taux de fécondité, du taux de mortalité des moins de cinq ans et du taux de retard de croissance des moins de cinq ans. Cependant, il y a eu des baisses des scores du taux de mortalité maternelle, de l'espérance de vie à la naissance, des dépenses de santé publiques et des mariages d'enfants.

Dans l'éducation, les compétences et la participation au travail, il y a eu une nette amélioration tirée par les gains des années moyennes de scolarité, les résultats des tests harmonisés, les NEET des jeunes et le nombre de citations, malgré la régression de cette dimension au cours de la première période. Le Nigeria est classé troisième dans cette dimension au niveau régional.

Dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, les performances du Nigeria ont été conformes à la tendance observée dans la sous-région. Il a fait des progrès considérables au cours des deux périodes, doublant sa valeur de référence dans ce domaine. Ces progrès peuvent être attribués à des niveaux élevés d'accès à Internet, ce qui a permis au Nigeria d'atteindre sa valeur cible.

En matière d'inclusion de genre, il y a eu une amélioration depuis le dernier rapport, rendant le Nigeria proche de la parité avec un score de 0,94 en raison de progrès considérables dans les domaines de la santé et de la nutrition et de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique au Nigeria. Néanmoins, il y a eu une baisse de la participation à l'éducation, aux compétences et au travail.

Sénégal

Le Sénégal a constamment fait de bons progrès en matière de DCH depuis la référence et a atteint son objectif intégré en matière de DCH pour cette période. Il se classe au troisième rang dans la région. Au cours de la deuxième période, les performances de DCH se sont améliorées de 11 % grâce aux progrès réalisés dans les domaines de la santé et de la nutrition (10 %) et de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique (39 %), malgré une baisse de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail (-4 %).

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, les performances du Sénégal se sont améliorées grâce à une augmentation des dépenses publiques de santé, à une réduction des taux de mortalité maternelle et des moins de cinq ans, à une baisse du taux de retard de croissance des moins de cinq ans et du taux de fécondité. L'augmentation des investissements gouvernementaux a amélioré les infrastructures de soins de santé, les ressources humaines et la prestation de services, des progrès ayant été réalisés malgré un accès inégal, un financement insuffisant et des ressources insuffisantes au sein du système de santé. Parmi les facteurs qui y ont contribué, il faut mentionner :

- Mise en œuvre des programmes SRMNIA qui renforcent les soins prénataux, d'accouchement et postnataux ;
- Amélioration de la surveillance des décès maternels, fourniture de soins post-avortement, prise en charge de la fistule obstétricale et disponibilité accrue des médicaments essentiels ; et
- Amélioration de l'accès aux soins grâce aux initiatives de santé universelle.

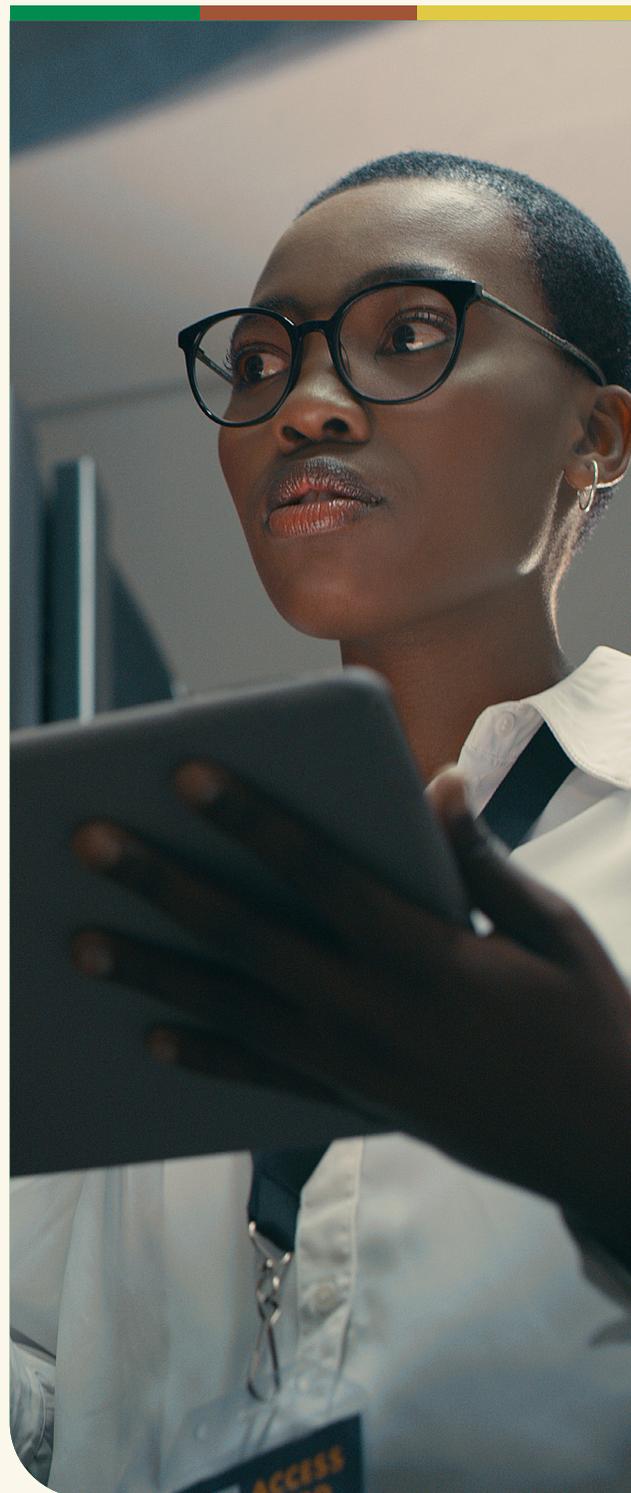
Dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, le pays a réalisé des progrès significatifs dans cette dimension depuis le rapport de référence et le dernier, grâce à l'amélioration du taux de pénétration des services financiers et de l'accessibilité à Internet – cette dernière étant rendue possible par une couverture accrue de la fibre optique et des services à haut débit. Cette amélioration peut être liée aux investissements réalisés par le gouvernement au cours de la première période dans diverses institutions, programmes et services éducatifs en augmentant l'allocation des fonds publics. Le Sénégal a également mis en œuvre la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2022-2026 et le Programme National d'Éducation Financière (PNEF) pour mobiliser des ressources pour des projets de création d'entreprises et soutenir des activités génératrices de revenus à forte valeur ajoutée.

Les performances du Sénégal en matière d'éducation, de compétences et de participation au travail ont diminué dans tous les indicateurs, à l'exception du ratio enseignants/élèves depuis le dernier rapport, bien que le score de la dimension reste supérieur à sa valeur de référence. Malgré certains progrès, comme l'allocation en 2022 de 959,42 milliards de FCFA à l'éducation et à la formation, représentant 23,72 % du budget national et 6,41 % du PIB, le secteur de l'éducation continue de faire face à des difficultés. Parmi les principaux défis, on peut citer :

- Un budget d'investissement en baisse, qui est passé de 16,3% à 11,5% des dépenses totales d'éducation entre 2019 et 2022 ;
- Des retards dans la construction de nombreuses écoles et universités ;
- La pandémie de COVID-19, les tensions politiques et les troubles sociaux, qui ont perturbé les horaires et l'accès à l'éducation ;
- Un financement insuffisant pour la pleine mise en œuvre du plan national d'éducation (PAQUET).

La parité entre les sexes a été atteinte dans l'éducation, les compétences et la participation au travail. Cependant, les progrès n'incluaient pas les femmes dans les dimensions de la santé et de la nutrition ou de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique. Dans ces domaines, les femmes sont toujours confrontées à des difficultés en termes d'accès aux postes de décision et de représentation en raison des croyances socioculturelles et des obstacles économiques.

Pour y remédier, le Sénégal a adopté une série de projets, tels que la Stratégie Nationale École des Maris et le Projet Régional pour l'Élimination de la Fistule Obstétricale, afin d'améliorer le bien-être et l'autonomisation des femmes. Ces projets, ainsi que d'autres, s'attaquent aux problèmes clés liés à la santé, à la nutrition, à l'éducation et aux barrières sociales pour lutter contre les disparités de genre.





Sierra Leone

La performance de la Sierra Leone en matière de DCH a diminué au cours de cette période d'évaluation, passant d'une valeur de 0,21 à 0,18, soit une baisse de 12 %, malgré une augmentation au cours de la première période. Malgré des progrès significatifs notés dans les dimensions Santé et Nutrition et Entrepreneuriat, inclusion financière, économie numérique respectivement 30 % et 66 %, la perte est expliquée par une diminution dans les domaines de l'éducation, des compétences, de la participation au travail de 0,33 à 0,16 près de 50 %.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, la Sierra Leone a constamment amélioré ses performances, lui permettant d'atteindre la valeur cible de 2022 pour cette dimension. Cette amélioration est attribuée aux progrès dans presque tous les indicateurs liés à la santé, à l'exception des dépenses publiques de santé, qui ont diminué au fil du temps.

Le secteur de la santé en Sierra Leone s'est globalement amélioré grâce à diverses initiatives telles que la supplémentation en vitamine A, le déparasitage, la détection de la malnutrition et des programmes ciblant la mortalité des moins de cinq ans et le retard de croissance. L'initiative The Baby Friendly Hospital et les campagnes d'allaitement ont renforcé la santé maternelle et infantile, tandis que l'extension des unités de soins spécialisés pour les nouveau-nés et la supplémentation en micronutriments multiples (MMS) ont amélioré les soins néonataux. Des solutions innovantes, telles que des hôpitaux mobiles et le stockage de vaccins alimenté à l'énergie solaire, ont élargi l'accès aux services essentiels. De plus, l'augmentation du budget de la santé, l'amélioration des infrastructures sanitaires, l'élargissement des effectifs et la création de l'Agence Nationale de Santé Publique ont renforcé la surveillance des maladies et la prestation des services, améliorant ainsi les résultats globaux en matière de santé.

Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, il y a eu une baisse substantielle. Cela s'explique principalement par une diminution significative du nombre moyen d'années de scolarité et des dépenses publiques en matière d'éducation.

Malgré la baisse globale, il y a eu des améliorations dans certains indicateurs de l'éducation : le ratio élèves-enseignants, le taux d'alphabétisation des jeunes, les résultats des tests harmonisés, le nombre d'enfants non scolarisés, les jeunes NEET et les citations.

Les défis qui continuent d'entraver les progrès dans l'éducation comprennent :

- Les obstacles économiques à la scolarisation (inabordable pour de nombreuses familles) ;
- Un taux d'abandon scolaire élevé, en particulier au niveau secondaire supérieur ;
- Des défis socio-économiques liés aux pandémies consécutives d'Ébola et de COVID-19 et aux fluctuations des dépenses publiques en matière d'éducation ; et
- Un décalage entre les besoins en matière d'éducation et ceux du marché du travail, ce qui signifie que de nombreux jeunes sont incapables de trouver des opportunités d'emploi appropriées malgré leurs diplômes.

Les efforts du gouvernement au cours de la période couverte par le rapport pour y répondre incluent le paiement des frais de scolarité et d'examen pour les élèves des écoles publiques et subventionnées, la fourniture de manuels de base et de matériel pédagogique à 12 000 écoles à travers le pays, ainsi que la mise en œuvre d'un programme de repas scolaires qui bénéficie à plus de 600 000 élèves afin de réduire l'absentéisme causé par la faim. De plus, des bus scolaires ont été mis à disposition dans les villes et les chefs-lieux de district pour améliorer le transport des élèves et l'accès à l'éducation. Ces initiatives devraient favoriser de nouvelles améliorations des performances dans cette dimension à l'avenir.

Les progrès substantiels de 65 % en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique ont été principalement dus à une progression constante du nombre de personnes accédant à Internet. Le gouvernement de la Sierra Leone a déployé des efforts significatifs pour améliorer l'entrepreneuriat, en se concentrant sur l'inclusion financière et l'accès au crédit. Cela inclut le lancement de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (2022-2026) par la Banque de Sierra Leone, ciblant spécifiquement les femmes, les jeunes et les PME. De plus, le gouvernement a introduit le Fonds MUNAFA, fournissant des microcrédits pour soutenir les PME, avec plus de 4 000 femmes ayant bénéficié du programme, et a adopté la loi sur l'Égalité de Genre et l'Autonomisation des Femmes, garantissant un accès égal des femmes aux services financiers et au crédit.

La mesure globale de la parité hommes-femmes reste inchangée depuis le dernier rapport. Le score de genre de 0,83 DCH montre que les conditions de vie des femmes demeurent moins favorables que celles de leurs homologues masculins. Cependant, la situation des femmes en matière de santé et de nutrition s'est améliorée en Sierra Leone de plus de 5 % (de 1,08 à 1,14) et révèle que la parité a été atteinte dans cette dimension malgré la baisse dans la dimension de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique (-7,40 %) et de l'éducation, aux compétences et à la participation au travail (-2,27 %).

Le gouvernement a pris diverses mesures pour relever les défis du pays en matière de parité entre les sexes, notamment avec la promulgation de la loi sur l'Égalité de Genre et l'Autonomisation des Femmes (GEWE) de 2022, qui garantit un accès égal au crédit, aux services financiers et aux opportunités d'emploi pour les femmes. Il a également introduit des politiques telles que le Radical Inclusion Policy and Comprehensive Sexuality Education pour promouvoir une éducation inclusive pour les filles. De plus, la récente loi sur le Mariage des Enfants, adoptée en 2024, interdit le mariage avant l'âge de 18 ans, protégeant ainsi les droits des filles et leurs opportunités éducatives. L'impact de ces politiques sur la parité des genres et le développement du capital humain sera probablement observé dans les prochaines périodes d'évaluation.

Togo

L'indice de DCH du Togo s'est constamment amélioré depuis la référence et a augmenté de près de 10 % au cours de cette deuxième période. Cela s'est traduit par un quatrième rang dans l'espace CEDEAO, grâce à une progression de 11 % de la santé et de la nutrition et à de grandes avancées en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique de 112 %. Il convient de noter que le rythme d'amélioration a ralenti durant la deuxième période en raison d'une baisse de 9 % dans la dimension Éducation, compétences et participation au travail.

Dans le domaine de la santé et de la nutrition, le Togo a fait des progrès constants et a amélioré ses performances de 11 % depuis le dernier rapport et n'a manqué son score cible que de 0,03 point. Cette légère insuffisance peut s'expliquer par les impacts de la COVID-19, qui a mis à rude épreuve le système de santé et conduit le gouvernement à rediriger les ressources et à recentrer les priorités.

Les progrès en matière de santé et de nutrition peuvent être liés aux initiatives gouvernementales visant à améliorer les infrastructures de soins de santé, à former et à déployer des travailleurs de la santé et à mettre en œuvre le régime national d'assurance maladie pour réduire les dépenses à la charge des patients. Les programmes de contrôle des maladies ont également amélioré la gestion des maladies tropicales négligées et amélioré les services de santé maternelle et infantile.

Dans les domaines de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail, le Togo est le pays le plus performant de la région malgré une régression de 9 % due à la réduction des dépenses publiques en matière d'éducation et au ratio élèves-enseignants. Le succès du secteur de l'éducation togolais peut être attribué aux réformes et initiatives globales du pays. Il s'agit notamment de la révision du PSE pour s'aligner sur les besoins éducatifs nationaux, de la gratuité des frais de scolarité dans les écoles publiques et de la suppression des frais d'inscription aux examens nationaux. Des investissements importants dans la formation des enseignants et le recrutement de nouveaux enseignants ont réduit la dépendance à l'égard des enseignants bénévoles. Des mesures supplémentaires, telles que la mise en place de programmes d'alimentation scolaire, la mise en œuvre de politiques d'éducation inclusive et d'assurance maladie pour les élèves, ont toutes contribué à accroître la rétention en milieu scolaire et l'accessibilité.

Dans les domaines de l'entrepreneuriat, de l'inclusion financière et de l'économie numérique, le pays a réalisé des progrès significatifs au cours de cette période, grâce à une meilleure pénétration des services financiers et à un accès accru à Internet.

En ce qui concerne l'inclusion du genre, le score du Togo indique que les conditions pour les femmes sont moins favorables que celles de leurs homologues masculins avec un score de genre DCH de 0,80, bien qu'il y ait eu une légère amélioration (1 %) depuis le rapport précédent. Les femmes bénéficient de meilleures conditions que leurs homologues masculins dans le domaine de la santé et de la nutrition. Le système de santé amélioré du Togo offre des services de qualité inclusifs pour les femmes, et une série d'initiatives sont prévues dans le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2023-2027 du Togo pour réduire les disparités et promouvoir l'égalité des sexes dans les soins de santé.

Au Togo, les conditions de vie des femmes restent défavorables en matière d'éducation, de compétences et de participation au travail, avec un ratio de 0,68. Ces conditions se sont détériorées de plus de 5 % depuis le dernier rapport, en grande partie à cause de l'augmentation du nombre d'enfants non scolarisés. Cependant, il y a eu des améliorations dans les années moyennes de scolarisation et la parité est notée dans le taux d'alphabétisation des jeunes. Plusieurs initiatives, soulignées dans le Plan sectoriel d'éducation du Togo, ont été lancées pour améliorer la rétention des filles dans l'enseignement supérieur, lever les obstacles socioculturels, améliorer les infrastructures scolaires et la représentation des enseignantes, etc. Cela devrait permettre d'enregistrer des progrès dans cette dimension au cours de la prochaine période.

Malgré une amélioration du score de l'Indice de Genre pour l'Entrepreneuriat, l'Inclusion Financière et l'Économie Numérique, la parité des genres n'a pas été atteinte pour cette dimension.



04

Réflexions et Recommandations

L'indice de DCH de la CEDEAO dresse un tableau clair et détaillé de la façon dont la région et les États Membres individuellement progressent depuis la référence de 2018 et le dernier rapport. Le Sénégal, le Togo, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, la Guinée, le Mali et le Niger ont tous atteint leurs objectifs pour cette période d'évaluation, montrant des améliorations substantielles sur leurs indicateurs respectifs. Les pays qui n'ont pas atteint leurs objectifs ont depuis augmenté leurs investissements dans les programmes et lancé des initiatives pour améliorer les résultats dans les trois domaines thématiques définis dans la stratégie régionale.

La région a obtenu les meilleurs résultats dans la dimension santé et nutrition, pour laquelle de nombreux pays ont investi dans l'amélioration de la couverture de l'assurance maladie, l'expansion des services de nutrition, l'amélioration de l'accès aux soins dans les zones rurales et pour les populations vulnérables, et le développement de programmes complets de santé maternelle et infantile. Les pays qui n'ont pas aussi bien performé ou qui n'ont pas été en mesure d'atteindre leurs objectifs dans cette dimension devraient intensifier leurs efforts dans ces domaines afin d'améliorer leurs performances en matière de santé de manière générale.

Une amélioration est notée dans toute la région en matière d'entrepreneuriat, d'inclusion financière et d'économie numérique, grâce aux efforts importants déployés dans les pays pour améliorer la couverture internet, financer les incubateurs d'entreprises, développer et faire progresser le secteur des télécommunications et stimuler les affaires en rationalisant le processus d'enregistrement des nouvelles entreprises. Ces efforts devraient être renforcés et étendus à l'ensemble de la région pour s'assurer que le rythme actuel des progrès est maintenu.

À l'inverse, la région a rencontré des difficultés dans la dimension de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail. Cela reflète l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'éducation, ainsi que la baisse des dépenses publiques allouées à ce secteur au cours de la période concernée, ce qui a affecté l'accès à l'école, les infrastructures, le matériel scolaire et la qualité des enseignants recrutés. En réponse, certains pays se sont engagés à renforcer le secteur éducatif en lançant des programmes et initiatives pour augmenter la fréquentation scolaire, améliorer la rétention et favoriser l'achèvement des études. De telles initiatives sont cruciales pour stimuler des progrès rapides dans cette dimension à l'échelle régionale.

Les résultats de l'indice DCH soulignent également l'importance de donner la priorité à la parité hommes-femmes. Les progrès en matière de développement humain et social ne se traduisent pas nécessairement par des améliorations de l'indice de genre. Les pays qui ont obtenu de bons résultats dans l'indice DCH devraient donc également s'attaquer aux obstacles culturels, sociaux et politiques qui entravent la parité entre les hommes et les femmes dans les trois dimensions.

Les résultats et les enseignements de ce rapport, ainsi que les priorités stratégiques définies dans la Stratégie DCH de la CEDEAO, fournissent une feuille de route claire pour atteindre les objectifs de la Stratégie DCH à l'horizon 2030. La CEDEAO et les États Membres peuvent apporter des améliorations significatives aux résultats du capital humain et au développement socio-économique en se concentrant sur ces quatre domaines clés :

1. Le Plaidoyer, les Politiques et la Communication

- Élaborer des politiques qui favorisent le développement du capital humain et travailler avec les leaders communautaires et politiques pour plaider en faveur de changements dans les pratiques culturelles et sociales qui entravent les résultats en matière d'éducation, de compétences et de participation au marché du travail ainsi que l'inclusion du genre.
- Créer des politiques qui facilitent les investissements dans l'éducation et le développement des compétences afin d'inverser la tendance à la baisse actuelle dans cette dimension.
- Veiller à ce que les investissements dans les services de santé complets et l'éducation à la santé soient maintenus afin de garantir la poursuite des progrès dans la dimension Santé et Nutrition.

2. Renforcer la résilience

- Construire des systèmes de santé et d'éducation robustes (y compris l'enseignement technique et professionnel) capables de résister aux chocs liés à l'insécurité, aux urgences sanitaires, aux catastrophes naturelles et au changement climatique. Les innovations numériques et technologiques peuvent jouer un rôle important dans cette résilience en assurant la continuité et l'amélioration des services de santé, tout en créant des opportunités économiques pour les jeunes et les femmes.
- Le développement de plans de contingence régionaux, le renforcement de la surveillance des maladies et l'amélioration des systèmes d'alerte précoce pour détecter et réagir rapidement aux menaces sanitaires sont également importants pour prévenir les perturbations des services essentiels et les impacts négatifs à long terme.

3. Suivi et évaluation

- Développer des procédures opérationnelles standard (SOP) pour la collecte de données sur le développement du capital humain afin d'harmoniser la méthodologie de collecte de données entre les États Membres.
- Renforcer et harmoniser la collecte de données afin de garantir que les interventions soient fondées sur des preuves et que les ressources soient allouées de manière efficiente.

4. Améliorer l'infrastructure numérique

- Établir un cadre réglementaire pour l'innovation numérique qui garantira un accès numérique équitable, soutiendra les PME avec des outils numériques, et favorisera des écosystèmes innovants afin d'améliorer les services, de créer des emplois, d'accroître la productivité et de stimuler la création d'emplois.
- Mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation numérique, développer des plateformes d'apprentissage en ligne et former les enseignants à l'utilisation des technologies afin d'augmenter l'accès à l'éducation, d'améliorer les résultats scolaires et de garantir de plus grands dividendes numériques pour la population.
- Étendre la télémédecine et les systèmes d'information sanitaire pour permettre un meilleur accès aux services de santé, renforcer les programmes de prévention et de gestion des maladies, et assurer la continuité des soins.

05

Annexe

Valeurs des indicateurs de l'indice intégré de la CEDEAO pour chaque dimension

Santé et Nutrition

Indicateur	Cap-Vert	Ghana	Sénégal	La Gambie	Burkina Faso	Togo	Côte d'Ivoire	Libéria	Sierra Leone	Guinée	Bénin	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Nigéria	La CEDEAO
Mariage des enfants	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.53	0.71	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.67	0.55	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.65	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.62
Taux de fécondité	0.95	0.64	0.49	0.43	0.42	0.51	0.48	0.54	0.56	0.49	0.38	0.56	0.2	0.03	0.33	0.47
Dép.ouv. aux services de santé	0.45	0.25	0.22	0.17	0.52	0.16	0.23	0.11	0.15	0.2	0.11	0	0.18	0.44	0.09	0.22
Espérance de vie à la naissance	0.68	0.34	0.45	0.28	0.18	0.26	0.16	0.23	0.21	0.17	0.2	0.2	0.17	0.26	0	0.25
Taux de mortalité maternelle	0.98	0.78	0.78	0.6	0.78	0.66	0.58	0.43	0.62	0.52	0.54	0.36	0.62	0.62	0.07	0.06
Taux de mortalité infantile (moins de 5ans)	0.94	0.68	0.72	0.64	0.35	0.52	0.41	0.4	0.16	0.21	0.34	0.42	0.22	0.07	0.1	0.41
Taux de retard de croissance (moins de 5ans)	0.95	0.86	0.75	0.84	0.63	0.62	0.67	0.51	0.53	0.48	0.42	0.49	0.58	0	0.32	0.58
Health & nutrition score: Score santé et nutrition	0.72	0.5	0.5	0.44	0.43	0.4	0.38	0.35	0.34	0.32	0.3	0.3	0.28	0.19	0.15	0.37

Éducation, compétences et participation au marché du travail

Indicateur	Togo	Cap Vert	Nigéria	Côte d'Ivoire	Guinée	Sénégal	Bénin	Ghana	Burkina Faso	Libéria	Guinée-Bissau	Sierra Leone	La Gambie	Niger	Mali	La CEDEAO
Résultats aux examens	0.4	Aucune Donnée	0.02	0.35	0.53	0.55	0.4	0.01	0.5	0.14	Aucune Donnée	0.06	0.24	0	0.01	0.25
Internautas	0.16	0.38	0.29	0.23	0.16	0.31	0.15	0.37	0.07	0.15	0.16	0.05	0.15	0.08	0.16	0.19
Durée de scolarité moyenne	0.31	0.35	0.47	0.21	0.06	0.1	0.12	0.38	0.06	0.29	0.16	0.15	0.23	0	0	0.19
Nombre de citations	0	0	0.15	0	0	0.01	0.01	0.06	0.01	0	0	0	0	0	0	0.02
Taux d'alphabétisation des jeunes	0.52	0.65	Aucune Donnée	0.47	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.59	0.12	0.4	0.3	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.03	0.39
Score Éducation	0.37	0.36	0.36	0.24	0.24	0.24	0.21	0.2	0.19	0.18	0.17	0.17	0.16	0.13	0.12	0.22

Entrepreneuriat, inclusion financière et économie numérique

Indicateur	Guinée-Bissau	Ghana	Cap Vert	Côte d'Ivoire	Sénégal	Bénin	Burkina Faso	Mali	La Gambie	Niger	Togo	Nigéria	Guinée	Libéria	Sierra Leone	La CEDEAO
Internautas	0.16	0.37	0.38	0.23	0.31	0.15	0.07	0.16	0.15	0.08	0.16	0.29	0.16	0.15	0.05	0.19
Nombre de nouvelles entreprises	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.32	0.02	0.01	0.01	Aucune Donnée	0.01	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.02	0.02	0.01	0	Aucune Donnée	0.05
Taux d'entrée aux services financiers	0.73	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.81	0.6	1	0.45	0.78	Aucune Donnée	0.24	0.29	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	Aucune Donnée	0.61
Score Entrepreneuriat	0.38	0.37	0.35	0.27	0.26	0.25	0.24	0.24	0.15	0.15	0.15	0.14	0.08	0.07	0.05	0.21

Valeurs des indicateurs de l'indice DCH en matière de genre de la CEDEAO

Indicateur	Valeur de référence	Dernière valeur	Progrès en Pourcentage	
Taux de mortalité (moins de 5ans)	1.143217215	1.143983089	0.000765874	▲ 0.07%
Taux de retard de croissance (moins de 5 ans)	1.17014557	1.149134787	-0.021010783	▼ 1.80%
L'espérance de vie à la naissance	1.035852264	1.033359471	-0.002492793	▼ 0.24%
Enfants non-scolarisés	1.038181764	0.883179286	-0.155002478	▼ 14.93%
Average length of schooling	0.65966051	0.663220393	0.003559883	▲ 0.54%
Resultats d'examens	0.991895798	0.985588857	-0.00630694	▼ 0.64%
Jeunes NEET	0.713162218	0.555363461	-0.157798758	▼ 22.13%
Taux d'alphabétisation des jeunes	0.81997668	0.843145101	0.023168421	▲ 2.83%
Postes de direction	0.38774488	0.847644692	0.459899812	▲ 118.61%
Accès Internet	0.635107353	0.651318043	0.01621069	▲ 2.55%
Epargne à une institution financière	0.57790224	0.537820166	-0.040082074	▼ 6.94%

Scores de l'indice DCH et analyses SWOT par pays



Bénin

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.21	0.22	0.25	8	0.28	0.42
Score santé et nutrition	0.28	0.27	0.30	11	0.37	0.55
Score éducation	0.26	0.21	0.21	7	0.32	0.46
Score entrepreneuriat	0.09	0.17	0.25	6	0.15	0.27

Scores de l'indice DCH en matière de genre

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.66	0.67	0.01	▲ 1.52%
Score santé et nutrition	1.13	0.14	0.01	▲ 0.88%
Score entrepreneuriat	0.41	0.29	-0.12	▼ 29.27%
Score d'intégration du genre DCH	0.74	0.70	-0.04	▼ 5.41%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'entrepreneuriat, de la santé et de la nutrition ; Augmentation des dépenses publiques de santé et réduction de la mortalité infantile et du retard de croissance chez les enfants ; Gestion efficace de la crise du COVID-19, y compris la création d'équipes d'intervention rapide ; Mise en place du Conseil national de l'éducation (CNE) et de la Délégation au contrôle et à l'éthique dans l'enseignement supérieur ; Programme d'alimentation scolaire pour améliorer la rétention et l'assiduité des élèves ; Amélioration significative de la pénétration des services financiers et de l'accès à Internet, stimulant l'esprit d'entreprise ; et Amélioration de la gouvernance et de la satisfaction dans les établissements de santé publique.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Diminution du score de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail ; Augmentation de la mortalité maternelle et des taux de fécondité ; Les disparités entre les sexes, les conditions des femmes étant moins favorables que celles des hommes, en particulier dans l'entrepreneuriat et l'épargne.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la gouvernance et les cadres réglementaires ; Réaliser des investissements importants dans les infrastructures et les équipements de santé ; Mise en œuvre du projet Assurance pour le renforcement du capital humain et des programmes d'alimentation scolaire ; Passage à l'enseignement technique et à la formation professionnelle ; Mise en œuvre du projet Sème-City pour l'innovation et l'enseignement supérieur ; Fournir des services complets d'assurance et de microcrédit.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Pression sur les ressources de santé en raison de l'augmentation de la mortalité maternelle et des taux de fécondité ; et Impact potentiel à long terme d'une nutrition inadéquate dans la petite enfance.

RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître les dépenses de santé publique et les investissements dans les infrastructures ; • Mettre l'accent sur la réduction de la mortalité maternelle en réaffectant les ressources et en améliorant les services de santé maternelle ; • Améliorer les campagnes de santé publique pour résoudre les principaux problèmes de santé et améliorer l'accès aux soins de santé ; • Mettre en œuvre des interventions ciblées pour améliorer l'éducation, les compétences et la participation au travail ; • Développer et maintenir le programme d'alimentation scolaire pour assurer une couverture complète ; • Augmenter le recrutement et la formation des enseignants pour réduire davantage le ratio élèves-enseignants ; • Poursuivre les réformes pour passer à l'enseignement technique et à la formation professionnelle ; • Promouvoir l'inclusion financière et l'accès à Internet pour soutenir la croissance de l'entrepreneuriat ; • Développer des programmes spécifiques pour soutenir les femmes entrepreneures et améliorer leur épargne dans les institutions financières ; • Améliorer l'infrastructure numérique pour stimuler davantage l'économie numérique ; et • Promouvoir l'utilisation des services financiers numériques auprès de la population, en particulier des femmes.
------------------------	--



Burkina Faso
Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.25	0.27	0.29	6	0.32	0.46
Score santé et nutrition	0.38	0.36	0.43	5	0.49	0.71
Score éducation	0.31	0.31	0.19	9	0.36	0.45
Score entrepreneuriat	0.06	0.14	0.24	7	0.10	0.22

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.78	0.83	0.05	▲ 6.41%
Score santé et nutrition	1.13	0.15	0.02	▲ 1.77%
Score entrepreneuriat	0.59	0.5	-0.09	▼ 15.25%
Score d'intégration du genre DCH	0.83	0.83	0.00	0.00%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorations significatives des indicateurs de santé maternelle et infantile ; • Pénétration élevée des services financiers et utilisation d'Internet; • De meilleurs services de santé et des résultats nutritionnels.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des performances éducatives et de la participation au marché du travail ; • Détérioration des conditions des femmes dans le secteur entrepreneurial ; et • Défis en matière d'infrastructure et de qualité de l'éducation.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> • Tirer parti de l'économie numérique pour poursuivre la croissance ; • Élargir l'accès aux services financiers pour la croissance économique ; et • Explorer le potentiel de l'aide et des partenariats internationaux.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> • L'instabilité sociopolitique peut entraver les efforts de développement ; • Disparités dans l'accès à l'éducation et aux soins de santé ; et • Crises sanitaires potentielles affectant les progrès en matière de santé et de nutrition.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à investir dans les programmes de santé maternelle et infantile ; améliorer les initiatives de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans ; • Améliorer les infrastructures éducatives et la formation des enseignants ; mettre en œuvre des programmes visant à accroître l'intégration des diplômés sur le marché du travail ; • Promouvoir la littérature numérique et la formation aux compétences ; accroître le soutien aux femmes entrepreneures par le biais de programmes ciblés ; et • S'attaquer aux obstacles à la participation des femmes à l'entrepreneuriat ; mettre en œuvre des politiques sensibles au genre dans les secteurs de la santé et de l'éducation.



République du Cap-Vert

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.46	0.46	0.48	1	0.54	0.73
Score santé et nutrition	0.70	0.7	0.72	1	0.77	0.95
Score éducation	0.34	0.35	0.36	2	0.39	0.51
Score entrepreneuriat	0.35	0.33	0.35	3	0.45	0.73

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.95	0.95	0.00	0.00%
Score santé et nutrition	1.15	0.14	-0.01	▼ 0.87%
Score entrepreneuriat	0.83	0.97	0.14	▲ 16.87%
Score d'intégration du genre DCH	1.00	1.03	0.03	▲ 3.00%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Résultats positifs pour la santé ; Des dépenses gouvernementales constantes soutiennent la stabilité ; Accès généralisé aux services de santé ; Programmes de santé complets, y compris les soins préventifs et d'urgence, ainsi que le traitement des principales maladies ; Des progrès significatifs dans l'éducation de base et pré-primaire ; Amélioration des installations éducatives, avec des infrastructures et des programmes préscolaires améliorés ; Réponse efficace à la COVID-19, en maintenant la continuité de l'éducation pendant la pandémie ; La majorité de la population a accès à Internet ; et L'utilisation accrue d'Internet soutient l'entrepreneuriat numérique et l'inclusion financière.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Malgré des bases solides, les améliorations récentes ont été lentes ; Augmentation du nombre d'enfants non scolarisés, en particulier parmi les groupes vulnérables ; L'inégalité d'accès et la qualité de l'éducation dans les différentes régions ; Certaines zones sont confrontées à une faible connectivité en raison d'une infrastructure limitée ; et Nécessité de stratégies gouvernementales numériques plus complètes.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Tirer parti de la technologie pour améliorer la prestation et les résultats des soins de santé ; Renforcer les partenariats avec les organisations mondiales de santé ; Mettre l'accent sur l'éducation numérique ; Améliorer les initiatives d'éducation et d'alimentation de la petite enfance ; Élargir les services d'administration en ligne pour améliorer l'infrastructure numérique et soutenir les services publics ; et Soutenir les startups et les petites entreprises par le biais de plateformes numériques.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> L'instabilité économique pourrait affecter le financement des programmes de santé ; Des crises sanitaires potentielles pourraient mettre le système à rude épreuve ; L'impact de la COVID-19 sur les secteurs économiques clés peut avoir un impact sur la stabilité globale ; Augmentation du nombre d'enfants non scolarisés, en particulier parmi les groupes vulnérables ; L'inégalité d'accès et la qualité de l'éducation dans les différentes régions ; Les coûts élevés d'Internet limitent l'accès à l'éducation pour les familles à faible revenu ; Le manque d'éducateurs qualifiés dans certains domaines à un impact sur la qualité de l'éducation ; Les inégalités d'accès à Internet exacerbent les disparités sociales ; et Les limitations financières peuvent entraver la poursuite du développement de l'infrastructure numérique.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans l'expansion de l'infrastructure et de la capacité Internet ; Créer des stratégies complètes pour les services gouvernementaux numériques ; Améliorer l'éducation et la formation aux compétences numériques ; Assurer un large accès aux services financiers via des plateformes numériques ; Améliorer les infrastructures et les services de santé dans les zones rurales ; Allouer plus de ressources pour assurer la durabilité des programmes de santé ; Mettre en œuvre des outils numériques pour améliorer la prestation et la gestion des services de santé ; Accroître la sensibilisation et l'éducation du public en matière de santé et de nutrition ; Mettre l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'éducation et de la qualité dans les régions mal desservies ; Assurer un financement stable et adéquat de l'éducation ; Améliorer l'accès aux ressources d'apprentissage numériques ; et Améliorer la formation et la rétention des éducateurs qualifiés.



Côte d'Ivoire Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.23	0.26	0.30	5	0.30	0.46
Score santé et nutrition	0.32	0.33	0.38	7	0.40	0.57
Score éducation	0.25	0.27	0.24	4	0.31	0.46
Score entrepreneuriat	0.12	0.19	0.27	4	0.18	0.36

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.66	0.72	0.06	▲ 9.09%
Score santé et nutrition	1.14	1.12	-0.02	▼ 1.75%
Score entrepreneuriat	0.45	0.46	0.01	▲ 2.22%
Score d'intégration du genre DCH	0.75	0.77	0.02	▲ 2.67%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation des ressources internes pour le financement de la santé avec une augmentation annuelle minimale de 15% à partir de 2020 ; Les engagements budgétaires de l'État pour les interventions de santé s'élèvent à 2 624 milliards de FCFA (66%), avec des contributions des partenaires techniques et financiers (34%) ; Engagements financiers spécifiques, y compris pour les contraceptifs et les programmes de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme ; La couverture maladie universelle (CMU) en vigueur depuis octobre 2019 ; Programme hospitalier améliorant les services et les infrastructures de santé ; Amélioration de la coordination et de l'accessibilité financière pour la réduction de la mortalité maternelle ; et Augmentation de la capacité de formation et de la participation communautaire aux soins de santé.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Des professionnels qualifiés limités et des ressources matérielles et logistiques insuffisantes ; S'appuyer sur les donateurs pour la mise en œuvre du programme et la viabilité financière ; Nécessité d'améliorer la coordination et la visibilité des interventions sanitaires ; Faiblesse des cadres réglementaires en matière de santé sexuelle et reproductive ; et Difficultés de communication dans la diffusion des messages de santé.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Élargir la couverture des soins de santé et améliorer les infrastructures de santé ; Renforcer les mécanismes d'éducation inclusive et améliorer les infrastructures scolaires ; Aligner les programmes et la formation des enseignants pour améliorer la qualité de l'éducation ; Promouvoir les systèmes de paiement numérique et les services financiers pour une inclusion financière accrue ; et Mettre en place des bacs à sable réglementaires pour promouvoir des solutions fintech innovantes.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Les difficultés économiques et l'instabilité politique ayant un impact sur les soins de santé et l'éducation ; La pandémie de COVID-19 perturbe les services de santé et les contributions financières ; Obstacles réglementaires et exigences strictes pour les licences financières ; Disparité entre les sexes en matière d'inclusion financière et accès limité aux technologies éducatives ; et Changement climatique affectant la production et la disponibilité des aliments.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Accroître les investissements dans les infrastructures et les ressources en matière de santé et d'éducation ; Améliorer la préparation aux crises et la résilience des systèmes de santé et d'éducation ; Promouvoir la littérature financière et l'inclusion par le biais de programmes ciblés ; Renforcer les partenariats et le plaidoyer pour une meilleure allocation des ressources ; et Aborder les obstacles socioculturels et réglementaires à la participation des femmes au leadership et à la prise de décision.



La Gambie

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.22	0.28	0.25	9	0.30	0.46
Score santé et nutrition	0.37	0.4	0.44	4	0.46	0.66
Score éducation	0.16	0.19	0.16	13	0.21	0.34
Score entrepreneuriat	0.14	0.26	0.15	11	0.22	0.36

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	1.04	1.01	-0.03	▼ 2.88%
Score santé et nutrition	1.14	1.13	-0.01	▼ 0.88%
Score entrepreneuriat	0.85	0.65	-0.20	▼ 23.53%
Score d'intégration du genre DCH	1.1	0.93	-0.17	▼ 15.45%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Programmes de santé complets pour la gestion de la malnutrition, la prévention des maladies et l'amélioration de la santé maternelle et infantile ; Introduction d'un régime d'assurance maladie complet pour tous les Gambiens ; Efforts pour améliorer l'éducation, y compris l'augmentation des taux d'alphabétisation chez les jeunes ; Amélioration de l'accès à Internet grâce au Câble sous-marin Afrique-Europe (ACE) et aux câbles à fibre optique ; Initiatives axées sur le genre pour soutenir les femmes entrepreneurs et lutter contre la violence sexiste.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Ressources limitées (financières, humaines et matérielles) pour les secteurs de la santé et de l'éducation ; S'appuyer sur les donateurs pour la mise en œuvre du programme ; Taux d'abandon scolaire élevé et accès limité aux programmes de formation ; Coupures fréquentes d'Internet, coûts élevés et problèmes de fiabilité du réseau ; Obstacles socioculturels et réglementaires limitant la participation des femmes à l'éducation et aux rôles de leadership.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Développer et mettre à niveau les infrastructures de santé et la formation des professionnels de la santé ; Améliorer les ratios enseignants-étudiants et les années moyennes de scolarité avec divers programmes d'éducation ; Tirer parti des plateformes et des technologies numériques pour améliorer l'éducation et l'entrepreneuriat ; Promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes à l'éducation STEM et aux rôles de leadership ; et Renforcer les partenariats et le plaidoyer pour une meilleure allocation des ressources et des investissements dans l'éducation et la santé.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés économiques et instabilité politique limitant l'accès aux soins de santé et à l'éducation ; La pandémie de COVID-19 a un impact sur le secteur de la santé et perturbe les industries et les établissements de formation ; Le changement climatique affecte la production et la disponibilité des aliments, entraînant la malnutrition ; Les coûts élevés de l'Internet et de l'électricité et les problèmes de fiabilité affectant les initiatives numériques ; et Obstacles socioculturels et réglementaires limitant la participation des femmes dans divers secteurs.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les investissements dans les infrastructures et les ressources de santé et d'éducation ; Renforcer la résilience des systèmes d'éducation et de santé en améliorant la préparation aux crises ; Promouvoir la littératie numérique et l'inclusion financière à travers des programmes et initiatives ciblés ; S'attaquer aux barrières socioculturelles à l'autonomisation des femmes et garantir l'égalité des chances dans l'éducation et le leadership ; Renforcer les partenariats et les efforts de plaidoyer pour obtenir une meilleure allocation des ressources et un soutien accru des parties prenantes.



Ghana Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.31	0.34	0.36	2	0.39	0.54
Score santé et nutrition	0.47	0.49	0.50	2	0.54	0.72
Score éducation	0.27	0.27	0.20	8	0.35	0.52
Score entrepreneuriat	0.18	0.27	0.37	2	0.27	0.38

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	1.32	0.93	-0.39	▼ 29.55%
Score santé et nutrition	1.13	1.15	0.02	▲ 1.77%
Score entrepreneuriat	0.56	0.5	-0.06	▼ 10.71%
Score d'intégration du genre DCH	1.01	0.86	-0.15	▼ 14.85%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration constante des indicateurs de DCH liés à la santé ; Formation efficace des agents de santé en matière de planification familiale, de santé maternelle et infantile et de gestion de la malnutrition aiguë ; Amélioration de la prestation de services grâce à la sensibilisation, aux visites à domicile et à l'intégration de l'apprentissage précoce aux conseils en matière d'alimentation des enfants ; Renforcement des structures communautaires telles que les VSLAs et les MTMSGs favorisant des comportements nutritionnels positifs ; Plaidoyer accru pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les plans de district et les dépenses de santé du gouvernement ; Augmentation significative de l'utilisation d'Internet en raison des investissements gouvernementaux dans l'infrastructure des TIC ; et Des programmes comme MASLOC fournissant des crédits et des prêts à petite échelle, en particulier au profit des femmes.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Détérioration des indicateurs éducatifs du DCH, à l'exception des jeunes NEET et du taux d'alphabétisation des jeunes ; Baisse du ratio élèves-enseignants et lacunes dans la formation des enseignants et les compétences numériques en raison de la pandémie de COVID-19 ; Augmentation du taux d'abandon scolaire, entraînant une baisse du nombre moyen d'années de scolarité et des résultats aux tests harmonisés ; Conditions des femmes moins favorables dans les domaines de l'éducation, des compétences, de la participation au marché du travail et de l'inclusion financière ; et Obstacles persistants à l'accès à une éducation de qualité, aux services financiers et aux opportunités entrepreneuriales pour les femmes.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Élargir les programmes de formation des agents de santé pour inclure des services de planification familiale et de santé maternelle plus complets ; Tirer parti des structures communautaires telles que les VSLAs et les MTMSG pour une éducation et un soutien plus large en matière de santé et de nutrition ; Investir dans les infrastructures TIC pour améliorer l'accessibilité à Internet, en particulier dans les zones rurales ; Élargir les programmes d'inclusion financière ciblant les femmes et les communautés marginalisées ; Mise en œuvre de solutions robustes d'apprentissage à distance et de formation des enseignants aux compétences numériques ; et Comblent les lacunes en matière de fréquentation scolaire et améliorer le nombre moyen d'années de scolarité grâce à des interventions ciblées.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Impact continu de la pandémie de COVID-19 sur le système éducatif ; Obstacles persistants à la qualité de l'éducation et des services financiers pour les femmes, entravant la parité globale entre les sexes ; et Des facteurs socioculturels tels que le mariage des enfants et la maternité précoce affectent négativement l'éducation et les opportunités économiques des filles.

RECOMMANDATIONS

- Continuer à intensifier les programmes de formation pour les agents de santé en mettant l'accent sur la planification familiale et la santé maternelle ;
- Renforcer les initiatives communautaires en matière de santé et de nutrition, en tirant parti des VSLAs et des MTMSG pour un impact plus large ;
- Plaider en faveur d'un financement gouvernemental accru dans les domaines de la santé et de la nutrition, en veillant à ce que ces domaines restent une priorité dans les plans de développement des districts ;
- Investir dans les infrastructures d'apprentissage à distance et les programmes de formation des enseignants pour combler les lacunes révélées par la pandémie ;
- Mettre en œuvre des initiatives ciblées pour réduire le nombre d'enfants non scolarisés et améliorer les résultats scolaires globaux ;
- Fournir un soutien et des ressources supplémentaires pour l'éducation des filles afin de lutter contre le mariage des enfants et la maternité précoce ;
- Élargir l'accès aux services financiers et au crédit, en particulier pour les femmes et les petits entrepreneurs ;
- Promouvoir la culture numérique et la formation aux compétences pour renforcer la participation à l'économie numérique ;
- Poursuivre les investissements dans les infrastructures TIC pour améliorer l'accessibilité à Internet, en particulier dans les zones rurales ;
- Renforcer les initiatives visant à améliorer l'accès des femmes à une éducation de qualité et aux opportunités entrepreneuriales ;
- S'attaquer aux obstacles socioculturels affectant la participation des femmes à l'éducation et à la main-d'œuvre par l'éducation et le plaidoyer communautaires ; et
- Renforcer les partenariats avec les organisations internationales pour soutenir les programmes et initiatives axés sur le genre.



Guinée Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.16	0.18	0.21	11	0.21	0.38
Score santé et nutrition	0.23	0.24	0.32	10	0.34	0.55
Score éducation	0.23	0.26	0.24	6	0.26	0.38
Score entrepreneuriat	0.01	0.05	0.08	13	0.02	0.21

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.625	0.638	0.013	▲ 2.12%
Score santé et nutrition	1.138	1.156	0.018	▲ 1.59%
Score entrepreneuriat	0.597	0.532	-0.06	▼ 10.89%
Score d'intégration du genre DCH	0.787	0.775	-0.011	▼ 1.43%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Progrès positifs des indicateurs de santé et de nutrition ; Légers progrès dans les indicateurs de l'éducation, tels que les années de scolarité et les résultats des tests harmonisés ; Augmentation significative de l'accès à Internet contribuant à l'amélioration de l'entrepreneuriat et de l'inclusion financière ; et Atteinte des objectifs de l'économie numérique, soutenue par un accès accru à Internet.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Légère baisse de l'espérance de vie à la naissance et augmentation de la mortalité infantile au cours de la période 2 ; Augmentation du nombre d'enfants non scolarisés et augmentation du nombre moyen d'années de scolarisation au cours de la période 2 ; Augmentation du nombre de jeunes NEET malgré les progrès initiaux ; et Défis pour atteindre les objectifs dans les secteurs de la santé et de l'éducation.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Tirer parti d'un accès accru à Internet pour améliorer davantage l'entrepreneuriat, l'inclusion financière et l'économie numérique ; Mettre en œuvre des réformes ciblées de l'éducation pour faire face à la baisse des indicateurs de l'éducation ; Introduire des interventions sanitaires pour inverser la baisse de l'espérance de vie et réduire la mortalité infantile ; et Apprentissage entre pairs avec les pays voisins de la sous-région pour partager les meilleures pratiques et les ressources.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Risque de ne pas soutenir les progrès initiaux en matière de santé et d'éducation ; Instabilité économique potentielle affectant le financement et les ressources pour les initiatives de santé et d'éducation ; Risque de fracture numérique, certaines populations pouvant ne pas bénéficier également d'un accès accru à Internet ; et Instabilité politique et sociale susceptible de perturber les initiatives en cours et à venir.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Lancer des campagnes de sensibilisation du public pour sensibiliser les citoyens sur l'importance de la santé, de l'éducation et de la participation numérique. Encourager l'implication de la communauté dans ces secteurs.



Guinée-Bissau

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.13	0.17	0.28	7	0.18	0.32
Score santé et nutrition	0.26	0.29	0.30	12	0.34	0.49
Score éducation	0.12	0.16	0.17	11	0.15	0.35
Score entrepreneuriat	0.02	0.06	0.38	1	0.05	0.13

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.885	0.769	-0.115	▼ 13.15%
Score santé et nutrition	1.123	1.139	0.016	▲ 1.48%
Score entrepreneuriat		0.532	0.532	
Score d'intégration du genre DCH	1.004	0.813	-0.190	▼ 18.98%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Plan d'amélioration du système de santé guinéen (2023-2030) pour améliorer le système national de santé ; Stratégie d'innovation en matière de santé visant à améliorer les services ; Investissement dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) dans les infrastructures et les partenariats public-privé ; Innovalab apporte un soutien crucial aux startups numériques ; et Croissance significative de l'utilisation de la banque mobile et de l'économie numérique.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Manque de personnel de santé qualifié, ressources matérielles et financières insuffisantes ; Difficultés à soutenir les activités suite au financement des partenaires ; Des disparités régionales importantes dans l'accès à l'éducation et aux ressources ; Taux de mortalité maternelle et infantile élevés ; et Accès limité aux services de santé dans les zones reculées et rurales.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Élargir la couverture des soins de santé et accroître la disponibilité des produits de santé essentiels ; Améliorer les infrastructures de santé par la construction, l'équipement et la réhabilitation ; Répondre au besoin de plus d'agents de santé et de renforcement des capacités pour améliorer les soins aux patients ; Soutenir les partenariats public-privé pour gérer les établissements de formation et moderniser les apprentissages ; Promouvoir la diversité alimentaire et les bonnes pratiques nutritionnelles.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Les difficultés économiques, exacerbées par l'instabilité politique, limitent l'accès aux services de santé ; Les obstacles culturels et socio-économiques entravent l'accès aux services de santé et à une bonne nutrition ; Pandémie de COVID-19 entraînant une perturbation des services de santé et des contraintes financières ; Perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales affectant l'accès aux produits de santé ; et Taux élevés d'inscriptions excédentaires et d'abandon scolaire.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'accès à l'éducation de la petite enfance (EPE) et augmenter les investissements dans l'éducation ; Améliorer les qualifications des enseignants par la formation et le développement professionnel ; Mettre en œuvre des politiques ciblées pour l'équité de genre et le soutien à l'éducation des filles ; Prioriser l'accessibilité à Internet et de littérature numérique ; et Faire des investissements stratégiques dans la santé et le bien-être pour faire face aux contraintes budgétaires et aux limitations du système de santé.



Libéria Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.19	0.19	0.20	13	0.24	0.40
Score santé et nutrition	0.31	0.36	0.35	8	0.40	0.57
Score éducation	0.24	0.18	0.18	10	0.29	0.40
Score entrepreneuriat	0.02	0.04	0.07	14	0.04	0.23

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.72	0.81	0.9	▲ 12.50%
Score santé et nutrition	1.11	1.12	0.01	▲ 0.90%
Score entrepreneuriat	0.52	0.47	-0.05	▼ 9.62%
Score d'intégration du genre DCH	0.78	0.8	0.02	▲ 2.56%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Youth Opportunities Project permettant à plus de 10 000 jeunes d'acquérir des compétences de vie et une formation commerciale ; Programme Excellence in Higher Education for Libérien Development en partenariat avec l'USAID ; Le programme LEAP qui contribue à améliorer l'accès et la qualité de l'éducation ; Résilience et légère progression de l'économie numérique et de l'utilisation d'Internet ; Amélioration des conditions des femmes dans les domaines de la santé et de l'éducation.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Impact historique des guerres civiles perturbant les systèmes éducatifs et les infrastructures ; Infrastructures et installations scolaires inadéquates ; Capacité des enseignants limitée et insuffisance dans le développement professionnel ; Taux élevés d'inscriptions et d'abandon scolaire ; Faibles résultats d'apprentissage et distribution limitée du programme national.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Concevoir des politiques ciblées pour l'éducation et la réintégration de la main-d'œuvre ; Permettre la collaboration entre les décideurs politiques, les éducateurs, les employeurs et les communautés ; Investir dans les compétences numériques et l'adaptabilité pour la résilience ; Améliorer les qualifications des enseignants et leur développement professionnel ; Accroître l'accessibilité d'Internet et les compétences numériques pour l'entrepreneuriat.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Pandémie de COVID-19 provoquant des perturbations scolaires et une perte d'apprentissage ; Contraintes économiques et faibles dépenses publiques en matière d'éducation ; Les disparités entre les sexes affectant l'accès des filles à l'éducation ; Lacunes en matière de compétences et d'employabilité sur le marché du travail ; Diminution des dépenses publiques de santé et de l'espérance de vie.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'accès à l'éducation de la petite enfance et augmenter les investissements dans l'éducation ; Améliorer les qualifications des enseignants par la formation et le développement professionnel ; Mettre en œuvre des politiques ciblées pour l'équité de genre et le soutien à l'éducation des filles ; Donner la priorité aux efforts d'accessibilité à Internet et de littérature numérique ; et Faire des investissements stratégiques dans la santé et le bien-être pour faire face aux contraintes budgétaires et aux limitations du système de santé.


Mali
Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.14	0.17	0.21	12	0.21	0.37
Score santé et nutrition	0.25	0.23	0.28	13	0.35	0.57
Score éducation	0.10	0.09	0.12	15	0.15	0.29
Score entrepreneuriat	0.07	0.18	0.24	8	0.12	0.26

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.71	0.71	0.00	0.0%
Score santé et nutrition	1.08	1.16	0.08	▲ 7.41%
Score entrepreneuriat	0.32	0.51	0.19	▲ 59.38%
Score d'intégration du genre DCH	0.71	0.79	0.08	▲ 11.27%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration significative de l'entrepreneuriat ; Réduction du taux de mortalité et du taux de retard de croissance des moins de cinq ans ; Augmentation des dépenses publiques de santé ; Augmentation de 28 % des dépenses publiques d'éducation ; amélioration des années moyennes de scolarité, des résultats aux tests, des NEET des jeunes, du taux d'alphabétisation des jeunes et des citations ; Amélioration notable des conditions des femmes.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Les déclinis initiaux de la santé et de l'éducation indiquent des vulnérabilités potentielles ; Une baisse est notée sur certains indicateurs de santé ; Le NEET des jeunes reste un problème, malgré de légères améliorations ; Les améliorations récentes peuvent ne pas encore être solidement établies ou durables sans un soutien et des investissements continus.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur la dynamique de l'entrepreneuriat pour stimuler davantage la croissance économique et la création d'emplois ; Renforcer les investissements et les politiques axées sur la santé et l'éducation ; Promouvoir davantage l'égalité de genre pour un large éventail d'impacts positifs ; Accroître l'accès à Internet et aux ressources technologiques.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> L'instabilité politique pourrait perturber les progrès et les investissements ; Les défis économiques pourraient avoir un impact sur les dépenses publiques dans les secteurs critiques ; Les inégalités sociales et économiques persistantes pourraient compromettre les objectifs de développement plus larges ; Des facteurs externes tels que les ralentissements économiques mondiaux, les pandémies ou les impacts du changement climatique.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les programmes de santé ciblant l'espérance de vie et la mortalité infantile. Mettre l'accent sur les services de santé maternelle et infantile, la nutrition et les soins préventifs ; Mettre en œuvre des réformes globales de l'éducation pour réduire le nombre d'enfants non scolarisés et améliorer la qualité de l'éducation ; Introduire des politiques visant à améliorer le nombre moyen d'années de scolarité et à relever le défi des NEET ; Continuer à investir dans l'infrastructure numérique pour élargir l'accès à Internet et soutenir les programmes de littérature numérique afin d'assurer des avantages équitables à l'ensemble de la population ; Fournir un soutien ciblé à l'entrepreneuriat par le biais de programmes de formation, d'accès au financement et de mentorat. Encourager l'innovation et la création de nouvelles entreprises ; Établir des cadres de suivi et d'évaluation solides pour suivre les progrès dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du numérique. Utilisez des approches axées sur les données pour identifier et relever rapidement les défis ; et Favoriser les partenariats avec d'autres pays de la sous-région pour partager les connaissances, les meilleures pratiques et les ressources. Participer à des initiatives régionales pour stimuler le progrès collectif.



Niger

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.08	0.1	0.16	15	0.15	0.30
Score santé et nutrition	0.16	0.19	0.19	14	0.28	0.53
Score éducation	0.07	0.1	0.13	14	0.11	0.23
Score entrepreneuriat	0.03	0.03	0.15	9	0.05	0.14

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.69	0.71	0.02	▲ 2.90%
Score santé et nutrition	1.08	1.08	0.00	0.0%
Score entrepreneuriat	0.5	0.4	-0.10	▼ 20.00%
Score d'intégration du genre DCH	0.75	0.73	-0.02	▼ 2.67%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Améliorations significatives de l'éducation, des compétences et de la participation au marché du travail ; Améliorations initiales de la santé et de la nutrition ; Des progrès notables dans l'économie numérique avec une augmentation de l'utilisation d'Internet ; Amélioration du taux de pénétration des services financiers.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Le moins bien classé en DCH dans l'ensemble de l'espace CEDEAO ; Les améliorations initiales de la santé et de la nutrition n'ont pas été soutenues ; Détérioration des conditions des femmes, en particulier dans l'entrepreneuriat ; Passé de la douzième à la quatorzième place en matière de performance de genre dans la région.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Tirer parti de l'augmentation de l'utilisation d'Internet pour stimuler davantage l'économie numérique ; Mettre l'accent sur les programmes de soins de santé primaires et de nutrition pour les enfants de moins de 5 ans afin de réduire la mortalité et le retard de croissance ; S'appuyer sur l'amélioration de l'éducation et des compétences pour favoriser une main-d'œuvre plus qualifiée ; Revitaliser et élargir les programmes de santé et de nutrition pour reprendre de l'élan.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité que les questions sociopolitiques perturbent les progrès dans diverses dimensions ; Les défis économiques pourraient compromettre les améliorations du développement du capital humain ; et Le déclin continu des conditions des femmes peut exacerber l'inégalité sociale globale et l'inefficacité économique.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les soins de santé primaires et les programmes de nutrition pour les enfants de moins de 5 ans afin de réduire la mortalité et le retard de croissance ; Fournir une formation spécialisée aux professionnels de la santé, en particulier dans le domaine de la santé maternelle et infantile, afin de garantir des soins de haute qualité ; Développer des programmes ciblés qui répondent aux besoins spécifiques du système éducatif ; Faciliter l'accès des femmes aux ressources financières, proposer des programmes d'alphabétisation numérique et promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes en proposant des formations professionnelles adaptées au marché du travail.



Nigeria

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.19	0.13	0.22	10	0.27	0.48
Score santé et nutrition	0.15	0.14	0.15	15	0.26	0.49
Score éducation	0.37	0.17	0.36	3	0.45	0.65
Score entrepreneuriat	0.07	0.08	0.14	12	0.10	0.31

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.85	0.80	-0.06	▼ 6.75%
Score santé et nutrition	1.10	1.16	0.06	▲ 5.11%
Score entrepreneuriat	0.56	0.87	0.31	▲ 54.64%
Score d'intégration du genre DCH	0.84	0.94	0.10	▲ 12.17%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Des progrès significatifs dans l'économie numérique, doublant la valeur de référence ; Améliorations notables des indicateurs de santé et de nutrition ; Amélioration progressive dans l'éducation, atteignant une valeur proche de la valeur de référence ; et Progression globale de l'indice de DCH dépassant la valeur de base de 15 %.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Baisse de l'espérance de vie et des dépenses publiques de santé ; Indice DCH actuellement à 22% de sa valeur cible ; et Disparités régionales dues à l'instabilité et à l'insécurité.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Tirer parti de l'économie numérique pour la croissance économique ; Mener des réformes du secteur de la santé pour faire face à la baisse des indicateurs ; Mettre en œuvre des initiatives éducatives pour améliorer l'accès à l'éducation et renforcer les performances ; et Développer des programmes de développement régional ciblés.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Insécurité et instabilité persistantes dans certaines régions ; Volatilité économique affectant le financement du développement ; Crises sanitaires potentielles exacerbant les défis existants ; et Instabilité politique impactant la continuité du développement.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Élargir l'accès à Internet et promouvoir la culture numérique à l'échelle nationale ; Augmenter les dépenses publiques de santé et renforcer les systèmes de santé ; Améliorer la qualité de l'éducation et soutenir la continuité dans les zones de conflit ; Renforcer les mesures de sécurité, créer des opportunités économiques dans les régions sous tension et assurer un développement inclusif ; et Effectuer des évaluations régulières et utiliser des politiques axées sur les données pour des interventions ciblées.



Senegal Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.25	0.3	0.33	3	0.32	0.49
Score santé et nutrition	0.44	0.45	0.50	3	0.51	0.65
Score éducation	0.22	0.25	0.24	5	0.28	0.48
Score entrepreneuriat	0.10	0.19	0.26	5	0.16	0.34

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.840	0.922	0.081	▲ 9.73%
Score santé et nutrition	1.216	1.141	0.075	▼ 6.20%
Score entrepreneuriat	0.479	0.484	0.004	▲ 0.98%
Score d'intégration du genre DCH	0.845	0.849	0.003	▲ 0.44%

Forces	<ul style="list-style-type: none"> Investissement important dans la construction d'établissements d'enseignement et l'amélioration des programmes éducatifs grâce à un financement public accru ; Des initiatives fortes comme PAQUET pour améliorer la qualité, l'équité et la transparence de l'éducation ; Programmes de santé réussis conduisant à l'amélioration des indicateurs de santé maternelle et infantile ; Stratégies nationales pour l'inclusion financière et la croissance de l'économie numérique ; et Efforts pour promouvoir l'égalité des sexes à travers divers programmes nationaux et internationaux.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Les déficits de financement et les retards de construction ayant un impact sur le développement des infrastructures ; Facteurs sociaux et politiques perturbant les horaires éducatifs et réduisant l'efficacité globale ; Ressources humaines de qualité insuffisante dans le domaine de la santé, en particulier dans les zones rurales ; Faible allocation budgétaire pour résoudre les problèmes de nutrition ; Défis dans l'inclusion du genre en raison des obstacles socioculturels et des contraintes économiques.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Élargir les partenariats avec les entreprises de médias et de technologie pour soutenir l'apprentissage à distance et l'éducation numérique ; Investir dans la formation des enseignants et le renforcement des capacités des agents de santé ; Promouvoir la couverture sanitaire universelle et améliorer les infrastructures de santé ; Développer une gamme de produits financiers adaptés aux besoins des différents segments de population ; et Mettre en œuvre des programmes visant à renforcer l'autonomisation économique des femmes et leur participation dans des secteurs clés.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés économiques et instabilité politique limitant l'accès aux soins de santé et à l'éducation ; Pandémie de COVID-19 entraînant une perturbation des services de santé et des contraintes financières ; Perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales affectant l'accès aux produits de santé ; Taux de mortalité maternelle et infantile élevés en raison de services de santé inadéquats ; et Disparités persistantes entre les sexes dans l'accès à l'éducation, à l'emploi et aux postes de décision.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la résilience du système éducatif en améliorant la préparation aux crises et en tirant parti des leçons tirées de la pandémie de COVID-19 ; Améliorer l'allocation et l'optimisation des ressources pour combler les déficits financiers et assurer une meilleure mise en œuvre des programmes éducatifs ; Investir dans les infrastructures de santé et les ressources humaines pour améliorer la couverture et la qualité des services ; Promouvoir la culture numérique et l'inclusion financière par le biais de programmes et d'initiatives ciblés ; et Aborder les obstacles socioculturels à l'autonomisation des femmes et assurer l'égalité des chances en matière d'éducation, d'emploi et de prise de décision.



Sierra Leone

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.18	0.21	0.18	14	0.24	0.42
Score santé et nutrition	0.22	0.26	0.34	9	0.34	0.57
Score éducation	0.32	0.33	0.17	12	0.35	0.48
Score entrepreneuriat	0.02	0.03	0.05	15	0.03	0.22

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.88	0.86	-0.02	▼ 2.27%
Score santé et nutrition	1.08	1.14	0.06	▲ 5.56%
Score entrepreneuriat	0.54	0.5	-0.04	▼ 7.41%
Score d'intégration du genre DCH	0.83	0.83	0	0.0%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration constante des indicateurs de santé et de nutrition ; Réformes politiques progressives et cadres juridiques promouvant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; Éducation significative du taux de mortalité maternelle ; Soutien accru à l'entrepreneuriat et à l'inclusion financière, en particulier pour les femmes et les jeunes, à travers des initiatives comme le Fonds MUNAFA ; Progrès dans l'accès à internet et l'économie numérique ; Recrutement et formation d'enseignants qualifiés.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Diminution des dépenses publiques de santé ; Dépenses élevées des ménages en soins de santé ; Baisse substantielle des indicateurs d'éducation, de compétences et de participation à la main-d'œuvre ; Taux d'abandon scolaire élevés, en particulier au niveau du secondaire supérieur ; Défis socioéconomiques et facteurs culturels affectant l'éducation.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des politiques stratégiques et des instruments techniques pour améliorer le système éducatif ; Renforcer l'inclusion financière en augmentant l'accès au crédit et aux services financiers pour les populations rurales et les petites entreprises ; Améliorer les résultats éducatifs en élargissant la formation technique et professionnelle pour les jeunes afin de répondre aux besoins du marché du travail ; Renforcer l'économie numérique en augmentant l'accès internet.
MENACES	<ul style="list-style-type: none"> Obstacles économiques affectant la fréquentation scolaire ; Facteurs culturels limitant la participation à l'éducation ; Taux élevés de NEET chez les jeunes ; Défis socio-économiques persistants ; et Fluctuations des dépenses publiques d'éducation.
RECOMMANDATIONS	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les dépenses publiques de santé pour maintenir les améliorations en matière de santé et de nutrition ; Renforcer le soutien financier au SLeSHI pour réduire les dépenses des ménages en soins de santé ; Mettre en œuvre des interventions ciblées pour lutter contre les taux élevés d'abandon scolaire et améliorer la rétention dans l'enseignement secondaire ; S'attaquer aux barrières socioéconomiques et culturelles afin d'améliorer la participation à l'éducation ; Étendre les initiatives d'accès à Internet pour renforcer davantage l'économie numérique ; Promouvoir l'égalité des sexes dans l'éducation et la participation au marché du travail à travers des programmes ciblés ; Assurer un financement régulier et adéquat pour l'éducation.



Togo

Scores de l'indice DCH

Indicateur	2016-2018	2018-2020	2020-2022	Rang 2020-2022	Objectif 2020-2022	Objectif 2030
Indice DCH	0.26	0.28	0.31	4	0.31	0.43
Score santé et nutrition	0.35	0.36	0.40	6	0.43	0.59
Score éducation	0.37	0.41	0.37	1	0.41	0.51
Score entrepreneuriat	0.05	0.07	0.15	10	0.09	0.21

Scores de l'indice de genre DCH

Indicateur	2018-2020	2020-2022	Progrès réalisés entre 2018-2020 et 2020-2022	Progrès en Pourcentage
Score éducation	0.72638253	0.687098944	-0.039283586	▼ 5.41%
Score santé et nutrition	1.1000	1.100649804	0.000666271	▲ 0.06%
Score entrepreneuriat	0.553905412	0.614387004	0.060481592	▲ 10.92%
Score d'intégration du genre DCH	0.7934238825	0.800711917	0.007288092	▲ 0.92%

FORCES	<ul style="list-style-type: none"> Progrès constant avec une amélioration de 10 % depuis le dernier rapport ; Objectifs stratégiques de santé pour 2023-2027 axés sur l'augmentation de l'espérance de vie et l'amélioration de l'accès à des soins de santé de qualité ; Réformes globales dans le cadre du PSE 2020-2030, incluant la gratuité des frais de scolarité et la suppression des frais d'inscription aux examens nationaux ; Une plus grande pénétration des services financiers et augmentation de l'accès à Internet ; Système de santé amélioré offrant des services de meilleure qualité pour les femmes.
FAIBLESSES	<ul style="list-style-type: none"> Légère régression de l'éducation ayant un impact sur les progrès globaux ; Pression sur le système de santé causée par la pandémie révélant une capacité limitée à gérer les urgences sanitaires ; Baisse des dépenses publiques d'éducation et du ratio élèves-enseignants ; Défis en matière d'infrastructure, de finances, de formation et de rétention des enseignants ; Obstacles socioculturels tels que les mariages précoces et les mutilations génitales féminines affectant l'éducation des filles ; Des taux de scolarisation et d'achèvement plus faibles pour les filles, en particulier dans l'enseignement secondaire ; Les conditions des femmes sont moins favorables en ce qui concerne les postes de direction et l'utilisation d'Internet ; Défis socioculturels et économiques persistants entravant l'éducation des filles ; et Taux plus élevés de NEET chez les jeunes femmes par rapport aux hommes.
OPPORTUNITÉS	<ul style="list-style-type: none"> Explorer le potentiel d'amélioration des infrastructures et des services de santé grâce à des investissements stratégiques continus ; Renforcer les systèmes de santé communautaire et augmenter l'utilisation des services de santé essentiels ; Numériser et opérationnaliser les projets éducatifs pour améliorer la qualité et l'accès à l'éducation ; Renforcer la gouvernance et la coordination sectorielle pour améliorer l'efficacité des initiatives éducatives ; Élargir l'accès à Internet et aux services financiers pour stimuler davantage la croissance économique et l'inclusion ; Mettre en œuvre des initiatives gouvernementales pour réduire les frais de scolarité et promouvoir des politiques sensibles au genre, dans le but d'améliorer les résultats éducatifs pour les filles ; Se concentrer sur les politiques d'égalité des sexes et d'équité en matière de santé pour réduire les disparités et promouvoir l'inclusivité.

<p>MENACES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les pandémies et autres potentielles urgences sanitaires futures pourraient encore davantage perturber le système de santé ; • La réaffectation des ressources en raison des urgences impacte d'autres services de santé ; • Les contraintes financières et la diminution des revenus de l'État pourraient affecter la durabilité des réformes et investissements éducatifs ; • Les défis socioculturels et économiques pourraient continuer à freiner l'éducation des filles et élargir l'écart entre les sexes ; • Les disparités de genre dans l'économie numérique et l'entrepreneuriat pourraient persister sans interventions ciblées ; • Les barrières socioculturelles et les défis économiques persistants pourraient continuer à entraver les progrès vers l'égalité des sexes.
<p>RECOMMANDATIONS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer d'investir dans les infrastructures de santé et le renforcement des capacités pour faire face aux urgences sanitaires ; • Étendre les programmes de lutte contre les maladies et les services de santé maternelle et infantile ; • Mettre en œuvre les objectifs stratégiques de santé pour 2023-2027 afin d'augmenter l'espérance de vie, de réduire les taux de mortalité et d'améliorer l'accès à des soins de santé de qualité ; • Développer les systèmes de santé communautaire pour améliorer l'accès aux services et augmenter l'utilisation des services de santé essentiels ; • Assurer des dépenses publiques soutenues dans l'éducation dans le but d'améliorer l'accès, les infrastructures éducatives et le ratio élèves-enseignant ; • Promouvoir la numérisation et l'opérationnalisation des projets éducatifs pour améliorer la qualité et l'accès à l'éducation ; • Mettre en place des mesures pour renforcer la résilience du système face aux urgences telles que la pandémie de COVID-19 ; • Mettre en œuvre des interventions ciblées telles que l'autonomisation économique et la formation pour réduire les disparités et augmenter la participation des femmes à des postes de direction ; • Renforcer les politiques et initiatives qui soutiennent l'inclusion financière et l'économie numérique ; • Favoriser les partenariats public-privé pour encourager l'innovation et la croissance dans ces domaines ; • Prioriser la réduction de la mortalité maternelle et néonatale, la lutte contre les violences basées sur le genre, et garantir l'accès aux services de santé essentiels pour les femmes.

06

Références

<https://www.der.sn/#:~:text=Notre%20mission&text=La%20mobilisation%20de%20ressources%20et,suivi%2D%C3%A9valuation%20des%20projets%20financ%C3%A9s.>

<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/61714f214ed04bcd6e9623ad0e215897-0400012021/related/P177016084979202b08dd501a5690c82506.pdf>

<https://apif.finances.gouv.ci/images/app/publications/130/apif-ci-banque-mondiale-rapport-fintech-cote-divoire-decembre-2020.pdf>

https://www.numerique.gouv.sn/sites/default/files/Numerique%202025_0.pdf

https://www.education.gouv.ci/assets/pdf/Document/General/portail_21.pdf

<https://apif.finances.gouv.ci/images/app/publications/130/apif-ci-banque-mondiale-rapport-fintech-cote-divoire-decembre-2020.pdf>

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375434>

Inclusion financière | BCEAO

<https://www.theglobaleconomy.com/>

<https://www.trade.gov/country-commercial-guides/cabo-verde-digital-economy>

https://www.advancingnutrition.org/sites/default/files/2024-02/usaid-an_ghana_final_country_report.pdf

<https://gna.org.gh/2023/01/the-rapid-rise-of-ict-use-in-ghana-attracts-global-interest/>

<https://www.mogcsp.gov.gh/mdocs-posts/national-gender-policy/>

World Development Indicators | DataBank (worldbank.org)

<https://www.unicef.fr/article/burkina-faso-1-million-denfants-non-scolarises-en-raison-de-la-violence-et-linsecurite>

<https://www.undp.org/fr/publications/rapport-sur-le-developpement-humain-en-afrique-2016>

Plan Sectoriel de l'Education de la Guinée-Bissau (2017-2025)

Plan Sectoriel de l'Education du Togo

Politique nationale du Genre de la Guinée

Plan National de Développement Sanitaire du Togo

Contributions d'experts

Consultation des parties prenantes



CEDEAO

Rapport sur le développement du capital humain 2024

www.ecowas.int